Parti Socialiste
Convention nationale de Paris
22 et 23 avril 1989

Sommaire

Le président (Michel Charzat) 2
Henri Emmanuelli 2
Pierre Mauroy 6
Gérard Fuchs 18
Michel Yoyo 23
Daniel Vaillant 25
Françoise Seligmann 29
Michel Debout 29
Jean-Pierre Chevènement 31
Gérard Lindeperg 38
Robert Savy 40
Henri Fiszbin 43
Georges Sutra 45
Bruno Viallet 46
Marie-Noëlle Lienemann 49
Jean-Claude Duchalard 53
Gilbert Annette 54
Yannick Bodin 55
Didier Motchane 56
Bernard Passot 60
René Souchon 61
Françoise Seligmann 64
Laurent Croce 65
Claude Fritsch 66
Hubert Bicep 69
Pierre Guidoni 71
Jean-Pierre Demerliat 74
Yannick Lemasson 74
Jean-Luc Mélenchon 75
Louis Valentin 77
Le président (Claude Estier) 79
Gérard Fuchs 79
Marcel Debarge 89
Yvette Roudy 94
Georges Sutra 95
Laurent Fabius 96

Séance du samedi 22 avril 1989.

Fondation Jean-Jaurès

La séance est ouverte sous la présidence de Michel Charzat.

Le président (Michel Charzat)

Chers amis, chers camarades, je déclare ouverte notre Convention nationale. Je vous souhaite la bienvenue.
Nous avons, au cours de ces deux journées, d'importantes décisions à prendre. Nous avons la responsabilité du meilleur résultat possible, au lendemain des élections municipales qui ont marqué un très net succès pour le Parti Socialiste et ses amis.
Nous avons donc l'ambition de travailler de manière efficace au cours de cet après-midi, de cette nuit et de la matinée de demain, afin d'adopter le manifeste Socialiste pour les élections européennes, le 18 juin prochain, et afin de ratifier la liste des candidats à ces mêmes élections, liste conduite par notre ami Laurent Fabius qui doit, comme je l'ai dit tout à l'heure, remporter un nouveau succès et marquer la consolidation de l'influence du Parti Socialiste dans le pays et au niveau européen.
Je vous propose, pour cet après midi, l'ordre du jour suivant.
D'abord, le rapport d'activité, présenté par Henri Emmanuelli, ensuite l'intervention du Premier secrétaire, Pierre Mauroy, suivie de la présentation du projet du manifeste Socialiste pour l'élection du 18 juin, présentation faite par Gérard Fuchs, en charge des affaires européennes au Secrétariat national de notre Parti.
Puis, le débat sera ouvert et je prie les orateurs qui ont l'intention d'intervenir de venir s'inscrire auprès de Françoise Seligmann pour que cette dernière puisse organiser les débats de cet après-midi.
Informatiques pratiques : (Lecture de la composition du bureau)
(Lecture de la composition de la Commission de vérification des mandats)
La parole est a Henri Emmanuelli pour la présentation du rapport d'activité de la direction du Parti.

Henri Emmanuelli

Chers camarades, bonjour, cela fait à peine deux semaines et demi pour être précis, que nous nous sommes réunis, que notre dernier Comité directeur s'est réuni. Je vous avais présenté, à cette occasion, un rapport d'activité reprenant notamment le bilan exhaustif et que certains d'ailleurs avaient jugé un peu long, des dernières élections municipales.
Je crois que rarement dans notre passé nous avons tenu deux réunions statutaires : le Comité directeur et la convention, dans un délai aussi rapproché. Il est évident qu'en si peu de temps, l'activité de notre Parti dont je dois vous faire le compte rendu, ne nécessite pas un très long rapport. Je vais donc essayer de m'acquitter de cette tâche statutaire dans les plus brefs délais, étant entendu que vous trouverez, comme à l'accoutumée, dans vos chemises, un rapport précis sur

l'activité des divers Secrétariats nationaux.
Ce rapport vous permettra d'ailleurs de constater que le travail est déjà accompli par les différents secrétariats du Parti, notamment la communication, les affaires européennes, la trésorerie, pour faire des élections européennes le succès que nous souhaitons tous. Ce travail n'est pas négligeable. Je suis sûr que tout le monde appréciera d'entrer ainsi plus vite dans le vif du sujet, c'est-à-dire comme nous le rappelait à l'instant notre camarade Charzat : la préparation des élections européennes.
Je me contenterai parce que je crois qu'on ne comprendrait pas que je n'en parle pas, de mentionner un point et de faire une remarque.
Un point, tout d'abord, qui a fait couler, chers camarades, beaucoup d'encre depuis le résultat des élections municipales. Je veux faire référence à la situation de nos camarades de la fédération des Bouches du Rhône.
A deux reprises, notre Premier secrétaire a tenu à réunir, au siège du Parti, l'ensemble des camarades représentant, comme nous disons, notre diversité, pour faire le point sur la situation de cette fédération et surtout pour entendre tous les points de vue qui, nous le pensons, doivent s'exprimer.
Beaucoup de choses ont été dites avant, pendant et après les élections sur la situation à Marseille. Beaucoup de choses ont été écrites aussi qui ne correspondaient pas toujours à ce qui avait été dit. Toujours est-il qu'un tour de table entre tous nos camarades de cette ville semblait largement nécessaire.
De ce tour de table, je crois qu'on peut dire, d'ores et déjà, qu'un certain nombre de points d'accord se sont dégagés.
D'abord, sur l'appréciation que nous devons porter sur la municipalité de Marseille. Je crois qu'il a été largement acté que nous devons considérer que c'est une municipalité amie que nous pouvons situer dans la majorité présidentielle, et avec laquelle, bien entendu, nous devons avoir des relations.
En ce sens, je dois dire que la place qu'elle occupe au sein de la FNESR n'a été remise en cause par personne.
Par contre, et pour mettre fin à moult supputations auxquelles beaucoup de commentateurs se sont livrés ces derniers temps, ceux qui se sont mis hors du Parti en se présentant comme les candidats régulièrement désignés par le Parti ne pourront être intégrés, cela va de soi, s'ils le souhaitent, que dans le cadre de nos statuts.
Cette position, je crois à la fois ouverte et respectueuse de nos règles, est celle - je peux vous le dire - de tous nos camarades marseillais.
Le deuxième point qui a fait l'unanimité des camarades présents, c'est la nécessaire rénovation - c'est une expression très à la mode - de notre fédération des Bouches du Rhône. Ce qui s'est passé à Marseille, on y a apporté des échos suffisamment forts pour que la nécessité de faire évoluer les choses soit posée. Mais, à la différence de ce qui se passe ailleurs, chez nous les rénovateurs, ce doit être les militants. C'est à partir d'eux que l'effort nécessaire devra être accompli pour tirer le bilan de ce qui s'est passé, mais aussi et surtout pour nous permettre de donner un nouvel élan, un second souffle à nos camarades de cette région.

Fondation Jean Jaurès

Ces débats, bien sûr, nous l'espérons tous, devront aboutir en la tenue d'un Congrès préparé en relations avec la Commission des fédérations.
Comme vous vous en doutez, mes chers camarades, nous aurons certainement l'occasion d'entendre encore parler de Marseille, c'est bien normal, c'est la deuxième ville de France, mais permettez-moi d'espérer que cela soit le moins possible, afin d'aider nos camarades qui le souhaitent tous, sur place, à prendre souverainement leur décision.
Pour conclure sur ce point, permettez-moi de soulever un paradoxe : voilà une fédération qui, sur l'ensemble du département, a connu d'excellents résultats avec la conquête de villes aussi importantes que Salon de Provence, ou Aix, mais aussi Venelles, Trets ou Fuveau, qui, je vous le rappelle, lors des dernières législatives, s'est aussi comportée de façon exemplaire en empêchant, malgré l'accord honteux de Jean-Claude Gaudin avec le Front National, que Jean-Marie Le Pen accède au Parlement, ainsi qu'aucun de ses condisciples, et qui se trouve aujourd'hui, après avoir remporté ce succès, mis au pilori par les médias à cause d'un échec dans une élection qui n'est certes pas négligeable, dont j'ai le sentiment, chers amis et camarades, qu'elle s'est jouée sur une question d'image plutôt que sur le contenu.
Cela dit, je suis sûr que le débat qui va s'ouvrir là-bas, qui s'est déjà ouvert, sera profitable à tout le Parti, en posant des problèmes qui, finalement, nous concernent tous, tels que, pour ne prendre qu'un exemple, les modes de désignation de nos candidats aux différentes élections, mais ce genre de questions, ce sera pour plus tard.
L'autre remarque, chers camarades, est relative aux priorités du moment, ou plus précisément à la vérification qui doit être faite pour savoir si nous sommes bien tous d'accord sur les priorités qui sont les nôtres aujourd'hui. Pour moi, pour la direction du Parti, la priorité, ce sont les élections européennes du 18 juin. J'ose espérer que c'est celle de tout le Parti et que toutes les déclarations, rencontres, petits déjeuners s'inspirent de cette priorité et s'en inspireront jusqu'au 18 juin.
Je sais bien que depuis dix-huit mois, il y a eu beaucoup d'occasions de serrer les coudes, de scrutins, de batailles politiques et, par contre-coup, peu d'occasions d'en "découdre" par le débat, mais ce n'est pas la faute de la direction, encore moins celle des militants si, au cours de ces dix-huit mois, le Parti Socialiste a traversé la plus forte concentration électorale de toute son existence : 7 scrutins, pas un de moins, pas un de plus ; cela peut vouloir dire, dans certains endroits, plus de 10 dimanches électoraux.
A cette exceptionnelle concentration, s'est subordonnée la difficulté de mettre en œuvre l'élargissement de la majorité présidentielle. Je crois que nous pouvons être francs entre nous : il n'a jamais été facile dans ce Parti, qui est le seul à avoir un fonctionnement démocratique, de demander à des Socialistes de s'effacer au profit de femmes ou d'hommes extérieurs à nos rangs.
Cela a été fait et, me souvenant des débats qu'entraînait, il n'y a pas si longtemps, l'inclusion de un ou deux candidats, pourtant issus de partis avec lesquels nous étions alliés, je pense qu'il ne s'agit pas de minces affaires.
Cela ne s'est pas passé sans casse, chers camarades, comme vous le savez tous,

mais là encore, si j'examine ce qui se passait dans des scrutins ou pourtant la difficulté, de ce point de vue, était bien moindre, je ne pense pas que les choses aient été très différentes, pas au point de justifier, je le dis très sincèrement, certaines remarques qui ont été faites sur le nombre des exclusions, remarque d'autant moins justifiée qu'à ma connaissance, au Bureau exécutif, la ratification de ces exclusions s'est toujours faite à l'unanimité.

Sept scrutins en dix-huit mois, donc : cinq derrière nous, que nous avons gagnés, et deux devant. Cinq succès, même si nos appréciations méritaient d'être nuancées, et elles l'ont été, pour le Président de la République, pour le gouvernement et pour le Parti.

Le sixième sera aussi, je n'en doute pas, un nouveau succès. Encore faut-il que nous voulions ensemble et que nous rassemblions nos énergies.

Or, chers camarades, à lire certaines déclarations, à observer certaines circulations de documents qui vont de la référence théorique à la mise en œuvre de modalités pratiques pour nos futurs affrontements d'idées - je préfère rester à ce niveau - je me demande si cette priorité est bien celle de tout le monde et si parmi nous certains n'ont pas davantage les yeux fixés sur la ligne rose du Congrès plutôt que sur la ligne bleue des élections européennes.

Tout est possible, tout est autorisé, mais je crois que ce n'est pas moins regrettable. Et si cela devait s'amplifier, je crois que ce ne serait pas très responsable.

Le débat, chers camarades, j'ai déjà eu l'occasion de la dire, le Premier secrétaire aussi, nous le voulons tous, nous y aspirons tous, non pas depuis trois ans comme j'ai pu le lire, mais en réalité depuis beaucoup plus longtemps, en réalité depuis plus de dix ans.

Le débat, certes, est une nécessité, nourrie de surcroît, même si cela n'est pas dit dans nos rangs, d'une certaine nostalgie, nostalgie de cette époque où nos discours n'étaient pas confrontés à la réalité des faits.

Le débat, chers camarades, nous l'aurons, mais nous l'aurons le moment venu, lorsque, ayant accompli un parcours sans faute, mais je crois possible, nous serons totalement disponibles pour nous y consacrer.

Ayons ce débat sereinement, ayons-le en temps voulu. La valeur des idées n'a jamais été fonction de la chronologie de leur diffusion, sauf à confondre la discussion sur le fond avec les préoccupations tactiques.

Ayons-le aussi de manière responsable, veillons à ce que cela ne débouche pas sur le surréalisme.

Pour être, chers camarades, de ceux qui n'ont pas craint d'affirmer certaines convictions à contre-mode, je n'en serai que plus tranquille pour dire qu'à aucun moment, et qui que nous soyons, nous ne pourrons, sans dommage pour ceux qui succomberaient, faire l'impasse sur la réalité des faits, et je pense en premier au Président de la République issu de nos rangs et à un gouvernement dirigé par l'un des nôtres.

Ayons la maturité, ce qui n'exclut ni l'audace, ni l'imagination, ni la conviction, ayons la maturité de le mener avec responsabilité.

Je ne voudrais pas voir revenir, pour ce qui me concerne, cette époque

Fondation Jean Jaurès

désormais oubliée où les textes étaient d'autant plus à Gauche que les actes étaient ailleurs !
Bien qu'étant censé appartenir à la catégorie de ceux qui auraient enterré des idées, j'ai lu cela, comme si leurs auteurs avaient l'habitude de se laisser enterrer et comme si nos pratiques démocratiques permettaient à qui que ce soit d'enterrer qui que ce soit, je n'ai pas apprécié plus qu'il ne fallait un amendement voté cette semaine, je dirai, au débotté sur la fiscalité de l'épargne, qui ne me parait pas aller précisément dans le sens d'un plus juste équilibre, quant au nombre des fonctionnaires.
Que nos camarades les plus impatients veillent à ce que les prévisions budgétaires dont ils seront peut-être appelés à être collectivement solidaires, ne soient tout de même pas trop contraires à leurs aspirations proclamées dans les textes théoriques.
Oui au débat, chers camarades, et en temps utile, avec le sérieux que requiert la responsabilité d'appartenir à la force politique la plus importante de ce pays, celle dont sont issus les deux tiers des ministres en exercice dont le premier d'entre eux.
Je conclurai sur une note humoristique, chers camarades, si cela est possible; je veux dire si cela est dans mes moyens, car vous, bien entendu, pour vous c'est possible…
Nous avons, parait-il, dans nos rangs des apparatchiks, des dinosaures, des éléphants, des souris, et heureusement des militants. Alors je dirai, veillons à ne pas y ajouter la catégorie des pères généraux, plus connus sous l'appellation de "papes noirs".
Mais surtout, mes chers camarades, agissons pour que le 18 juin notre Parti remporte la sixième victoire consécutive à l'occasion de ce scrutin qui concerne, vous le savez tous, l'une des orientations majeures du septennat.
Merci.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Pierre Mauroy.

Pierre Mauroy

Chers camarades et amis, j'ouvre devant vous, après le rapport d'activité d'Henri Emmanuelli, et avant celui de Gérard Fuchs sur notre manifeste, cette Convention nationale consacrée aux élections européennes.
Je sais ce qui aujourd'hui est facile : nous sommes tous d'accord pour confirmer la désignation de Laurent Fabius comme tête de liste...
(Applaudissements)
J'en ai fait la proposition au Comité directeur qui, unanime, l'a adoptée. La Convention nationale ratifiera, j'en suis sûr, ce choix de Laurent Fabius, à l'unanimité, Laurent Fabius que le talent et l'expérience désignaient tout naturellement. Il a, comme Premier Ministre, contribué à l'action éclatante du Président de la République, François Mitterrand, celle-là même qui devait

Fondation Jean Jaurès

permettre le déblocage d'une situation apparemment sans issue pour la CEE, et conduire à la signature du traité sur l'acte unique... (quelques applaudissements)... Vous pouvez l'applaudir, d'ailleurs.
Mais je sais aussi ce qui est aujourd'hui difficile : le choix de nos candidats et l'importance des problèmes de fond soulevés. Car en définitive la construction européenne n'est rien d'autre que la perspective majeure que nous voulons donner à la France de la fin du siècle, à nos idées, et à la construction du Socialisme.
Les Socialistes ont ces dernières semaines, dans une ambiance favorable, goûté aux charmes de la discrétion. Peu de grands titres. Pas de polémique, même pas de petites phrases ! Quelques éclaireurs, bien sûr, qui nous ont adressé des textes, mais tellement en avance sur nos échéances, et sur le Congrès qui se tiendra au début de l'année prochaine. Bref, pas de tintamarre, comme à droite !
Nous n'avons pas offert à l'opinion le spectacle de la chevauchée fantastique des rénovateurs armés de la hallebarde de la contestation de leurs anciens. Oubliant, dans leur ardeur, que la véritable contestation ne peut se faire qu'avec des idées, la véritable rénovation qu'avec un projet, ils se sont rapidement essoufflés et effacés. Du moins pour le moment !
Nous avons même éprouvé quelques satisfactions de voir notre Congrès d'Epinay devenir leur référence. Comme s'il s'agissait d'un élixir de jouvence.
C'est oublier qu'à Epinay, nous nous étions rassemblés derrière un leader, et quel leader!
C'est oublier aussi qu'à Epinay, nous avions adopté une orientation et engagé un effort programmatique sans précédent.
C'est oublier enfin qu'à Epinay, nous avions modifié nos structures à partir d'une donnée nouvelle, la proportionnelle. Oui, cette fameuse proportionnelle, l'une des clés de notre développement, même si elle nous a fait souffrir lors de l'élaboration des listes pour cette Convention nationale. Elle risque encore de nous faire souffrir cet après-midi, cette nuit et peut-être demain lorsque vous prendrez vos décisions définitives.
Les rénovateurs de la Droite n'ont donc été que des passagers du vent. Leurs aventures n'ont pu occulter l'autre actualité, la vraie, celle d'un monde de confrontations et de risques. Comment ignorer les événements récents d'un monde blessé ?
Ce sont aux déchirements du Liban que nous devons porter de l'attention et du cœur. Depuis des années, la cruauté de l'occupation du Liban par des puissances tierces n'a jamais quitté notre esprit, et il n'était pas nécessaire que Monsieur Léotard prenne une plume excessive pour nous rappeler ce que nous n'avions pas oublié.
Depuis toujours la France a tissé des liens exceptionnels avec l'Etat libanais. Elle l'a fait également avec les différentes communautés de cette nation qui, broyée par ses antagonismes politiques et religieux, se trouve aujourd'hui disloquée.
La présence française n'a jamais manqué au Liban, chaque fois que celui-ci l'a souhaitée. Dans l'après-guerre alors que nous succédions au corps

expéditionnaire anglais, plus tard dans le cadre de forces d'interposition. Qui ne se souvient parmi nous du drame du Drakkar ? Et c'est encore les troupes françaises qui en juin 1983 assuraient l'évacuation d'Arafat aux prises avec la violence des plus extrémistes des siens.
Aurait-on compris que la France se taise ? Aurait-on compris que la France n'agisse point ? Non, bien sûr. Et on l'aurait encore moins compris de la part du Président François Mitterrand. Tout le monde connaît l'amitié dont il a toujours témoigné envers le peuple libanais. Et l'on sait aussi qu'il a sur les affaires du Moyen Orient toujours clairement et courageusement indiqué les positions de la France.
Mais alors que le souffle des bombes déchirait les corps à Beyrouth, la communauté internationale se taisait. Les principaux gouvernements restaient muets, celui des Etats-Unis comme celui de l'URSS, comme s'ils étaient déjà résignés au pire. Mais le pire était déjà dépassé, d'une certaine manière.
La cruelle interrogation du "jusqu'ou aller ?" était au centre de la très longue discussion que nous avons eue avec le Président de la République lors de la réception de la délégation de tous les groupes parlementaires français. Et toute la représentation nationale y était, j'étais avec Louis Mermaz, lorsque nous avons été reçus par le Président.
A la violence aveugle fallait-il ajouter une autre violence aveugle ? Qui oserait aller jusqu'à l'affirmer ?
Dans la discussion très longue que la représentation nationale française a eue avec le Président de la République, personne n'est allé jusque-là.
Et pourtant, il n'était pas question de se résigner. Au plan humanitaire, des vies arrachées au désastre ne justifient-elles pas déjà de mettre en place des moyens nécessaires ? Nous l'avons fait. Nous l'avons fait au plus haut niveau, en déléguant à Beyrouth un membre du gouvernement français. Ces jours derniers c'est donc Bernard Kouchner qui a donné du relief à l'attitude de la France. Il a été un homme courageux, au service d'une cause courageuse. Les Français, et en tous cas les Socialistes, l'ont apprécié.
(Applaudissements)
Au plan diplomatique le gouvernement français s'est exprimé par la voix de Michel Rocard. Le président Mitterrand n'a pas ménagé ses efforts de conviction et de mobilisation des responsables sur le plan international. Ainsi la France a-t-elle pu soumettre cette nuit au Conseil de sécurité des Nations Unies un projet de déclaration appelant toutes les parties à cesser le feu et mandatant le Secrétaire général de l'ONU d'une mission en faveur du retour à la paix. Cette déclaration constitue, si elle est adoptée par le Conseil, le premier signe positif, le premier espoir d'un règlement possible, je l'espère.
Dès ce matin, j'ai reçu l'ambassadeur de Syrie venu m'exposer les thèses de son pays, avec peut-être là aussi quelque espoir d'évolution.
Cette action diplomatique pourra seule éviter que la nation libanaise ne se perde, si elle est massive, si elle est suivie et si elle est déterminée, en tous les cas, comme l'est le Président de la République.
Je garde le souvenir de ce voyage accompli comme Premier Ministre le 16 mai

Fondation Jean Jaurès

1982, à Beyrouth, après l'odieux attentat perpétré contre le personnel de notre ambassade. La perte d'un ambassadeur est un moment douloureux pour une nation toute entière. Ce deuil fut le nôtre en 1982, il frappe aujourd'hui l'Espagne.
J'ai le souvenir de cette réception de toutes les délégations libanaises, de tous les représentants du Liban. Je me souviens même que les recevant dans une salle assez grande, et même vraiment grande, de la Maison des Pins comme représentative d'une communauté en danger, ils s'étaient massés, ils m'avaient environné, je dirai presque qu'ils me serraient, ils voulaient tous, et chacun d'entre eux, me parler. Mais j'ai retenu - nous étions en 1982 - que ce qu'ils souhaitaient, c'était le départ des armées qui étaient alors au Liban. Ils répétaient les uns et les autres qu'ils étaient libanais, certes différents, mais qu'ils voulaient vivre en paix au Liban.
Nous ne sommes plus dans cette situation exactement, vous le savez. Le Liban est divisé.
Mais le temps compte. Les bombes ne détruisent pas seulement des vies et des biens, elles érodent, et elles peuvent le faire pour longtemps, la faculté de vivre ensemble Elles aiguisent les antagonismes, elles fabriquent des générations perdues et désespérées. Et c'est bien pourquoi, avec le Président de la République et le gouvernement, la France fait tout ce qu'elle peut, tout ce qu'il est possible de faire pour sauver le Liban.
Ainsi, personne plus que les Socialistes n'est attaché à rendre à la France sa place et son rayonnement. Encore faut-il que notre identité et notre unité nous permettent de défendre avec la force nécessaire ces exigences.
J'en viens donc, camarades, au thème de notre Convention nationale : celui des élections européennes.
L'unité, nous l'illustrons par la désignation de la tête de liste, la désignation de Laurent Fabius.
Il nous dira demain de quelle façon il compte mener sa campagne. Nous en avons ensemble arrêté le dispositif pratique. Le siège sera su siège du Parti, rue de Solferino, et le directeur de campagne sera notre camarade Marcel Debarge qui est, vous le savez, le Secrétaire national chargé en particulier des élections.
(Applaudissements)
Il aura cette charge, mais je pense que la coordination avec lui sera facile puisque l'élection précédente, nous l'avons menée - je parle des municipales - dans une coordination pratiquement parfaite. La première réunion du Comité de campagne, où se seront associés les différents responsables du Parti, dans la diversité du Parti, aura lieu jeudi prochain. Laurent Fabius argumentera lui-même, sans doute, sur les thèmes de la campagne. Il répondra aux objections ou à certaines objections en démontrant qu'il a, comme président de l'Assemblée Nationale, vocation à harmoniser les relations entre les parlementaires français et européens.
Il a d'ailleurs lui-même exprimé ce double souci : mettre plus d'Europe à l'Assemblée Nationale, donner plus de poids à notre représentation au Parlement européen.

Fondation Jean-Jaurès

Mes chers camarades, il n'était pas facile, en revanche, de proposer au vote des militants la liste des candidats retenus, mais que la Convention nationale a dans ses pouvoirs et dans ses compétences de ratifier, après ses observations et le débat.
Sans doute, aucune méthode n'est-elle parfaite quand il s'agit de choisir...
A nos camarades sortants ou nouveaux, nous reconnaissons tous des qualités de compétence, de travail et de sérieux et tout particulièrement à ceux qui nous ont représentés au Parlement européen, que je remercie, et que je remercie tous.
Mais, 440 candidats, 20 sortants, dont 18 qui se représentent, pour 21 places en position d'éligibilité - je dis 21 places, du moins pour les Socialistes, puisque nous avions convenu, à côté de ces 21 Socialistes, de faire appel à 5 personnalités... 21 + 5 = 26... 26 était le chiffre pair que nous avions pris pour fixer la liste, disons, des éligibles - c'est une situation qui s'apparente à la quadrature du cercle !
Je vous demande simplement de penser à ceci : est-il possible, lorsque 440 candidatures arrivent au siège du Parti, de dire : "Eh bien, les sortants sont renouvelés", point final... comme on aurait peut-être pu le faire, et comme, je crois, il n'était pas conforme d'agir ?
Pourquoi ? Tout simplement parce qu'à toutes les élections, il y a un certain renouvellement et que cette élection est une élection qui doit traduire à la fois la continuité, la permanence et le renouvellement.
Comment avons-nous fait pour traduire le Parti rassemblé ?
J'ai proposé moi-même - sans même qu'il y ait la moindre discussion - qu'un certain nombre des parlementaires - dont je n'ai absolument pas tenu compte du courant auquel ils pouvaient bien appartenir - soient, pour différentes raisons, reconduits. C'était la proposition faite au Comité exécutif.
Ensuite, il était indispensable que le Parti fasse ses propositions, selon les règles que vous connaissez.
On n'a pas du tout innové - c'est bien, sans doute, ce que certains pourront nous reprocher - nous avons repris exactement la méthode d'il y a cinq ans, d'il y a dix ans. Reste que nous pouvons débattre, pour les échéances suivantes, de cette méthode de désignation et qu'aujourd'hui même vous pouvez en discuter... (murmures)… mais oui, mais oui. Celle-là, celle qu'ont retenue nos statuts, mérite en tout cas d'être révisée et, moi, je vous dis comme Premier secrétaire que, personnellement en tout cas, si je n'étais pas suivi, je ferais des propositions lors de notre Congrès extraordinaire, qui aura la possibilité de modifier nos statuts, quant à la désignation des députés au Parlement européen car je crois effectivement que la manière dont on procède n'est certainement pas la meilleure et qu'il y aurait lieu de changer le système.
Mais comment ?
L'élection européenne s'enracine désormais profondément dans la vie politique régionale et la proximité de la construction européenne a fait naître des exigences nouvelles qui militeraient en faveur d'une élaboration plus décentralisée de notre liste. Nous devons, pour l'avenir, entreprendre cette réforme, la réforme qui consisterait à ramener les régions en France à une

douzaine.
Je pense que si nous avions, en France, une douzaine de régions, il m'apparaîtrait normal que les députés européens soient désignés dans leur région par les militants du Parti... (applaudissements)... comme nous le faisons pour toutes les autres élections, que ce soit des Conseillers généraux, que ce soit des députés, que ce soit des sénateurs. Il n'y a finalement aucune raison qu'il en soit autrement, sauf les modalités mêmes de la désignation d'aujourd'hui et surtout les difficultés d'agir sur le plan régional, vous l'imaginez.
Telle qu'elle est, notre liste reflète de manière arithmétique l'équilibre des sensibilités et les choix que chacune d'elles a effectués. C'est tout le Parti qui vous fait des propositions - j'insiste bien, c'est tout le Parti - et chacun doit prendre ses responsabilités.
Le Parti est organisé à la proportionnelle, le Parti a ses sensibilités, le Parti a fait ce choix à travers ses sensibilités comme il l'avait fait précédemment. Que chacun prenne ses responsabilités à partir de la proposition globale qui est celle de tout le Parti, qui a été reçue par tout le Parti et à laquelle, bien entendu, vous pouvez apporter des modifications, si tel est votre mandat.
Cette liste traduit aussi une triple volonté : celle d'une meilleure représentation féminine, celle d'équilibres régionaux, certes imparfaits, celle du rassemblement de la majorité présidentielle.
Dans la liste proposée par le Comité directeur du 4 avril, le quota féminin s'établit à plus de 30% en position éligible. Cela traduit une progression sensible par rapport à 1979 et 1984. Notre représentation féminine au Parlement européen sera ainsi comparable à celle des sociaux-démocrates allemands ou des Socialistes espagnols, encore insuffisante, certes, au regard du pourcentage d'électrices, mais en net progrès par rapport à ce que nous avons fait précédemment.
Devait-on faire un critère absolu de la représentativité régionale ? Ce débat qui, reconnaissons-le lucidement, masque aussi d'autres préoccupations, légitimes d'ailleurs, recoupe naturellement celui du nombre des régions. Avec 22 régions métropolitaines et 4 outre-mer, il était rigoureusement impossible de faire figurer, même artificiellement, toutes ces collectivités. Il suffit d'y réfléchir quelques minutes pour voir que ce n'était certainement pas cet exercice qu'il fallait entreprendre.
Sur ce point, je le répète, nous devons anticiper et nous projeter dans une France qui compterait moins de régions, et c'est d'ailleurs dans cette voie - tout à l'heure, je vous ai dit que je ferais une proposition, mais la proposition a déjà été faite, en tout cas pour la réduction des régions - que nous nous sommes engagés par notre manifeste municipal et le Comité exécutif de mercredi dernier a désigné une Commission pour faire avancer cette idée et quelques autres, en ce qui concerne la coopération intercommunale. C'est une Commission interne, qui va donc travailler sur cette base et dans la direction que je viens de préciser.
L'idée force, en tout cas, la seule à garder présente à l'esprit tout au long de nos discussions, c'est qu'une liste est représentative d'abord par les idées qu'elle défend.

Fondation Jean Jaurès

Cela fixe le cadre et les limites du débat sur les personnes, étant entendu que chaque proposition d'adjonction à la liste - comment voulez-vous qu'on fasse autrement ? - se traduit inexorablement par une sortie. Ce sont des débats difficiles que nous aurons, peut-être cet après-midi mais dans tous les cas en Commission des résolutions, cette nuit. Nous les aborderons en responsables, comme nous l'avons toujours fait pour ce genre de débats.

La troisième proposition est celle du rassemblement. Aux européennes comme aux municipales, nous avons cherché dans la composition de notre liste à refléter au mieux les contours de la majorité présidentielle de 1988. C'est ainsi que nous avons proposé cinq places en position éligible à des personnalités représentatives de cette volonté d'élargissement. Ai-je besoin de souligner que, s'agissant d'une élection proportionnelle à un tour, cette volonté correspond aussi à de meilleures chances électorales ?

Nous abordons, après 1979 et 1984, la troisième édition de ce type de scrutin. Quels enjeux recouvre-t-il ? Qu'attendons-nous de ce nouveau Parlement européen ?

Ces questions seront au centre de nos travaux. Je me limiterai pour ma part, cet après-midi, à formuler trois idées généralement perçues comme autant d'enjeux du scrutin du 18 juin. Celui-ci doit porter :

- renouvellement de l'idée européenne ;
- confirmation du rôle Socialiste dans l'édification de la communauté ;
- et définition des nouvelles ambitions internationales.

Ce sont là les trois thèmes que je développerai successivement.

Vers quelle Europe souhaitons-nous aller ? Notre manifeste trace les lignes de force d'une Union Européenne fondée sur la complémentarité des économies et un nouveau mode de partage social.

Le manifeste de l'Union des Partis Socialistes, adopté il y a quelques mois à Bruxelles, le prolonge et l'enrichit d'une dimension plus communautaire. Il illustre l'affirmation que nous ne ferons pas l'Europe seuls, et que nous avons à intégrer dans notre démarche les préoccupations de nos partenaires, dans la mesure où elles préfigurent notre propre débat national. Je pense, en particulier, à l'écologie ou au thème de la réduction du temps de travail, dont le syndicalisme allemand s'est fait l'avocat convaincant.

Les discussions qui ont précédé l'élaboration du manifeste qui sera présenté tout à l'heure par Gérard Fuchs devraient en tout cas nous éviter les faux débats. L'Europe que nous voulons construire n'est pas celle du repli et elle n'est pas celle du dépit.

Le repli, ce serait une adhésion mesurée à l'esprit communautaire. C'est une vieille tentation qui repose sur la peur de voir notre indépendance diluée dans l'ensemble européen. Certains amendements qui nous sont proposés cet après-midi expriment cette frilosité qui était déjà sous-jacente au débat économique de 1982 et qui s'est poursuivi jusqu'en mars 1983. Nous avions alors choisi la voie européenne. Personne aujourd'hui ne pourrait prétendre que la sortie du système monétaire européen nous aurait alors permis de franchir le cap du redressement dans les conditions où nous l'avons réalisé et dont nous percevons maintenant

Fondation Jean Jaurès

les résultats économiques favorables.
Aucun pays aujourd'hui ne peut prétendre à l'indépendance réelle par ses propres moyens. Dans une économie marquée par l'internationalisation des échanges, la prééminence de centres de décision financiers extérieurs, la concurrence accrue de nouvelles puissances, la France ne saurait résister autrement que dans un ensemble européen.
Seul celui qui peut justifier de la taille et des ressources nécessaires pourra affronter les mutations industrielles, financières et technologiques.
L'autre attitude, le dépit, serait d'effrayer inutilement et de présenter l'Europe comme malheureusement inéluctable, malheureusement incontournable.
Selon certains, nous ferions l'Europe un peu malgré nous. Quelle erreur. Nos concitoyens ont en réalité une approche très concrète de l'Europe. Ils en mesurent certes la trop grande technocratie, ils savent cependant discerner la fertilité du terrain historique dans lequel nous avançons.
Je pourrai ici faire référence, puisque je suis le maire de Lille, à la métropole lilloise qui ne trouvera sa vraie dimension qu'au croisement de l'ambition communautaire et des grandes technologies de communication.
Mais ce sentiment que l'Europe frappe à notre porte est partagé partout. J'entends ce discours venant de tous les Socialistes présents à Strasbourg ou à Toulouse, ou encore que ce soit à Bordeaux, à Nantes, partout.
Plus que jamais nous pouvons reconnaître comme François Mitterrand que la France est notre patrie mais que notre avenir c'est l'Europe, et c'est cet avenir précisément que nous devons honorer. Mais nous n'avons pas à accepter l'Europe telle qu'elle s'impose à nous aujourd'hui, échafaudage de politiques communes privées du souffle d'un projet d'ensemble : Europe encore marquée de sa dérive des années 60. Une Europe des marchands, un club à l'ambiance feutrée où le banquier trouve plus facilement ses aises que l'ouvrier spécialisé. Reconnaissons que la présence de Jacques Delors à la présidence de la Commission européenne, si elle n'a pas permis de rompre entièrement avec cette logique, à proposer pour l'Europe une action et ouvert la perspective d'une communauté qui pourrait se réconcilier avec ses valeurs sociales. L'Europe en tout cas à désormais un rythme et un horizon.
Il y a plusieurs configurations possibles de l'Europe. La nôtre n'est pas celle des libéraux. Elle ne s'accommode ni de la déréglementation, ni de l'affaiblissement des politiques communes, ni du recul de l'Etat, ni de la négation de l'économie mixte.
Nous souhaitons tout à l'inverse la fonder sur une cohérence sociale et un projet politique, un projet Socialiste. La démarche novatrice de François Mitterrand depuis huit ans, avec Eureka, Esprit, l'acte unique, a prouvé l'efficacité et le succès de cette approche.
Il nous faut certes être ambitieux dans d'autres domaines; en particulier celui des institutions, celui de la culture, de l'éducation, celui de l'harmonisation sociale sur la base de la protection la plus élevée, celui aussi de la défense contre une invasion des productions extérieures, celui enfin de la protection de l'environnement.

Nous avons dans chacun de ces domaines une nouvelle donne européenne à distribuer, un renouvellement de l'idée européenne à imaginer : la campagne à venir nous en fournit l'occasion.
Pour autant il n'est pas question d'un chèque en blanc, mais de vigilance et de volonté. Nous ne voulons pas construire l'Europe pour l'Europe. Mais l'Europe au service d'une ambition sociale et en définitive du Socialisme.
Et lorsque j'entends le Secrétaire général des syndicats britanniques, Norman Willis, déclarer que "le futur immédiat de l'Europe sociale est entre les mains des Français" je mesure la responsabilité qui est la nôtre. Et je note le piquant de la remarque venant d'un syndicaliste britannique !
Quel rôle moteur le prochain Parlement peut-il jouer au service de cette ambition ? Sans doute ce rôle sera-t-il à la mesure du succès global des Socialistes, de leur capacité à représenter ou non une majorité au sein de l'assemblée de Strasbourg.
Mais au-delà, il est déjà, il sera demain plus encore, le lieu privilégié de rencontre de tous ceux qui à partir d'itinéraires différents peuvent dans l'espace européen se rencontrer et mener un combat commun, le lieu privilégié du renforcement de l'euro-gauche.
L'euro-gauche n'est plus aujourd'hui l'ambition de quelques personnalités isolées. Elle traduit des comportements collectifs représentatifs. Les Communistes italiens ont fait ce choix et leur leader Achille Occhetto, que nous venons de recevoir à Paris, a clairement indiqué que la situation des groupes à Strasbourg était en pleine évolution.
Faisons un rêve : et si cette élection européenne donnait l'occasion d'une prise de conscience générale sur la nécessité de renforcer les structures et la coordination de la Gauche européenne.
L'Europe est d'abord un rapport de force. Il ne servirait à rien de vouloir édifier de toute pièce une Europe sociale si nous ne l'organisions pas concrètement dans le quotidien de la négociation.
La solidarité ne se construira pas autrement au niveau européen qu'elle ne s'est bâtie au sein de chacun des Etats : par la compétition entre les groupes sociaux et parfois leur confrontation. Ceci suppose une claire reconnaissance de l'exercice des droits sociaux si indispensables à une véritable démocratie économique.
Cela est nécessaire car la construction européenne peut contrarier momentanément nos propres objectifs de justice sociale. Nous devons, c'est vrai, prêter attention aux restrictions des marges de manœuvre que nous imposeraient certaines conséquences de l'acte unique.
Tel est le cas en matière monétaire non pas tant du fait de l'inorganisation du système monétaire international qu'en raison du rôle de la Bundesbank.
Tel est également le cas en matière fiscale où l'harmonisation de la TVA et l'abaissement de la pression sur l'épargne risquent de peser lourdement sur les seuls revenus du travail.
En résumé l'acte unique nous impose une plus haute ambition. Pour nous, le marché unique a pour corollaire un projet de justice sociale et un partage plus

Fondation Jean Jaurès

équitable. Et pour cette ambition, l'Europe ne se construira pas seulement à Strasbourg ou à Bruxelles, mais aussi à Paris, à Bonn, à Madrid ou à Rome.
L'Europe enfin comme chance pour la paix. Peu à peu, malaisément sans doute, trop lentement à notre gré, mais de façon beaucoup plus sensible qu'il y a dix ans, l'Europe s'affirme comme nouveau partenaire des relations internationales.
Elle est l'interlocuteur indispensable à une libéralisation à l'est. Derrière le développement des échanges économiques, peuvent se glisser les perceptibles progrès du modèle démocratique. L'Europe est indispensable à Walesa. Sa vigilance peut favoriser les évolutions en Tchécoslovaquie ou en Hongrie. Sa condamnation des aberrations de Ceausescu en Roumanie constitue le meilleur frein possible à l'emprise du dictateur roumain.
Nous aurons dans les années qui viennent à définir les formes d'une Ostpolitik qui soit le fait non pas seulement de la RFA mais de l'Europe tout entière.
La politique Gorbatchev, avec ses ambiguïtés et sa fragilité, ouvre une perspective de développement de ses échanges avec l'est. Les nouvelles technologies de communication, le satellite en particulier, font apparaître comme désuètes les frontières de jadis. Les miradors du rideau de fer sont impuissants à arrêter les nouveaux moyens d'expression. La maison commune de Gorbatchev n'a peut être pas l'architecture qu'il lui prête. Mais nous découvrons en tout cas que nous vivons à l'est comme à l'ouest sur un seul et même continent.
Qui pourrait douter de plus que face aux Etats-Unis, au Japon, aux dragons du sud est asiatique, nous n'ayons dans les années à venir à opposer un nouveau rapport de force, bâti non plus seulement sur des tarifs douaniers, mais sur un dynamisme renouvelé.
Il y aurait tout à craindre d'une économie mondiale où les Etats-Unis disposeraient du leadership monétaire à partir du rôle central du dollar, où le Japon déploierait sa production de masse au travers de toute la planète, où l'Europe par atermoiement ou doute sur elle-même serait incapable d'opposer au premier une politique économique autonome et au second la concurrence de ses produits. Là encore, l'Europe constitue le seul espace garant d'une nouvelle indépendance nationale, et ce n'est pas un paradoxe.
Il y a enfin l'espoir que suscite cette Europe vis-à-vis du tiers-monde. Les accords de Lomé, prolongés et enrichis depuis dix ans, les propositions visant à atténuer les effets de la dette des pays les plus pauvres, l'expression commune des douze sur quelques grands problèmes - hélas trop peu nombreux - autant d'espoirs suscités, et encore partiellement satisfaits.
N'oublions jamais mes chers camarades que l'Europe que nous construisons dépasse largement les 320 millions d'habitants auxquels elle s'adresse directement.
L'Europe en dépit des grandes difficultés que nous ne devons pas nier suscite une attente et un espoir. Elle entraîne en tout cas notre conviction, mais elle devient plus que jamais notre combat.
Ceci nous montre quel est notre devoir et quel est le chemin de l'avenir, et quelle est notre responsabilité.

Collection Jean Jaurès

Mes chers camarades, j'en viens pour conclure à la situation de notre Parti.
Vous savez quelle a toujours été ma conception du Parti : une organisation forte et démocratique. Forte parce que notre histoire nous a marqués. Nous ne sommes pas un parti à l'américaine qui s'organise une fois tous les quatre ou cinq ans à l'occasion d'élections présidentielles, nous n'avons pas envie de cela. Notre tradition c'est la permanence d'une structure mais surtout d'un projet et son adaptation incessante aux multiples figures de l'actualité. D'une certaine façon nous sommes le Parti du débat permanent. Ceci fait notre force.
Je dis même quelquefois que cela peut donner la tentation de dire que nous avons là quelques faiblesses. Non, c'est notre force.
La période que nous venons de vivre est une période d'intensité exceptionnelle de notre histoire comme de la démocratie. Cinq élections déjà en moins d'un an. Cinq élections gagnées par les Socialistes à des degrés divers. Cinq élections gagnées sur la base d'un projet, la lettre du Président aux Français. Cinq élections pendant lesquelles nous avons gardé notre cap, celui du rassemblement à gauche et celui du rassemblement de la majorité présidentielle.
Chers camarades, je n'ai pas besoin de vous en convaincre.
Nous avons eu quelques mérites à maintenir la ligne, mais nous y sommes parvenus grâce à la détermination du Comité directeur réuni le 10 juillet, grâce à l'autorité du Bureau exécutif, du Premier secrétaire et des responsables du Parti pour l'appliquer et la maintenir. Même si le nombre de cas d'indisciplines s'est révélé, quoique relatif, encore trop important lors des dernières élections municipales.
Ce n'est pas le jour, sans doute, de revenir sur cette question mais on en reparlera lorsqu'on se retrouvera, lors du Congrès ordinaire et lors du Congrès extraordinaire.
Le Parti Socialiste n'est pas un rassemblement d'hommes et de femmes indisciplinés. Il est, au contraire, fort heureusement, pour l'essentiel, et pour la grande majorité, un parti organisé avec les hommes et des femmes disciplinés justement. C'est comme cela que nous avons traversé le siècle. C'est comme cela qu'on en traversera d'autres. Et si nous changions ce cap, tant pis pour nous et hélas pour les Socialistes.
Le Parti est à son travail pour affronter la sixième échéance : celle de l'élection européenne. Il serait préjudiciable d'ouvrir et d'alimenter prématurément un débat dans les prochaines semaines. Un débat que de toute manière le Parti aura lors de son Congrès au début de l'année prochaine dans des conditions qui seront fixées par le Comité directeur du 2 juillet, prochain.
Il s'agira d'un Congrès ordinaire et d'un Congrès extraordinaire. Il s'agira d'apprécier la politique suivie depuis le Congrès de Lille, de renouveler les instances du Parti, et d'ouvrir la plus large discussion sur nos problèmes idéologiques et structurels. Nous aurons à répondre à la question : quel Socialisme pour l'an 2000 ? Quel parti pour l'an 2000 ? Quelles structures faut-il créer ou transformer ?
Déjà, pour alimenter le débat de fond, un premier colloque s'est tenu sur l'analyse des mutations économiques. Un second suivra le 25 mai sur les

Collection Jean Jaurès

évolutions sociales et culturelles. Un troisième portera sur la nature des organisations politiques et syndicales et leur nécessaire renouvellement. Les organisations syndicales nous ont confirmé leur participation à ce colloque.
Il amorce de plus une discussion d'ordre structurel sur le rassemblement d'une communauté de 300 à 400 000 personnes, communauté Socialiste ou il faudra définir la place des militants et des sympathisants. La discussion est pour cet automne et le prochain Congrès et on répondra enfin à la question posée depuis des années : la place des clubs, la place des sections, la place des fédération, à tout cela il faudra des réponse, et la réponse de nos militants, et tout cela devient possible avec cet outil des 300 à 400 000 personnes qui seront touchées.
Mais pour l'heure, alors que le combat européen commence, ne nous laissons pas aller à un penchant trop naturel : celui de nous inquiéter avant même d'avoir ouvert la discussion.
Certains m'écrivent... enfin quelqu'un m'a écrit... Quelqu'un m'a écrit ses inquiétudes fondamentales.
François Mitterrand est réélu Président de la République. Faut-il vraiment s'inquiéter, camarades ? Les élections législatives nous confirment avec 35% des voix au premier tour comme premier parti de France. Faut-il vraiment s'inquiéter ?
Les élections municipales nous font conquérir la meilleure implantation du Parti de toute son histoire. Faut-il vraiment s'inquiéter ?
Et demain, ceux que vous allez désigner avec Laurent Fabius nous permettront, j'en suis sûr, de progresser sensiblement dans notre représentation européenne. Va t-on encore s'inquiéter ?
De grâce, mes camarades, sachons préparer un grand débat. Mais la situation ne réclame pas que l'on se mette déjà au chevet du Parti Socialiste qui se porte très bien et qui ne demande pas à faire sa rénovation, parce qu'elle est obligatoire, comme on le voit ailleurs, mais qui, d'une manière responsable, parce que cela fait partie d'un exercice de bonne santé, peut se poser la question de l'avenir et le problème de l'adaptation et le problème, par conséquent, d'une certaine rénovation.
Il est vrai, et je termine là, que certains problèmes doivent être posés, et je ne veux pas lancer le débat, mais je veux répondre à cette question pour qu'il n'y ait pas de faux débat entre nous, en particulier ce que Jean Poperen appelle le partage, mais cette question ne relève pas de l'interpellation du seul parti et de son Premier secrétaire. Il se pose à nous tous. Et ce n'est pas le Premier secrétaire qui le contredirait. Je crois que vous connaissez les idées qui sont les miennes sur cette question, je l'ai suffisamment dit et depuis des années.
Depuis août dernier, nous n'avons jamais manqué d'insister sur le fait que le respect des équilibres économiques globaux n'occulte pas la nécessité de prendre en compte la volonté des salariés, à commencer par ceux du secteur public, de voir résorber les retards salariaux pris au cours des années passées.
La rigueur que nous avons instaurée, nous savons qui, en particulier, elle a frappé. Il nous parait légitime, sur ce plan là que nous ayons quelques soucis, et que, responsables, nous émettions quelques souhaits.

Fondation Jean-Jaurès

Mais cette réflexion là ne relève pas du débat entre Socialistes, mon cher ministre des Relations avec le Parlement. C'est un débat sur les frontières du possible. Et à la limite le débat naturel entre un parti qui a le souci de son électorat et un gouvernement qui a la responsabilité de maintenir les grands équilibres dont il a la charge, et qui, sur ce plan là, prend ses responsabilités comme le gouvernement le fait.
Nous avons su le mener, me semble-t-il, au cours de ces derniers mois. Les Français le savent bien qui accordent leur confiance tant au Parti Socialiste qu'au gouvernement. Ca n'est donc pas le moment de poser, entre nous, un faut débat puisque ce débat est un débat permanent et qui semble non pas résolu mais en tout les cas traduit et par les Socialistes, et par les gouvernements, dans des conditions qui sont au moins acceptées par l'opinion, même si nous devons toujours rester vigilants, et si nous sommes vigilants.
Eh bien, ce débat sur les frontières du possible, nous le prolongerons. Et le Parti aura après les européennes, ce vaste débat sur lui-même, ses structures, son idéologie, sa doctrine et bien entendu sur la politique à suivre demain et après demain.
Mes chers camarades, ce que je viens de vous dire, ce que je ressens sincèrement, c'est que nous vivons des jours difficiles mais des jours plutôt heureux du moins quant à leurs résultats, même si nous devons rester vigilants.
Notre problème, ce n'est pas de poser entre nous artificiellement des débats qui n'existent pas présentement qui sont certes, des débats pour demain, et je dirai même, qui sont des débats surtout pour après-demain.
Or, je dis au Parti, qui dès octobre, avec ses sections, ses fédérations, et pendant plusieurs mois, pourra préparer dans de bonnes conditions le Congrès, et avoir une période de trois ans où il faudra appliquer les décisions qui seront prises et qui seront prises pour combien d'années ; ces années sans élections prévisibles.
Je crois que c'est bien cette situation qu'il faut avoir présente à l'esprit, et c'est bien dans ces conditions que nous devons aborder le combat, mais celui de élections européennes, et ensuite une autre forme de combat qui est celui de la préparation de notre Congrès de nos idées.
Moi, je vous dis ma conviction : si nous le voulons, si nous nous montrons responsables, l'avenir nous appartient pour peu que nous sachions dans la sérénité, et dans la cohésion, l'unité, soutenir le Président de la République et le gouvernement, pour peu que nous sachions aussi dans l'unité et sans précipitation, préparer des lendemains conformes à notre idéal et à la société de l'an 2000.
Merci.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Gérard Fuchs.

Gérard Fuchs

Chers camarades, avant de vous parler des élections européennes, je voudrais

Fondation Jean Jaurès

dire quelques mots des conditions dans lesquelles s'engage cette convention.
Nous nous retrouvons aujourd'hui avec un projet de manifeste, une proposition de liste, une tête de liste. Je sais que certains d'entre vous regrettent les conditions très rapides dans lesquelles nous avons dû travailler et je comprends tout à fait cette réaction. Aurions-nous eu deux mois supplémentaires les sections et les militants auraient pu être davantage impliqués, c'eût été mieux ! Mais n'oublions pas que, jusqu'à la fin mars, beaucoup d'entre nous étaient encore occupés à gérer les heureux résultats des municipales et que la date de l'élection européenne demeure obstinément fixée au 18 juin.
N'oublions pas surtout le désordre qui règne aujourd'hui dans l'opposition. Peut-être modifierons-nous encore notre liste, sans doute allons-nous améliorer notre texte. Je ne pense pas que nous remettions en cause notre tête de liste. Demain soir en tout cas, nous serons en état de proposer au pays des orientations et des candidats pour les promouvoir. De l'autre côté, au contraire, que de conflits. Les anciens vont-ils l'emporter sur les modernes ou le contraire ? L'opposition semble plus intéressée par l'âge de ses capitaines que par leur plan de navigation. Il est vrai que si elle savait quoi dire sur l'Europe, sans doute ne se battrait-elle pas comme elle le fait pour savoir quelle génération doit le dire. Nous sommes, quant à nous, bien partis, continuons. Et pour cela sachons d'abord, vis-à-vis de l'opinion, bien définir les enjeux. J'en vois, pour ma part, au moins quatre.
Tout d'abord, l'élection du 18 juin sera la dernière consultation générale avant, en principe, trois ans. Ses résultats marqueront durablement notre paysage politique. Il est important de le rappeler, alors que deux tentations, qu'il nous faudra combattre, peuvent attirer une partie de l'électorat, et en particulier du nôtre : la tentation du laisser aller et de l'abstention (l'enjeu mérite-t-il vraiment qu'on se déplace ?) et celle du vote défoulement vers les écologistes ou telle ou telle petite liste à venir (le sort du gouvernement n'est pas en question, pourquoi ne pas exprimer sa sympathie ici ou là ?).
Ensuite, toutes les enquêtes nous le disent, nous sommes à un moment où l'opinion publique hésite entre le sentiment de la nécessité de l'Europe ("on a plutôt à y gagner qu'à y perdre", selon 61% de Français - sondage pour Libération) et certaines craintes que la perspective de 1993 peut inspirer ("on voit venir cet horizon avec inquiétude", pour 58% de Français - sondage "Le Monde" - les deux attitudes étant moins contradictoires qu'il y parait !).
Notre campagne devra donc, comme l'a déjà dit Laurent, avoir une dimension pédagogique, afin de faire reculer le plus fortement possible les courants passéistes et anti-européens, à quelque extrême de l'échiquier politique qu'ils se situent.
Surtout, nous sommes, je crois, à un carrefour décisif concernant la nature de l'Europe en gestion. Qu'il s'agisse du relativement court terme de 1993 ou des horizons plus lointains, deux orientations parfaitement contradictoires vont structurer la campagne, en France et dans l'ensemble de la communauté. D'un côté les forces libérales et conservatrices vont tenter d'imposer leur lecture de l'acte unique, ce nouveau traité européen voulu par François Mitterrand et signé

en 1986 ; pour ces forces, le traité se réduit au seul objectif du grand marché sans frontières intérieures prévu pour le 1er janvier 1993, espace ouvert à tous les vents du large où, en réalité, les forces économiques dominantes imposeraient leur logique au social, au politique, au culturel !

De l'autre côté, nous devrons affirmer notre propre lecture, acceptant le grand marché comme facteur utile de dynamisme économique dans la compétition internationale, mais étant entendu qu'il doit être encadré et orienté par nombre de règles et de politiques communes, concernant aussi bien l'Europe sociale que celle de l'environnement, l'Europe de l'aménagement du territoire que celle de la recherche ou de la culture.

Une position classique de Socialistes, qui savent bien "qu'entre le fort et le faible, c'est la liberté qui opprime et la loi qui protège", une position aussi de partisans de l'Europe, qui doivent expliquer autour d'eux que la voie libérale, par les inégalités qu'elle accentuerait, par les réactions de refus et de rejet de la communauté qu'elle engendrerait, serait en réalité mortelle pour l'Europe.

Dernier enjeu enfin, nous devons avoir claire conscience - et être capables de bien expliquer - que le Parlement qui sera élu le 18 juin aura bien plus de pouvoir que son prédécesseur de 1984. Et par conséquent que la nature de sa majorité future pèsera de façon significative pour le choix de l'une ou l'autre des deux orientations que je viens d'évoquer.

Sans avoir encore un pouvoir législatif comparable à celui des Parlements nationaux, le Parlement européen pourra demain, par exemple, en rejetant à la majorité absolue telle proposition qui ne lui conviendrait pas, bloquer cette proposition, sauf peu vraisemblable décision contraire du Conseil des ministres qui devrait alors statuer à l'unanimité des douze.

L'élection du 18 juin 1989 apparaît ainsi - courants anti-européens mis de coté - comme la première véritable transposition au niveau communautaire du classique affrontement forces de droite/forces progressistes, auquel nous sommes habitués au plan national. A ceux alors qui gémissent en disant : "mais nous risquons de perdre", la seule réponse à opposer est : donnons-nous les moyens de gagner, aux deux niveaux des propositions et du rassemblement des forces.

Sur ces deux points, le projet de manifeste que vous avez reçu définit de grandes orientations, autour de trois idées mobilisatrices et d'une conviction.

La première idée, l'Europe indispensable, explique pourquoi, qu'il s'agisse d'emploi, de sécurité et de paix, de lutte contre le sous-développement, de culture, la dimension européenne est aujourd'hui inséparable de notre action politique, pourquoi le maintien, demain, de l'identité de la France passe par l'affirmation, aujourd'hui, de l'identité de l'Europe. Un exemple concret pour notre campagne : la SNIAS hier entreprise purement française, détenait 1,5% du marché mondial de l'aviation civile ; Airbus industrie aujourd'hui, dont nous ne contrôlons que 25%, détient 30% de ce marché, c'est-à-dire que notre part nationale a été multipliée par cinq, et l'emploi a suivi, nos camarades de Midi-Pyrénées le savent bien.

Deuxième idée, le refus de n'importe quelle Europe, c'est-à-dire notre volonté

Fondation Jean Jaurès

d'écarter les dangers du libéralisme. J'ai déjà indiqué, je n'y reviendrai pas, que là se trouve l'enjeu majeur de l'élection du 18 juin. Au-delà des interprétations de l'acte unique c'est, plus profondément encore, deux conceptions de la société qui s'affrontent : celle qui considère que le seul jeu des forces économiques conduit au meilleur bien être de chacun, et ceux, dont nous sommes, qui pensent qu'il n'y a de maîtrise satisfaisante de l'avenir qui ne soit fondée d'abord sur des valeurs, celles des Droits de l'homme, sur la volonté de créer leur épanouissement concret, sur la conviction que seule une maîtrise démocratique de l'avenir peut permettre cet épanouissement.

Pour nous il ne saurait donc y avoir d'Europe économique sans Europe politique, sans Europe des citoyens !

Cette idée est la trame de la troisième partie du manifeste, celle de nos propositions, articulées autour de trois priorités : relever le défi de l'emploi, facteur déterminant de notre cohésion sociale, développer un modèle européen de société, notamment en étendant davantage au domaine économique et social nos règles de démocratie, affirmer l'identité extérieure de l'Europe entre les superpuissances, en matière commerciale bien sûr, mais aussi de politique extérieure et de défense et de solidarité avec le tiers-monde.

Plutôt que détailler ces points que vous avez lus, je souhaite souligner, parmi d'autres, trois différences majeures et concrètes qui séparent nos propositions de ce que l'on peut malgré tout savoir des réflexions en cours dans l'opposition.

En matière d'emploi tout d'abord. Le grand marché peut être générateur de baisses de prix donc de plus de croissance, et d'importantes créations d'emplois. Mais ce scénario suppose pour être réalisé qu'il existe une offre suffisante de produits européens, sinon ce serait les importations et donc la croissance et l'emploi extérieurs qui se trouveraient stimulés. Cela exige notamment une politique de recherche active, une politique industrielle dynamique, et donc une intervention publique, des commandes publiques, voire des entreprises publiques. Ne tombons pas dans la naïveté - vraie ou fausse - des libéraux, qui feignent d'oublier que le MITI japonais ou les commandes militaro-spatiales américaines représentent des capacités d'intervention collective très très largement supérieures à ce qui existe encore à Bruxelles ! N'en déplaise même à Madame Veil, le marché seul serait facteur de dilution et de négation de l'Europe, la société d'économie mixte qui nous est chère est bien le seul avenir réaliste.

En matière de fiscalité ensuite. Le rapprochement des positions des douze dans ce domaine est un préalable reconnu à la disparition des frontières intérieures : la vertu civique serait-elle suffisante pour empêcher les Français d'aller acheter en RFA des voitures taxées là-bas à 14% de TVA au lieu de 20% chez nous ? Mais qui dit rapprochement ne dit pas dérégulation à la Thatcher - qui signifierait en fait alignement de tous sur le taux le plus bas - ou je ne sais quel recul proposé par le RPR et l'UDF de 100 ou 150 milliards de francs de recettes annuelles pour notre budget. Michel Rocard a déjà indiqué, à juste titre, qu'une telle paupérisation de l'Etat ne serait pas acceptable car elle serait en réalité synonyme de la paupérisation de ceux qui bénéficient des transferts de l'Etat.

Fondation Jean-Jaurès

Un compromis européen devra être trouvé, resserrant la fourchette supérieure de TVA proposée par la Commission autour de son point moyen de 17,8. Ainsi les charges seront partagées entre les pays de la communauté et chacun fera sa propre part de l'effort et du chemin.
En matière de démocratie économique et sociale enfin. Pour le RPR, l'Europe sociale doit se borner, vieux rêve du gaullisme, à une participation limitée aux bénéfices des entreprises. L'UDF semble accepter l'idée de négociation sociale, mais alors entreprise par entreprise et surtout non-globalisée, afin de bénéficier du meilleur rapport de forces patronat/syndicat possible. Notre proposition est de soutenir le statut de société de droit européen actuellement en cours d'élaboration à Bruxelles et qui prévoit diverses formes de participation des salariés à la décision (salaires, conditions de travail, formation...). Notre ambition est qu'à terme ce statut ne soit plus une option facultative mais soit généralisé. Car pour nous, pour des raisons de dignité depuis toujours mais aussi aujourd'hui pour des raisons d'efficacité - car, une entreprise performante devra de plus en plus faire appel à la créativité de chacun - l'association des salariés à la décision demeure un objectif essentiel de notre projet de société.
Des propositions donc, mais aussi et surtout des forces pour les soutenir car là est ce qui sépare la philosophie de la politique. Or notre conviction est qu'en matière de forces, les Socialistes bénéficient d'une crédibilité européenne dont ils sont seuls porteurs. Seul le courant Socialiste est aujourd'hui présent dans les douze pays de la CEE. Les quinze partis qui se sont regroupés dans l'Union des Partis Socialistes de la communauté, dont les élus se retrouvent membres du même groupe Socialiste au Parlement européen, représentent une force unique. Quel meilleur témoignage peut-on trouver d'ailleurs de la capacité d'entraînement de cette force que le souhait qui vient d'être ces tous derniers jours exprimé par le Parti Communiste italien, de travailler avec elle dans le cadre d'une "euro-gauche" qui sortira ainsi enfin du domaine de l'incantation. Et sait-on assez, à l'inverse, que la liste unique de la Droite conduite en 1984 par Simone Veil avait à Strasbourg éclaté en trois ou quatre morceaux: libéraux, gaullistes, démocrates chrétiens, etc.
Voilà donc notre projet de manifeste tel qu'il se présente. Mais il nous faut encore l'enrichir et aussi - c'est par là que j'en terminerai - il nous faut aussi déjà l'actualiser.
L'enrichir : plusieurs amendements que nous avons reçus devront trouver leur place dans le texte, je pense notamment aux contributions de nos fédérations des Dom-Tom, parvenues trop tard pour être dans la mouture initiale, mais que nous serons heureux d'accueillir.
Actualiser aussi. Je terminerai par deux points bons symboles des choix auxquels le 18 juin seront confrontés les Français.
Premier de ces points, la culture. Jeudi soir, à "Questions à domicile", Michel Noir, l'invité surprise pour Michel Rocard, tentait de donner à ce dernier des leçons de gouvernement. A en croire Michel Noir, la France aurait dû mettre son veto au projet de directive dit "de télévision sans frontière". La France avait raison, elle devait préférer l'isolement au compromis ! Quelle vision archaïque

et dangereuse de l'Europe, surtout lorsque l'on connaît le fonds du dossier, ce qui n'était apparemment pas le cas du maire de Lyon ce soir là. Dire non, c'était risquer de voir arriver une autre directive mettant en péril notre système de quotas au bénéfice de notre production nationale; c'était risquer de faire éclater une communauté difficilement rassemblée par le Président de la République autour des deux idées maîtresses de norme européenne de télévision et d'Eureka audiovisuel. Dire oui c'était au contraire consolider ces deux projets et commencer d'engager, timidement certes mais réellement, nos partenaires dans la difficile bataille contre l'aliénation culturelle de l'Europe. De cela, nous devons maintenant parler dans notre texte et prendre les Français à témoin.
Dernier point enfin, le rapport sur l'union économique et monétaire présenté lundi dernier par Jacques Delors et qui a déjà fait couler pas mal d'encre et de salive. Ce rapport me parait allier de façon très heureuse ambition dans l'objectif et progressivité dans la démarche. La réaction négative du gouvernement de Madame Thatcher montre qu'il touche bien aux fondements même des conceptions de l'Europe. Nous devons aujourd'hui apporter à ce rapport notre soutien. Nous devons dire notre résolution d'avancer, à douze si possible, mais sinon en laissant sur le bord du chemin ceux qui n'ont justement pour la communauté d'autre perspective que celle d'un marché, ceux qui refusent de lui donner les moyens de maîtriser son destin. Le projet de manifeste indique déjà que de nouveaux traités européens seraient nécessaires, y compris dans le domaine institutionnel.
Nous devons je crois maintenant préciser notre résolution à cet égard, concrétisant sur ce thème précis la belle formule de François Mitterrand : "la France est notre patrie, l'Europe est notre avenir".
Chers camarades, j'ai fini. Dans huit semaines nous connaîtrons notre résultat. Nous mesurerons la capacité qui aura été la notre à rassembler et à convaincre. Pour le triomphe de nos idéaux de liberté, d'égalité des chances, de solidarité, de responsabilité, c'est-à-dire, très concrètement pour le mieux vivre de tous ceux qui ne sont pas les favorisés de notre société, j'espère que nous saurons rassembler largement autour de la conception de l'Europe qui est la nôtre.
Cela dépend maintenant de vous.
(Applaudissements)

Le président - Le débat général est ouvert. Premier orateur inscrit : Michel Yoyo, de la fédération de la Martinique, puis Daniel Vaillant.

Michel Yoyo

Mes chers camarades, Gérard Fuchs vient de parler des motions des fédérations d'Outremer et de l'accueil qui leur sera fait, et cela ne rend que plus facile ma tâche. Mais vous ne serez sans doute pas surpris d'apprendre que la fédération martiniquaise du Parti Socialiste a voté, à l'unanimité, contre l'adoption du manifeste Socialiste des élections européennes de juin 1989 dans sa forme actuelle, et notamment les onze lignes qui concernent les Dom.

Ce vote traduit, à l'évidence, déception et amertume.
Déception car les Martiniquais voient mal comment ils pourraient défendre un texte qui ne propose comme remède à toutes leurs légitimes inquiétudes que le doublement des fonds structurels.
Une aumône, compte tenu des problèmes a résoudre, est sans commune mesure avec la perte de valeurs structurelles dont le mécanisme d'accès est plus complexe et aléatoire.
Amertume, car ce manifeste traduit une fois de plus le malentendu ou l'incompréhension entre les Socialistes hexagonaux et ceux des Dom, les premiers, vous autres, ne semblant pas comprendre nos problèmes, et nous, nous obstinant à vous faire confiance et à attendre beaucoup de vous, en tous cas pas exclusivement des aumônes.
Notre foi dans le Socialisme, c'est que pour nous il est porteur d'idées neuves, d'une façon neuve de regarder, d'appréhender et peut-être de résoudre les problèmes du moment.
Certes, on peut railler nos inquiétudes, nos peurs et nos angoisses, que d'aucuns traduisent par une peur de l'évasion et la peur du grand marché européen. La peur du grand marché européen est surtout la peur du libéralisme sauvage qui transformerait le pays en marché, c'est-à-dire en zone commerciale exclusive de l'Europe.
Notre peur de l'évasion n'est pas seulement celle des hommes, encore que dans ce domaine, deux exemples que vous avez sûrement à l'esprit nous amènent à méditer. D'une part l'exemple calédonien où les Socialistes sont bien placés pour évaluer les effets des transferts massifs de populations et les problèmes qui en découlent au triple niveau économique, social et culturel. L'exemple de la Guyane où l'immigration massive des populations voisines du Surinam et des Haïtiens s'ajoute à d'autres, alors que la France et l'Europe y ont une enclave privilégiée et vitale qui est celle de la base spatiale de Kourou.
Peut-être faut-il rappeler la guerre de génocide par substitution. Restons, pour faire bonne mesure, à l'image du Sexan (?), sans en minimiser pour autant les incidences culturelles.
L'évasion, disais-je, n'est pas seulement celle des hommes, elle est aussi celle des capitaux, et comment ne pas craindre de véritables OPA où, à tout le moins, le choc d'industries en pleine expansion avec des pays fragiles en retard de développement, ou bien des OPA sur les terrains, et nous en avons déjà quelques exemples.
Donc, inquiétudes fondées, et pas seulement imaginaires, préoccupations réelles dont il faut tenir compte.
J'ai souvent dit dans d'autres instances que dans des instances politiques que les Dom sont souvent et longtemps à l'avance le signal-symptôme de ce que la société française aura à connaître. Quelques exemples illustreront mon propos.
Il y a bien longtemps en effet que nous vivons la société duale à laquelle vous êtes de plus en plus confrontés. Il y a aussi très longtemps que nous sommes face à un déficit exorbitant de notre balance commerciale, noyé dans celui de la France, proportionnellement donc beaucoup plus modeste.

Fondation Jean-Jaurès

Quoi qu'il en soit, les Antillais et les Domiens ont cru que les Socialistes les avaient compris. Certains Antillais et Domiens se bornent à espérer une solidarité réparatrice. D'autres, et nous les Socialistes, espéraient une solidarité constructive et prospective, une solidarité lucide que laissait entrevoir le message de François Mitterrand dans sa "Lettre à tous les Français".
Irréelle situation que la leur quand on voit nos départements d'Outremer intégrés au marché commun. Ce peut être pour eux un atout supplémentaire, c'est aussi un vrai risque qu'il incombe au gouvernement d'assumer en préparant et en négociant le statut de ces régions en voie de développement, avec pour chacune d'elles des caractères particuliers.
C'est à ce message de François Mitterrand que nous avons massivement répondu par une écrasante majorité de voix et le plus beau score de son élection.
On comprends mal la frilosité des Socialistes dans cette affaire. Certes, le gouvernement a un rôle à jouer, et certains de ses membres, comme Louis Le Pensec, semblent l'avoir compris, mais il faut aussi que la volonté politique existe et que soit clairement affirmée la nécessité de négocier avec la Communauté Economique Européenne non pas un statut, car le mot est faible, bien qu'il y ait des précédents, entre autres pour les Canaries, mais toutes les mesures nécessaires pour assurer le développement des Dom.
Il faut ici souligner que l'Europe y est prête, car elle a voté en 1988 le rapport LIOS (?), elle discute en ce moment le Poséidon et elle a reconnu explicitement cinq régions françaises comme hautement défavorisées et prioritaires, dont 4 Dom et la Corse.
Il nous reste à nous assurer le soutien de nos camarades Socialistes, et ce soutien, je vous le demande. Je vous demande de l'exprimer clairement, d'une part en nous mettant en position nette d'éligibilité à cause de l'importance cruciale pour les Dom de la période actuelle, d'autre part en adoptant et en incluant le texte de la motion des Dom dans le manifeste des Socialistes.
Alors, alors seulement nous donnerons les uns et les autres un sens concret, un sens actif à la solidarité et à la fraternité, et je souscris pleinement à une Europe de justice sociale, de progrès et de paix.
Je vous remercie.
(Applaudissements)

Le président - Je donne la parole à Daniel Vaillant

Daniel Vaillant

Chers camarades, un seul point, un seul objectif, que le Parti réussisse aux européennes en créant les meilleures conditions à Laurent Fabius et à sa liste.
Nous sommes dans une période charnière, après des municipales réussies, Pierre Mauroy l'a redit tout à l'heure, et je dis à telle ou telle délégation de telle ou telle grande fédération que les décisions ont été prises concernant le Parti Communiste à l'unanimité, et peut-être tout à l'heure Marcel Debarge répondra aux critiques qui sont encore, parait-il, formulées ici et là.

Fondation Jean Jaurès

Je salue le travail sérieux qui a été accompli à travers les groupes de travail, aussi bien sur le manifeste avec Gérard Fuchs que sur l'élaboration de notre liste autour de Marcel Debarge, qui ont permis de montrer la cohérence, la cohésion des Socialistes, face à la Droite divisée, ridicule, avec ce débat de pacotille entre les vrais anciens qui veulent garder leur main-mise et les faux nouveaux, M. Séguin, M. Noir, M. Carignon, ministres de la Droite antisociale. M. Séguin, c'est la suppression du 100% sécurité sociale. Bref... Ils ne veulent que s'asseoir dans les fauteuils râpés des premiers.
La Droite est en crise d'identité plus qu'en crise organisationnelle.
Toutefois, pour ce qui nous concerne, nous reconnaissons vis-à-vis de nos militants, de nos fédérations, que la préparation interne de notre manifeste et de notre liste n'a pas été bonne pour eux.
Texte, liste, manque de temps, débat un peu bâclé, c'est vrai, et nous avons collectivement, je pense, des excuses pour cela puisque, compte tenu de l'accumulation des échéances, compte tenu du travail à la direction du Parti - mais vous le savez, vous aussi, dans les fédérations - il n'a pas été possible que tous les militants reçoivent le manifeste, la liste, cela n'a pas été simple pour vous, et je crois que les motions qui remontent en témoignent, je voulais le dire à la tribune de la convention. Et il nous faudra veiller pour l'avenir à corriger ces insuffisances et à améliorer les moyens de communication internes.
Pour le manifeste, dont on peut reconnaître qu'il est bon, qu'il est dense, réaliste, il nous faut sans doute encore, et c'est possible, dans les heures qui viennent, l'améliorer par les amendements fédéraux - on vient d'entendre Michel Yoyo qui vient de s'exprimer, avec sa franchise et sa clarté habituelles - et peut-être aussi le rendre plus concret pour les gens, et ce sera aussi le rôle de nos candidats et de Laurent Fabius, dans la campagne, pour qu'il en soit ainsi.
En 1994 je pense que nous devront avoir le souci aussi de préparer davantage avec nos amis Socialistes et socio-démocrates de l'Europe un projet commun pour l'Europe de l'an 2000, car je crois que cela manque à l'heure qu'il est.
La liste ! Exercice difficile, à chaque fois difficile pour le même type de consultation. L'esprit de rassemblement a bien fonctionné.
Pour la tête de liste, pour la liste, l'équilibre au sein du Parti a été réalisé, même s'il y a des insuffisances, comme le soulignait Pierre Mauroy tout à l'heure, au niveau des régions.
Les personnalités de rassemblement extérieures au Parti Socialiste, proposées par Laurent Fabius, nous permettent d'avoir cette liste de rassemblement autour du Parti Socialiste.
Les sortants expérimentés qui vont continuer, un renouvellement nécessaire, les femmes présentes sur la liste, comme en 1984, plus de 30% éligibles, et les courants, et cela pose de vrais problèmes.
Deux logiques face à ce type de consultation.
Soit c'est le vote des militants qui entraînerait, on le sait, des déséquilibres internes et menacerait l'unité du Parti ; ou bien, l'autre logique, la nôtre, la proportionnelle nationale, juste, mais qui entraînerait des déséquilibres régionaux, et surtout dans les mauvaises conditions pour l'appliquer quand il

Fondation Jean Jaurès

faut se référer à des comptages anciens.
Pour le Congrès, sans doute nous faudra-t-il modifier nos statuts et nos règles, Pierre Mauroy le disait tout à l'heure, notamment pour les européennes, peut-être aussi pour les régionales, en fonction des évolutions prévisibles sur le plan électoral. Je pense d'ailleurs que le Parti devra réfléchir à la dimension régionale interne au Parti, et qu'il serait souhaitable que des désignations préalables puissent se faire au niveau des régions pour les représentants sur une liste nationale, le national lui-même c'est-à-dire la direction collégiale du Parti, la Convention nationale souveraine, faire la meilleure synthèse.
Pour l'heure, il me parait utile de ne pas trop toucher à ces fragiles équilibres, sous peine de rouvrir un chantier délicat, et de donner, je vous le dis, une image extérieure ternie qui deviendrait un handicap. Bien sûr, s'il peut y avoir des aménagements qui satisfassent tout le monde, tant mieux.
Mais le travail a été difficile, et je ne doute pas que si nous remettions le travail sur le métier ce ne serait pas plus simple dans la nuit qui vient.
Les conditions internes du succès du 18 juin, je crois qu'il nous faut nous serrer les coudes pour les trouver, avec nos listes, et derrière Laurent Fabius, il faut être assez responsables pour ne pas engager un faux débat de fond sur une question de calendrier.
Il ne faut pas ouvrir chez nous la question des rénovateurs.
Il y a ceux qui ont fait le Parti Socialiste, il y a ceux que le Parti Socialiste a fait, il y a ceux que le Parti Socialiste forme aujourd'hui. Nous Socialistes nous avons nos valeurs. Je reprendrai une formule célèbre : nous sommes tous des archaïques et nous sommes tous des rénovateurs.
(Applaudissements)
N'organisons pas les clivages de Congrès avant nos débats du Congrès, et sans que les militants soient pleinement associés. Le Congrès viendra, tout le monde souhaite le débat. Personne n'a à le craindre ce débat, ou à la fuir. Oui au vrai débat, avec le temps, les moyens nécessaires pour les militants. Et je dirai non à l'agitation préliminaire.
De ce point de vue, les critiques qui viendraient pour la direction du Parti et qui fatalement ne resteraient pas longtemps sans réponse, pourraient poser tel ou tel problème. On ne peut pas légitimement être au cœur d'un dispositif et affaiblir ce dispositif. Jean-Pierre Chevènement, en son temps, avait illustré cela par une excellente formule.
Enfin, si certains sont tentés par la fable du lièvre et de la tortue, cette dernière partant à temps, ils devraient savoir que la politique n'est pas une fable. M. Barre, dans le Rhône, en sait quelque chose !
S'il doit y avoir compétition, que chacun parte au signal du starter : le nôtre. De ce point de vue, d'ailleurs, les faux départs en athlétisme ont souvent tendance à couper les jambes !
Plus sérieusement, il nous faut créer pour les deux mois qui viennent les meilleures conditions internes et extérieures à Laurent Fabius et à sa liste, plutôt que d'inhiber sa campagne.
Mobilisons nos réseaux, nos sympathisants, nos militants, qui ont été durement

mis à l'épreuve depuis plus d'un an mais qui ont eu les succès que l'on sait.
Pour cette campagne, privilégions nos responsables fédéraux, comme pour les précédentes échéances européennes où ils avaient eu un rôle important à jouer : directeurs de campagne départementaux, mandataires.
Améliorons la communication interne, l'information et la concertation.
Nous organiserons - je ferai des propositions à Pierre Mauroy - une journée des Premiers secrétaires fédéraux au début ou à la mi-mai, en raison des "ponts".
Il faudra aussi - et je sais qu'Henri Emmanuelli y est prêt - aider les fédérations pour cette campagne.
Il nous faut réussir, le 3 juin, la première grande manifestation à la fois des élus, des maires, mais du Parti dans un grand rassemblement et nous allons vous demander d'organiser la mobilisation des militants, des sympathisants pour cette manifestation.
Bien sûr, il y aura les grands meetings que nous organiserons, mais je pense qu'il faudra aussi - et là, Laurent Fabius concevra sa campagne - faire des propositions innovantes sur le terrain thématique, sans donner l'impression de récupérer tel ou tel sujet actuel. Je pense que, notamment, vis-à-vis de la question des écologistes, il nous faudra avoir un débat, être fermes au-delà de nos propres propositions, notamment sur des questions politiques importantes : quel mode de développement ? Quelle protection sociale ? Quelle Europe sociale ? Je crois que les Socialistes n'ont pas à fuir ce débat, qu'il ne faut pas, je dirai, se cacher et laisser uniquement aux écologistes le terrain à la mode de l'environnement.
Nous pouvons faire confiance à Laurent Fabius pour mener cette campagne dans cet état d'esprit dynamique et novateur.
Il nous faut aussi des conditions de politique nationale favorables et, de ce point de vue, l'intervention du Premier Ministre, Michel Rocard, à TF1, a été bonne, juste et utile. Un Premier Ministre aux idées claires, une économie qui va mieux, comme il l'a dit lui-même, certes convalescente, mais qui progresse...
Oui au souci de prudence et de rigueur de gestion, oui au partage équitable de la croissance - les fameux 3% - mais peut-être faudra-t-il en cours d'exercice affiner les choses de façon que le partage pour le plus grand nombre soit bien un souci permanent.
Les Français peuvent comprendre cela, l'équilibre, la rigueur, la prudence... Ils le comprendront d'autant mieux que des réponses concrètes seront apportées à des questions de leur vie quotidienne.
C'est le sens de la profonde modification de la loi Pasqua. C'est la priorité numéro 1 donnée à l'Education nationale. C'est la procédure des licenciements et les plans de conversion. C'est aussi - excusez-moi d'insister un peu ici sur un sujet qui me tient particulièrement à cœur en tant que Parisien, mais je pense que cette préoccupation est en train de gagner bien d'autres zones - essayer de corriger l'injustice flagrante créée par la loi Chirac-Méhaignerie.
(Applaudissements)
Je regrette que nous ne l'ayons pas fait plus tôt et suffisamment.
(Applaudissements)

C’est à l’ordre du jour de la session parlementaire de printemps. Les députés Socialistes, dont je suis, travaillent à une proposition de loi pragmatique, pas anti-économique mais sociale, conforme à nos engagements et à l’attente des gens et des associations. Il faut que le groupe parlementaire et le Parti soient écoutés et suivis dans leur démarche.
Nous gagnerons plus de voix avec cette loi corrigée qu’avec 10 ou 20 meetings de plus, ou 15 000 ou 20 000 affiches collées en plus ! C’est aussi une réponse au phénomène de l’abstention dans les grands centres urbains, dans les grandes zones qui souffrent de la surchauffe des loyers et des difficultés à se loger.
Oui ! Les loyers et les charges, c’est aussi cela, la vie quotidienne !
Si nous sommes rassemblés, capables de rassembler, mobilisés, enthousiastes, je ne doute pas que, le 18 juin, nous resterons la première force du pays et nous aurons gagné cette nouvelle étape, comme nous avons gagné les élections présidentielles, les législatives, les cantonales et les municipales.
Tous au travail !
Merci.
(Applaudissements)

Le président - Michel Debout, Loire, et ensuite Jean-Pierre Chevènement.
Mais tout d’abord, pour une communication, Françoise Seligmann.

Françoise Seligmann

Mes camarades, je vais vous lire la liste de la Commission des résolutions qui se réunit tout de suite après ce débat, salle Marie-Thérèse Eyquem, 10, rue de Solferino.
Titulaires :
Pierre Mauroy, Claude Bartolone, Martine Buron, Jean-Marie Cambacérès, Robert Chapuis, Michel Charzat, Jean-Pierre Chevènement, Gérard Collomb, Jean-Pierre Cot, Marcel Debarge, Henri Emmanuelli, Laurent Fabius, Daniel Frachon, Gérard Fuchs, Pierre Guidoni, Lionel Jospin, Gérard Lindeperg, Louis Mermaz, Nicole Péry, Michel Pezet, Jean Poperen, Alain Richard, Bernard Roman, Yvette Roudy, Henri Saby, Michel Sapin, Georges Sarre, Françoise Seligmann, Catherine Trautmann, Daniel Vaillant, Marie-Claude Vayssade.
Suppléants :
Jean-Yves Autexier, Jean-Marcel Bichat, Nicole Bricq, Colette Deforeit, Geneviève Domenach-Chich, Jacques Jusforgues, Jean-Pierre Masseret, Jean-Luc Mélenchon, Frédéric Rosmini, Michel Yoyo et Marie-Noëlle Lienemann.

Michel Debout

Mes chers camarades, si j’en crois la vérité historique, il semblerait qu’il y a quelques siècles de cela nos ancêtres avaient craint l’an 1000... Il se pourrait qu’à notre tour nous en venions à craindre l’an 2000 !
La couche d’ozone craque, la forêt brûle, les eaux se polluent, le nucléaire

Fondation Jean-Jaurès

menace, la terre se réchauffe... effectivement, il n'y a pas de quoi être rassuré !
Si j'évoque ces questions, qui d'ailleurs font "la une" de la presse hebdomadaire que les uns et les autres nous avons conscience de lire, ce n'est pas par propos badin. C'est peut-être parce que, plus fortement encore, le rationnel, l'explication scientifique, ce qu'il y a de plus clairvoyant dans ceux qui étudient l'évolution du monde et de notre planète, sont en train de renforcer ce qu'il y aurait en nous - je veux dire dans l'humain - de plus irrationnel.
Ainsi, cette menace qui pèse sur le monde travaille et traverse nos esprits, et comment ne pas comprendre alors que les écologistes n'ont plus qu'à se baisser pour ramasser les voix ?
C'est vrai que les politiques doivent d'abord entrevoir, puis poser les problèmes, mais être politique, ce n'est pas seulement poser les problèmes, c'est aussi apporter des réponses aux problèmes que l'on pose et, de ce point de vue, est-ce que le message des écologistes est suffisant ?
Je fais allusion tout de suite à un hebdomadaire, "L'Express", qui pourtant ne passe pas pour un journal de gauche, qui lui-même affirmait que de plus en plus les écologistes ont conscience que les problèmes qu'ils posent relèvent, en fait, de l'économie.
C'est vrai qu'au cœur de ces questions sont posés – autant pour l'écologie du quotidien que pour l'écologie de la planète - la maîtrise et le partage du progrès.
Maîtrise et partage, voilà un discours, en tout cas, que je reconnais comme un discours Socialiste.
Il n'y aura pas de réponse à ces problèmes, mes camarades, aussi urgents, aussi importants soient-ils, si nous ne mettons pas nous-mêmes au cœur de nos convictions, au cœur de nos discours et au cœur de nos pratiques, une nouvelle forme d'égalité.
Oui ! Le monde a plus que jamais besoin d'égalité et ce n'est pas cette année, où nous fêtons le bicentenaire de la révolution, que cela pourrait nous déplaire. L'égalité est à nouveau au cœur des problèmes qui se posent à la France, à l'Europe et au monde et, pour paraphraser une citation célèbre, je dirai que la planète sera égale, ou elle ne sera plus !
Pour aborder une autre question, je voudrais, après avoir évoqué le problème écologique, traiter du problème de la protection sociale et de la biologie.
La protection sociale, en termes de financement. C'est au cœur du débat européen. La Droite, avec Chirac et Séguin, s'était essayée à l'éclatement et à la privatisation du système de protection sociale de notre pays et il faut savoir que les capitalistes européens n'y ont pas renoncé. Il ne faudrait pas, mes camarades, qu'après avoir bouté hors des eaux territoriales la baleine de M. Séguin, on la voie s'échouer sur nos côtes après avoir traversé la Manche !
Oui ! La question du financement de la protection sociale est l'une des grandes questions qui seront posées à l'Europe, mais pas seulement celle de son financement, celle aussi des structures de la protection sociale et de la santé.
L'hôpital, l'aide apportée au 3ème âge, vous savez bien que dans tous ces domaines le libéralisme, le capitalisme essayent de venir s'installer. Il y a là, à la fois pour notre politique nationale et aussi pour la politique européenne que nous

voulons développer, la question : et qu'en serait-il d'un financement public dès lors que toutes les structures seraient privées ? Nous savons bien que la situation ne resterait pas longtemps ainsi.
Donc, financement, mais aussi structures. Et enfin, éthique.
Vous me permettrez d'en dire un mot.
Les problèmes d'éthique, on en parle moins aujourd'hui, mais ils reviendront rapidement sur le devant de la scène, y compris de la scène européenne : éthique de la biologie, problème des embryons surnuméraires et, à travers cela, la question reviendra vite de l'avortement. On voit déjà aux Etats-Unis ce qu'il en est et vous savez qu'un combat n'est jamais éternellement gagné, il est toujours à regagner... Poser le problème de l'avortement, c'est aussi poser le problème de la laïcité et de comment nos sociétés sauront être laïques, mais laïque de façon active et de façon moderne.
De ce point de vue, c'est vrai que considérer qu'en Europe ce qui organisera la profession médicale sera à l'exemple français de l'ordre médical ne peut que nous poser problème.
J'en ai fini, je ne veux pas allonger le propos.
J'ai traité de l'écologie, un petit peu, de la biologie... il y a aussi la communication.
Nous savons que ces trois terrains sont au cœur du monde qui vient.
Mais il y a une tendance sur laquelle je voudrais que vous prêtiez une seconde attention, à savoir que pour l'ensemble de ces questions, nous allons vite vers la création de comités d'experts, experts en éthique médicale, haute autorité pour la communication, etc., demain, autre autorité pour l'écologie mondiale. Mais prenons-y garde, camarades, à force de renvoyer ces questions qui sont au cœur du débat du monde qui vient, à des experts, à des sages, est-ce qu'on ne concourre pas à faire en sorte que ces questions sortent du champ politique et, d'une certaine manière, est-ce que l'on ne confirme pas ceux qui, se prévalent de ces questions, expliquent qu'ils sont au-delà du débat politique ?
Voilà quelques thèmes dont je voudrais qu'ils soient, mais je suis sûr qu'ils le sont, pris en compte par nos débats, par notre manifeste, et demain par nos amis qui seront députés européens.
J'ai confiance, j'ai confiance en Laurent Fabius, j'ai confiance en la liste qui nous mènera, et je crois, mes camarades que l'Europe appartient aux Socialistes qui ne se repentent pas.

Le président - La parole est à Jean-Pierre Chevènement.

Jean-Pierre Chevènement

Chers camarades, à moins de deux mois de l'échéance de l'élection, si nous voulons conjurer le risque de l'abstention, dont nous savons qu'il est grand, dans les élections comme celles que nous affrontons, il est temps de s'adresser à l'opinion publique, de faire le pari sur l'intelligence, de parler le langage de la vérité en direction des citoyens et, par conséquent, d'ouvrir le vrai débat avec

Fondation Jean Jaurès

l'opinion sur la construction européenne, et d'ouvrir le vrai débat aussi entre nous. Non pas le débat du Congrès qu'évoquait Pierre Mauroy tout à l'heure, le Socialisme de l'an 2000 on a bien le temps d'en parler, mais celui relatif à l'Europe, et ce, avec franchise.
Nous sommes tout acquis à la perspective de l'Europe. Là, se trouve, comme le disait Pierre Mauroy, un terrain historiquement fertile. L'Europe est notre avenir, disait François Mitterrand, mais de quelle Europe s'agit-il ? Quelle Europe se fait sous nos yeux ? Voilà la grande question. Avec quels moyens allons-nous l'édifier, à quel rythme ? Et là il y a un débat dans le pays entre nous, et je crois que Laurent Fabius aura besoin de tout son talent, qui est grand, pour faire la synthèse des questions qui se posent et qui se pressent dans l'esprit de nos concitoyens comme de nos propres esprits.
Ce débat ne gagnerait pas à être évité. Regardons les choses.
La Droite occupe impudemment le terrain avec des querelles subalternes sur la composition de ses listes. Elle excite ses divisions. Ceux que l'on décrit comme des rénovateurs et ce, abusivement, n'ont en commun que des ambitions. Ils n'ont pas de projet sur aucun sujet. Quoi de commun entre M. Bosson, M. Séguin, M. Baudis et M. Fillon ?
On ne voit pas vraiment ce qui les réunit, sinon l'ambition de prendre la place de ceux qui y sont depuis, à leurs yeux, trop longtemps.
Au regard des résultats électoraux du 18 juin prochain, ces divisions de la Droite sont sans doute une bonne chose pour nous, mais à plus long terme pour le débat public, pour l'avenir de l'Europe, l'absence de débat est une chose fâcheuse.
L'effacement du RPR, devant Giscard, ouvre un espace, au Front National, un espace assez large et c'est un grand danger car Le Pen risque de capitaliser les inquiétudes. Nous savons qu'il est passé maître dans l'art de dévoyer le patriotisme français en en donnant une caricature, à nos yeux, repoussante.
Il dévoie le sentiment national et c'est une grande responsabilité pour nous que de ne pas lui laisser confisquer le patriotisme français qui fait corps depuis deux siècles avec les valeurs de la République.
J'ai même la faiblesse de penser que nous ne pourrons le combattre efficacement qu'en affirmant énergiquement le patriotisme républicain car, sans lui, sans la résistance, vous le savez bien, la France… (inaudible).
L'idéologie du Front National est une idéologie fascisante, et même on peut le dire, fasciste.
Il nous appartient à nous, Socialistes, d'élever le niveau de la réflexion collective de regarder la réalité en face, sans nous satisfaire d'incantations pour ouvrir un projet, pour polariser à nouveau le champ idéologique sinon, eh bien, nous ferons le jeu des écologistes.
Ce sont des gens qui, au fond, et ça n'est pas si loin pour nous, ne veulent pas avoir à choisir entre une droite divisée, et une gauche qui leur paraît plate et gestionnaire.
Par conséquent, toute notre responsabilité est je dirai de leur offrir un visage à la fois ouvert et en même temps fermé en leur offrant des analyses, des perspectives, pour convaincre ces électeurs souvent jeunes qu'ils doivent trouver

une meilleure manière d'employer leur énergie que de cultiver des rêveries, sinon nous risquons d'arriver à une situation dont l'Allemagne s'approche et qui est l'ingouvernabilité.
Je dis que l'Allemagne s'en approche, s'en rapproche parce qu'il y a, en Allemagne, dans un an, des élections qui risquent de rendre ce pays qui nous est le plus proche ingouvernable.
Craignons qu'il en aille demain de la même manière pour la France si nous ne savons pas assumer nos responsabilités, parler vrai en nous rappelant le message que nous envoie Pierre Mendès France, c'est qu'on ne gagne rien à éluder la réalité, à ne pas la regarder en face.
Alors ne confondons pas la réalité de l'Europe, telle qu'elle est aujourd'hui, avec le désir qu'on en a.
Pour le moment, les réalités européennes sont des réalités nationales. Je ne dis pas cela par une sorte d'attachement à je ne sais quel patriotisme sentimental encore que cela n'aurait rien de ridicule et d'incompatible avec notre ambition européenne... mais les faits sont là !
Les principales nations qui composent l'Europe ont, chacune, leur logique, leur vision de l'Europe. C'est le débat actuel avec nos amis allemands, avec Mme Thatcher, avec d'autres encore.
La Grande-Bretagne s'est toujours voulue comme un pont entre l'Europe et le monde anglo-saxon. Elle veut faire de l'Europe une vaste zone de libre échange ou elle espère, compte tenu de ses atouts traditionnels, qu'elle saura tirer son épingle du jeu.
Telle est l'action du gouvernement conservateur.
Madame Thatcher ne veut pas seulement de cette perspective libérale, elle défend un principe de souveraineté nationale et elle le défend, à juste titre, dans la mesure où la nation reste, à l'époque où nous vivons, le cadre indépassable de la démocratie.
On n'a pas encore trouvé le moyen d'un vrai débat démocratique engageant les citoyens en dehors du cadre des nations.
Quand les gens ne sont pas contents, ils viennent manifester à Paris. Ils mettent en cause les membres du gouvernement, le Premier Ministre, voire le Président de la République. Les élections se perdent et se gagnent à Paris. On conjuguera les élections européennes à l'aube des réalités de compétition nationale.
Cela, vous le savez bien, et vous ne pouvez pas l'oublier parce que c'est la vérité. Par conséquent, on ne peut pas faire l'Europe. Sachons que sans la volonté démocratiquement exprimée des peuples qui la composent, cela ne peut pas se faire.
L'Allemagne, de son côté, a retrouvé sa vigueur et son identité au centre de l'Europe. En tout cas, elle l'affirme davantage.
Sa force de frappe commerciale est l'expression de cette puissance économique, financière, technologique retrouvée. Elle a su remarquablement se servir de l'Europe pour reconstruire cette puissance. Elle cherche une nouvelle frontière à l'est. Qui ne le comprendrait ? Etant donné que l'Allemagne est divisée, et est dans une crise d'identité que chacun connaît. Je ne m'étendrai pas sur les pays

Fondation Jean Jaurès

méditerranéens. Ils voient surtout dans l'Europe le moyen de combler un certain retard. C'est un désir légitime que les marchés de l'Europe du nord lui offrent généreusement, leur offrent généreusement.
Il serait paradoxal que dans ces conditions nous ne nous interrogions pas sur ce qu'est la stratégie de la France et que la France ne fasse pas valoir aussi son intérêt national... qui se confond d'ailleurs avec l'intérêt européen bien compris.
Notre intérêt, en effet, quand on y réfléchit, c'est le legs de l'histoire, c'est la puissance de la géographie, c'est la marque de notre culture, et je dirai de notre peuple qui n'a aucune définition ethnique qui s'est constituée de manière politique, je dirai à travers son épée, à travers une culture, une langue.
Eh bien, notre intérêt, c'est une Europe organisée. Une Europe sociale, une Europe indépendante qui s'affirme dans le monde et non une Europe qui se laisse emporter par le courant dominant, par le courant de la mondialisation du capital.
En trente ans, la construction européenne s'est attachée à ces aspects économiques et nous sommes à la veille de franchir une nouvelle étape : celle du marché unique.
Et pourtant, nous avons, du reste, beaucoup à faire du point de vue politique, de la politique commune.
La politique que nous voulons et ce sera notre tâche de le rappeler, inlassablement pendant cette campagne, c'est pour créer une dynamique. C'est une politique de recherche de technologie au service de l'Europe, une politique industrielle reposant sur des alliances équilibrées, une politique commerciale commune fondée sur un tarif douanier, des normes techniques, etc., de grandes infrastructures notamment dans le domaine des TGV.
Au lieu de faire effort en ce sens, n'a-t-on pas le sentiment que l'Europe, telle qu'elle est, se rue dans le libéralisme ?
Regardons la réalité telle qu'elle est, et regardons la sans complaisance car nos concitoyens ne croiront pas les discours si ces derniers sont empreints de fausseté.
L'intégration financière, la liberté des capitaux, nous y sommes quasiment. C'est un grand risque pour la France.
Nous avons accepté cette libération sans contre partie et cela nous oblige à une harmonisation fiscale qui se fait naturellement au bénéfice des fiscalités qui sont les plus douces au capital. Nous partons de 27... nous avons proposé 15,5... et nous serons à 10 voire moins. Et comme on ne pourra pas faire uniquement cela au profit des plus riches, ceux qui déjà sont les plus favorisés, on se croira tenus d'abaisser la TVA dans une espèce de symbolique socialisante sur quelques produits au bénéfice de ceux qui sont les moins gâtés, moyennant quoi on paupérisera l'Etat, on mettra le service public dans une difficulté plus grande encore compte tenu de toutes les contraintes qu'on se donne au nom de tabous monétaristes sur lesquels il y aurait beaucoup à dire.
L'intégration monétaire... qui voudra se soumettre au diktat de la Bundesbank ? Jusqu'à présent, l'Angleterre n'a pas voulu entrer dans le système monétaire européen. Ni davantage les Espagnols bien qu'ils en aient manifesté à plusieurs

Fondation Jean Jaurès

reprises le désir... ni le Portugal... ni même l'Italie, qui s'est arrangée pour trouver un statut spécial.
Serons-nous les seuls à passer sous les fourches caudines de la zone mark ?
Cette semaine a été rendu public le plan... (inaudible)… une nouvelle mouture du plan Verner. En ce sens, il n'implique aucun calendrier. Et puis en plein sommet franco-allemand, on a appris que la Bundesbank, la fameuse "BUBA" avait élevé ses taux d'intérêt.
Je regrette que Pierre Bérégovoy nous ait quittés. C'est le contraire de notre politique. Une telle démarche va à l'encontre d'une politique économique de croissance soutenue, favorable à l'emploi. C'est une politique qui privilégie la lutte contre l'inflation. C'est une politique de type monétariste imposée par la loi du plus fort.
Quand un pays à 450 milliards d'excédents, et que l'autre en a 37 de déficits, l'un avance et l'autre qui suit, suit dans la direction que le premier a choisie.
Je sais que je choque peut-être certains d'entre vous, mais M. Boissonnat n'a quand même pas la réputation d'un anti-européen... et voilà ce qu'il écrivait dans mon quotidien régional : "Nous savons bien, même si nous ne le voulons pas, que sous le nom d'écu, la véritable monnaie de l'Europe sera le mark".
Cela implique que l'Allemagne consente, à travers un budget européen, à financer la Grèce, le Portugal, et l'Espagne, et se soumette à une discipline collective, qui n'est pas encore le cas aujourd'hui comme on le constate.
Quand ce sera le cas, quels moyens a-t-on de faire qu'un jour ce soit le cas ?
On veut faire l'Europe par la monnaie au lieu de la faire par la politique et par la culture.
La monnaie de l'Europe monétaire, c'est un horizon qui recule au fur et à mesure que l'on avance.
Maintenant, je vois Giscard qui dans une interview à la tribune de l'Expansion, qui nous explique qu'il faut déléguer notre souveraineté monétaire pour créer une banque centrale européenne qui naturellement en même temps échapperait aux prises des politiques.
Bref, il s'agirait de dénationaliser la banque de France pour créer à l'échelle européenne ce conseil des régents qu'avait mis en place Napoléon 1er. C'est cela la perspective qu'on nous propose ou alors je ne comprends rien, mais je suis prêt à me laisser convaincre.
Je ne pense pas qu'on puisse abdiquer ainsi l'indépendance nationale si ce doit être aussi une abdication de la démocratie.
Je pourrais évoquer la politique commerciale : quand on libéralise les voitures japonaises alors que le Japon vend plus de voitures à l'Europe que l'Europe ne lui en vend, que fait on ? On fait appel aux investisseurs japonais mais ils vont s'installer en Grande-Bretagne est-ce qu'on n'est pas en train de diminuer la force de l'automobile et moi je sais ce que cela coûtera à terme dans une région comme la mienne, cela veut dire des milliers de chômeurs supplémentaires. J'attends qu'on me démontre le contraire.
Je ne parlerai pas de l'audiovisuel, sur la protection des films européens, je voudrais savoir comment on va l'assurer et savoir comment on fera en sorte que

les Européens entre eux ne parlent pas anglais, à moins que cette perspective affirmée par Alain Minc ne soit en soi en quelque sorte analysée et quand on voit l'institut Pasteur qui annonce que ses revues paraîtront en anglais et qu'on ne gardera plus qu'un petit résumé en français, il est bien clair que le poisson pourrit par la tête, c'est-à-dire que nos élites scientifiques et nos élites en général, financés par un mécénat d'Etat à hauteur de plusieurs dizaines de milliards de francs, renoncent à la langue française, c'est-à-dire à ce qui fait à 80% notre identité, selon le mot de Fernand Braudel.

Il me semble qu'il faut regarder ces questions en face et si j'ai décrit cette situation sous un jour quelque peu sombre, c'est que je pense que la France a de puissants atouts : sa culture, justement, son peuple, les qualités de son peuple et puis, permettez-moi de vous le dire, sa défense.

Le monde change, l'ère de Gorbatchev, la détente entre l'est et l'ouest, nous ouvrent de nouvelles perspectives et à terme ce dont il est question, c'est de bâtir un nouvel équilibre de sécurité en Europe.

La deuxième guerre mondiale, c'est loin, c'était il y a quarante cinq ans, nous allons vers une nouvelle géopolitique de l'Europe et une des questions qui est posée est la suivante : est-ce qu'il y aura un équilibre dans cette future Europe ou bien est-ce qu'il y aura une inégalité, un déséquilibre ?

Est-ce qu'il y aura un vrai dialogue, fondé sur le respect mutuel ou, au contraire, est-ce qu'il y aura un condominium déséquilibré, au profit d'une superpuissance qui hélas est et restera pour des raisons légitimes, étant donné sa taille et sa masse.

Et pour la France, n'est-ce pas une grande question que sa position future dans l'Europe ?

Sommes-nous prêts à devenir je ne sais pas, moi, la Corée ou le Hong Kong de notre continent ?

A terme, l'Europe, permettez-moi de vous dire, c'est ma conviction, se fera plus par la défense que par la monnaie et j'entends la défense en temps de paix, c'est-à-dire cette structure, le facteur militaire même invisible et surtout invisible s'impose à l'ordonnancement des choses dans la société et dans la politique, par ce que, vous le savez bien, il y a un équilibre visible ou invisible des rapports de forces entre Etats armés visibles au Liban, invisibles en Europe... on peut le regretter, c'est comme ça et c'est mieux que la guerre, mais c'est la réalité et il me semble que ce môle de sécurité que nous pouvons créer en Europe peut aussi nous permettre d'entretenir avec l'autre Europe un dialogue confiant, de fonder une paix durable de l'Atlantique à l'Oural, en donnant toute sa force à la direction décidée par le Président de la République d'une présence plus grande de l'Europe à l'est.

La France dispose seule sur le continent d'un atout précieux, une défense indépendante, une capacité de dissuasion moderne, un outil militaire adapté à une défense mondiale.

Nous sommes le seul pays nucléaire du continent en dehors de l'URSS. C'est très important et, en même temps nous avons un outil militaire qui prétend à la fois être actif et disposer d'une capacité de projection dans le monde entier, en

Fondation Jean Jaurès

Afrique, au Proche et au Moyen Orient, sur 4 continents et 5 Océans.
Je dis tout cela parce qu'évidemment dans une enveloppe limitée à 3,7% du produit intérieur brut, nous sommes très en dessous de la Grande-Bretagne qui fait 5% et des Etats-Unis qui font 7%, très en dessous de l'URSS qui fait entre 14 et 16%.
Je sais qu'il y a une habitude qui nous vient d'ailleurs, qui consiste à opposer la défense à l'Education nationale, mais je voudrais vous donner un chiffre : le prélèvement obligatoire, c'est 46% du PIB, la dépense de l'Education nationale c'est 3,7%. Croyez-vous valable l'opposition de ces deux micro-grandeurs, alors qu'en réalité le problème est plus vaste ? Et croyez-vous que ce soit une bonne manière de servir la République, de préparer l'avenir, car ce qui est en cause, je vous le dis parce que je le crois sincèrement, ce n'est pas tellement la position de la France en Europe, chose qui n'est pas négligeable, c'est l'équilibre aussi de l'Europe de demain.
Cet atout que nous représentons, nous devons le préserver dans notre intérêt, dans cela de l'Europe, et cela suppose qu'on y mette les moyens nécessaires, car sans indépendance il n'y a pas de démocratie.
Rien ne justifierait qu'on brade cet atout sur l'autel du libéralisme, que le démantèlement de la TVA serve à priver la France d'assurer son avenir et l'avenir de l'Europe autour d'elle, sinon nous ferons de l'Europe le contraire de ce que nous voulons. On en fera le ventre mou du commerce mondial, un leurre social, et, sur le plan stratégique, une sorte de no man's land entre l'est et l'ouest, livré à toutes les hégémonies.
Croyez-moi, chers camarades, l'Europe est une chose trop sérieuse pour être confiée aux "Européistes". La construction européenne n'est pas une excursion de boys-scouts. L'Union Européenne est un combat. L'intérêt national ne disparaîtra pas le 1er janvier 1993, mais il faut faire l'Europe, il faut faire l'Europe que nous voulons, l'Europe européenne, l'Europe sociale, l'Europe organisée.
Gardons-nous de toute illusion : il n'y aura nul messie le 1er janvier 1993. Faisons en sorte que l'Europe que nous voulons, une Europe qui saura s'affirmer sur la scène du monde, se protéger à l'égard des Etats-Unis et du Japon, pas plus mais autant qu'eux, une Europe indépendante, équilibrée, ouverte vers l'est et vers le sud, une Europe ayant un contenu social et démocratique avancé. Faisons en sorte que cette idée progresse pendant les deux mois qui nous séparent du 18 juin.
Je le disais tout à l'heure, il faudra beaucoup de talent à Laurent Fabius pour faire passer notre message qui résulte pourtant assez clairement du plan de la motion qui est soumise à la convention. Il faut que ce message soit entendu pour que nous créions cette dynamique, cette énergie sociale sans lesquelles aucun parti ne peut prétendre survivre et gouverner longtemps.
C'est ainsi que nous servirons le mieux la cause d'une Europe véritable. C'est ainsi que nous servirons le mieux aussi la cause de la France qui est aussi celle de la démocratie, et donc, par conséquent, celle du Socialisme.
Merci.

Fondation Jean Jaurès

(Applaudissements)

Le président - La parole est à Gérard Lindeperg.

Gérard Lindeperg

Chers camarades, tous les cinq ans la préparation des élections européennes a le grand mérite de nous obliger à sortir de nos analyses hexagonales et de nos préoccupations locales.
Cette réflexion, elle est salutaire car au fil des années les Socialistes, et, au-delà des Socialistes, de plus en plus de Français, sont conscients qu'on ne peut plus imaginer notre avenir indépendamment de l'espace européen.
Mais l'élargissement de notre vision ne peut plus se limiter à cet espace, car pour bien comprendre l'Europe il faut bien comprendre le monde, et je voudrais prendre l'exemple du déséquilibre démographique mondial.
Je donnerai un seul chiffre : 1 milliard d'hommes de plus tous les douze ans, dont plus de 900 millions au sud.
Aujourd'hui le sud rassemble à lui seul les 4/5èmes de l'humanité, et dans trois cents ans, au rythme actuel, il accueillera 90% de la population mondiale.
Ces données ne doivent pas nous entraîner dans les voies hasardeuses de la prospective qui aillent alimenter les grandes peurs. Mais elles nous obligent à considérer que l'apartheid n'est pas seulement un appendice accidentel au sud du continent africain, c'est aussi une logique qui peut conduire le monde développé a protéger ses richesses et à sauvegarder sa domination par des politiques économiques et militaires porteuses de graves ruptures. Face à cette logique de l'apartheid il n'est pas d'autre voie que celle d'une nouvelle régulation mondiale dont l'Europe doit être le moteur.
Pour des raisons historiques et géographiques la France est située à l'une des grandes zones de contact entre le nord et le sud, et si des politiques de développement ne se mettent pas en place rapidement les pressions du Maghreb et de l'Afrique seront de plus en plus fortes. Et ceci n'est pas contradictoire avec le fait que, compte tenu de l'affaissement de la démographie européenne, nous aurons assez besoin de main-d'œuvre étrangère.
Tout cela doit conduire l'Europe à mettre en place de véritables politiques d'intégration des populations d'origine étrangère actuellement sur son sol, et à harmoniser les dispositions concernant les conditions d'entrée et de séjour des étrangers dans la communauté.
Et je voudrais profiter de ces quelques remarques générales pour dire deux mots de l'avant-projet du ministre de l'Intérieur visant à abroger les dispositions de la loi Pasqua, contraire aux Droits de l'homme et aux libertés.
Le secrétariat des Droits de l'homme travaille sur ce dossier depuis le mois d'octobre, et je me réjouis que beaucoup de nos propositions soient reprises par le gouvernement.
Certes, sur plusieurs points importants nous souhaitons que l'avant-projet évolue, et nous avons fait des propositions précises en liaison avec nos groupes

parlementaires. Mais l'arbre des insuffisances ne doit pas cacher la forêt des avancées qui sont réelles. Et c'est pourquoi certaines surenchères, parfois attisées pour des motifs qui n'ont rien à voir avec la défense des populations d'origine étrangère, sont déplacées. Elles sont déplacées et elles sont également déphasées par rapport aux vrais problèmes, ceux qui concernent l'harmonisation des législations européennes.

Il ne faut donc pas, mes camarades, se tromper sur cette question de périodes et de combats. La perspective de l'abolition des contrôles aux frontières intérieures à la communauté pose des problèmes très difficiles.

Surveillance des frontières extérieures de la communauté, modalités des contrôles, harmonisation des dispositions relatives au droit d'asile, à l'octroi du statut de réfugié, aux modalités de reconduction à la frontière extérieure, coordination des politiques concernant les visas, liberté de circulation des ressortissants des pays tiers déjà installés dans la communauté... et j'arrête cette liste qui est très incomplète.

Ces dossiers ont commencé à faire l'objet de réflexions, notamment à travers les groupes de Trévie (?) et de Chencaise(?), dont les conclusions ne sont pas officiellement connues.

C'est donc bien au niveau européen que doit désormais s'exercer notre vigilance en ce qui concerne les droits des étrangers, si l'on veut éviter que l'harmonisation se fasse par le bas.

De la même manière, l'Europe ne pourra faire l'économie d'une réflexion approfondie sur la montée de l'intolérance et des intégrismes.

La France n'est pas la seule à connaître une poussée du racisme et de l'extrême droite. Dès 1985 le Parlement européen s'en est préoccupé en publiant le rapport d'une Commission d'enquête sur la montée du fascisme et du racisme en Europe. L'intégrisme des supporters de Le Pen et Lefebvre doit être combattu, comme doit être combattu l'intégrisme musulman.

Les attentats contre les foyers d'immigrés, les attaques contre le film de Scorsese, les violences consécutives à la publication des Versets sataniques sont de même nature et justiciables de la même fermeté dans notre condamnation qui doit être sans réserve. Nous devons être d'autant plus fermes que certains veulent faire l'amalgame entre une poignée d'extrémistes et l'immense majorité des musulmans qui vivent en paix sur notre sol.

Si nous manquons de vigilance, un tel amalgame pourrait compromettre en quelques mois les efforts d'intégration de plusieurs années. Il faut répéter avec force que de tels excès et de telles menaces sont inacceptables dans un état de droit et incompatibles avec la laïcité qui constitue le ciment de notre République. Il nous appartient de faire vivre les principes énoncés dans la déclaration universelle des Droits de l'homme et repris par le Parlement: européen le 12 avril dernier. Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression ; toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion.

Chers camarades, nous le savons tous, les Droits de l'homme ne sont pas acquis une fois pour toutes ; ils sont menacés dès que cessent notre vigilance et notre

Fondation Jean-Jaurès

détermination. Le combat contre toutes les formes de fanatisme et d'intolérance ne peut être qu'un combat permanent. Il en résulte que le combat pour la liberté de conscience, pour la liberté d'opinion, pour la liberté d'expression demeure en permanence d'actualité et garde toute sa place au cœur de l'engagement des Socialistes. C'est pourquoi nous sommes convaincus que nos camarades qui seront élus le 18 juin ne manqueront pas de placer les Droits de l'homme et les libertés au cœur de leur action au Parlement européen
Merci.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Robert Savy, Haute-Vienne, puis à Henri Fiszbin.

Robert Savy

Chers camarades, mon propos portera sur l'autre point qui est à l'ordre du jour de notre convention, à savoir la composition de notre liste pour les élections européennes et le projet qui nous est soumis.
Je voudrais dire, d'emblée, que je mesure tout à fait l'ampleur des difficultés que nos responsables nationaux avaient à surmonter. Je voudrais également essayer d'éviter les critiques un peu faciles liées a la manière dont le Parti et ses fédérations ont été consultés. Mais je voudrais dire aussi que je crois cette liste perfectible, je dirai. Il me semble que notre convention doit, comme les conventions qui l'ont précédée, parachever ce travail sur la base des propositions qui lui ont été faites pour que notre décision finale soit une décision effectivement collective.
Il y a bien des manières de faire une liste aussi courte et aussi difficile à réaliser. On aurait pu imaginer une perspective principalement électorale : rassembler derrière Laurent Fabius des hommes et des femmes dont la notoriété nationale, l'image publique, la qualité, l'engagement auraient été autant de signaux à l'adresse des Françaises et des Français que nous souhaitons rassembler.
Je crois que cette préoccupation a été effectivement prise en compte dans les premiers rangs de la liste, et il est probablement difficile de la conserver pour l'ensemble de nos camarades placés en position d'éligibilité.
On aurait pu avoir pour souci principal de permettre à la délégation Socialiste au Parlement européen de se mettre au travail dans les deux ou trois semaines qui suivront l'élection. Rappelons-nous, en effet, que la présidence française commence le 1er juillet prochain, qu'il n'y aura pas d'autre présidence française pendant toute la durée de cette mandature du Parlement européen, qu'il est probablement souhaitable que si le Président de la République et le gouvernement veulent saisir cette occasion de la présidence française pour faire avancer les choses dans le sens qui nous importe, il est probablement indispensable que tout le dispositif français et tout le dispositif Socialiste soit en place dès le lendemain de l'élection. Sur 28 candidats en position d'éligibilité, 16, sauf erreur de ma part, n'appartenaient pas au Parlement européen. J'espère que notre dispositif pourra être mis en place rapidement ; je ne suis pas sûr que,

Fondation Jean-Jaurès

sur ce point, toutes les précautions aient été prises.
On aurait pu aussi imaginer que notre liste se veuille représentative de notre pays dans sa diversité territoriale. On parle très volontiers des liens entre l'Europe et les régions. Il n'est pas sûr que la représentativité régionale de notre liste soit complètement satisfaisante. Je me suis permis d'adresser aux membres de notre Secrétariat national une carte sur laquelle sont localisés les 21 candidats Socialistes en position d'éligibilité. Le résultat ne satisfait pas nécessairement ceux qui pensent que la France ne se réduit pas à la France forte, ceux qui pensent que notre discours sur le refus de la France duale, sur le refus de l'exclusion n'aurait pas grande portée si la manière dont nous agissons ne correspondait pas à notre discours. Et, lorsqu'on regarde la manière dont les régions sont représentées, je me réjouis - et que l'on me comprenne bien, il n'y a ni jugement individuel porté sur les hommes et les femmes, ni sentiment que certaines représentations sont trop fortes - je me réjouis qu'il y ait 3 députés dans le nord-Pas de Calais, 2 dans la région Poitou-Charentes, et je regrette que tant d'autres régions ne soient pas représentées.
(Applaudissements)
Tout cela parce qu'on a choisi une autre méthode que je ne veux pas non plus condamner, la méthode des sensibilités. Ceux qui ont vécu l'histoire de ce Parti savent que son succès est venu de la manière dont il a su faire vivre ensemble des sensibilités différentes et qu'il a su organiser leur coexistence. Alors, n'attendez pas de moi le discours facile anti-courants. Je crois qu'il est important qu'aucune grande sensibilité ne se sente mal traitée dans la composition d'une liste. Je ne sais pas, en revanche, s'il faut donner aux sensibilités, aux affinités - quel mot trouver encore pour traduire cette réalité ? - une rigidité mathématique comme celle que l'on nous propose.
Affirmons en même temps que la coexistence des sensibilités est capitale, mais n'oublions pas que la place de ces sensibilités a été pour la dernière fois fixée par le vote de nos militants, il y a dix ans, qu'il y a eu depuis, comment dire, des mises à jour partielles mais pas complètes et quelquefois même on découvre aujourd'hui des affinités que l'on ne définit que par des votes futurs ou aléatoires.
Alors, cette manière de prendre les choses conduit le président que je suis de l'une des deux régions françaises métropolitaines à majorité de gauche et à direction Socialiste, à regretter le résultat auquel on arrive. Je n'insisterai pas outre mesure sur l'argument régional ; ce que je dis du Limousin, d'autres pourraient le dire pour d'autres régions. Qu'on me permette cependant de regretter que la région dont je suis l'élu, après avoir été présente en 1979, après avoir été présente en 1984, voit aujourd'hui son député sortant situé à la 29ème place, c'est-à-dire à un rang qui rend son éligibilité très incertaine.
Permettez-moi aussi de dire que je ne vois pas comment empêcher l'opinion régionale, cher Pierre Mauroy, de penser demain que le débat ouvert sur la taille des régions - il me semblait qu'il était ouvert aussi sur leurs compétences et des problèmes plus vastes - n'a été déjà tranché en ce qui concerne la mienne avec la composition de notre liste.

Mais je n'insiste pas davantage sur cet argument dont je mesure le localisme. Je dois dire que nous aurons du mal à expliquer pourquoi la député sortante du Limousin a été placée au rang qui est le sien. Une liste, ce sont aussi les personnes. Et je ne serais pas à cette tribune si les arguments tenant aux personnes pouvaient expliquer qu'elle ne fut pas en position d'éligibilité.
Est-ce le trop grand nombre de ses mandats ?
Elle est, je crois, la seule sortante qui, après un seul mandat, ne soit pas renouvelée.
Est-ce véritablement que son âge lui interdise désormais tout destin politique se prolongeant trop longtemps ?
L'actualité récente m'a appris que l'heure était aux jeunes quadragénaires. Il se trouve qu'elle remplit cette condition.
Est-ce le travail effectué ? Nous avons une expression que je déteste : "Il ou elle n'a pas démérité". Soyons plus exigeants avec nos élus. Je crois qu'on peut leur demander davantage. Or, si j'en coirs ce qu'on me dit, et je peux témoigner de son activité en liaison avec sa région, elle a eu une activité importante au Parlement européen. Les personnalités importantes du groupe Socialiste d'Espagne, du Portugal, d'Allemagne, de Belgique, d'Italie se sont émues de ne plus la voir figurer au nombre de nos élus. Et si bien des régions rurales de la France peuvent continuer à bénéficier des fonds structurels dans les prochaines années, c'est probablement parce qu'en liaison avec nos gouvernements, elle a pris dans son groupe les initiatives nécessaires !
(Applaudissements)
Alors, je demande, moi, à la Commission des résolutions, cette nuit, et à la Convention nationale, demain, de faire en sorte que cette candidate sortante soit replacée sur la liste au rang que nos responsables choisirons entre le 18ème qui était le sien en 1984, et le 26ème qui est celui que l'on nous indique comme étant la limite de l'éligibilité certaine.
Si cela est fait, il me semble que nous aurons tout à la fois - et je réponds ici aux remarques que je faisais en commençant - mis notre groupe en meilleure position pour faire face à ses responsabilités dès le 1er juillet prochain. Il me semble que nous aurons un peu corrigé - il y a probablement d'autres ajustements mais que je connais moins bien, ils seront exposés ici - la faible représentativité territoriale de notre liste, et peut-être que, sur le plan personnel, nous aurons évité une décision qui est probablement injustifiée et mal comprise de ceux qui ont eu l'occasion de travailler avec l'intéressée.
Voilà ce que je voulais dire.
Je vous remercie.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Henri Fiszbin, de Paris. Je demande à Georges Sutra de se préparer.

Collection Jean Jaurès

Henri Fiszbin

Chers camarades, l'Europe va franchir en 1993, avec l'ouverture des frontières et la mise en place du grand marché, une étape dont il y a tout lieu de penser qu'elle sera irréversible. C'est un événement formidable qui concerne directement la vie quotidienne et l'avenir de centaines de millions de personnes.

L'Europe se fait et se fera, quoi qu'on dise et quoi qu'on fasse, parce qu'elle résulte du développement objectif des forces productives et de la mondialisation des échanges. Pour autant, rien n'est joué d'avance. Il y a Europe et Europe, et tout ou presque dépendra désormais des choix politiques qui commanderont son impulsion.

L'élection du Parlement de Strasbourg prend de ce fait valeur de choix de société, et nous aurons durant la campagne électorale à sensibiliser notre électorat sur cette dimension très motivante pour nous.

C'est à ce propos que je voudrais consacrer cette brève intervention aux raisons pour lesquelles il importe d'attacher une attention particulière au soutien à la liste Socialiste du monde du travail, et plus précisément de l'électorat de tradition Communiste qui s'est éloigné du PC.

Chaque élection depuis 1981 montre l'importance souvent décisive de cette composante de la Gauche, dont le comportement est très significatif de la qualité de nos liens avec les travailleurs et les habitants des cités populaires.

L'engagement résolu en faveur de la construction d'une Europe de progrès social et de paix fait aujourd'hui du Parti Socialiste la formation dont l'idéologie internationaliste, de remise en cause des structures établies est la plus cohérente avec les modifications qui ont historiquement produit la culture Communiste en France.

Les clivages qui ont si durement divisé le mouvement ouvrier en France et en Europe sont en train de s'effacer les uns après les autres sous nos yeux. La nouvelle culture de gestion et de transformation sociale qui s'épanouit à Gauche fait une heureuse synthèse des meilleures traditions des courants dits réformistes et révolutionnaires.

La rencontre du Secrétaire général du Parti Communiste italien avec Pierre Mauroy met en évidence les convergences entre les deux partis dans la construction de l'Europe, et il est frappant de constater à quel point cette dernière transcende les perspectives ouvertes naguère par l'euro-Communisme.

La Perestroïka à l'œuvre dans les pays Socialistes de type soviétique permet pour la première fois depuis 1917 d'entrevoir la possibilité de dépasser la fracture historique survenue à ce moment là, et l'adhésion à Strasbourg des députés européens du PCI au groupe Socialiste apparaît à tous comme à plus ou moins brève échéance une probabilité, et je pourrais poursuivre cet inventaire des temps nouveaux.

Les Français peuvent à bon droit escompter de la construction européenne un puissant coup de fouet à l'industrie, aux échanges, à la croissance et à l'emploi. Encore faut-il que ces virtualités ne soient pas détournées d'une juste redistribution.

C’est le combat que nous appelons toutes les forces progressistes, à mener avec nous, car la voie tracée par le manifeste Socialiste n’est pas celle du laisser faire ou de la fatalité. Elle me parait celle de la mobilisation populaire européenne pour porter plus avant encore les conquêtes sociales auxquelles notre peuple est si justement attaché.

Il n’est, certes, pas question d’oublier que la logique prévalant actuellement dans les 12 pays de la communauté est celle du système capitaliste, ni que l’Europe qui s’est battue jusqu’à présent a surtout été celle du capital. La construction européenne n’est pas une panacée, elle ne conduira pas spontanément à la société plus juste et plus solidaire pour laquelle les Français se sont prononcés en réélisant François Mitterrand.

Nous vérifions chaque jour dans notre pays la vivacité de l’affrontement qui oppose les forces conservatrices et rétrogrades liées aux grands intérêts aux forces de gauche attachées à leur projet progressiste.

Cette opposition ne se dissoudra pas comme par miracle au niveau européen, face à l’ultra-libéralisme à la Madame Thatcher et aux menaces qu’il fait peser sur le niveau de vie des populations. Nous ne sommes pas passifs mais travaillons, dans ce nouveau champ d’affrontements devenus décisifs, à créer un rapport de forces favorable au monde du travail.

C’est ce combat-là qu’il faut mener ici et maintenant car l’Europe est devenue le théâtre où se joue désormais le destin des peuples.

De la même façon que la construction des Etats nations a créé en 19ème siècle le cadre où se sont instaurés, pour le meilleur ou pour le pire, les rapports sociaux propres à chacun des pays concernés, nous avons aujourd’hui à franchir une nouvelle étape historique en portant l’exigence d’avancée sociale sur le terrain où elle peut aujourd’hui obtenir de nouveaux et importants succès.

La Gauche n’est pas encore en mesure d’assurer la direction politique de l’Europe. Il n’est pas interdit pour autant de constater qu’elle est la seule force sociale et politique libre de toute influence des grands pouvoirs économiques et financiers, et seule capable de ce fait d’impulser simultanément, avec toute la persévérance nécessaire, la construction des dimensions économiques, politiques, sociales et culturelles sans lesquelles l’Europe ne pourra répondre aux espoirs placés en elle.

Dès à présent la Gauche propose virtuellement ses valeurs en solution alternative, et la progression de celles-ci me semble la condition des chances de l’Europe. C’est, je pense, la signification qu’il convient de donner aux propos de François Mitterrand déclarant que l’Europe sera sociale ou ne sera pas. C’est aussi, me semble-t-il, le sens des objectifs que le Parti Socialiste appelle les Français à soutenir en plaçant sa campagne sous le double mot d’ordre : conduire l’Europe et construire une euro-gauche.

C’est enfin la même idée que développait Achille Occhetto affirmant, lors de son récent séjour à Paris, que son parti avait opté pour une voie européenne, et non plus italienne, vers le Socialisme.

Je me félicite de constater que par son manifeste et la liste qu’il présente sous la conduite de Laurent Fabius, le Parti Socialiste s’inscrit pleinement dans le grand

Fondation Jean Jaurès

dessein européen, affirmant ainsi sa vocation à rassembler largement la Gauche, Communistes compris, ainsi que toutes les femmes et hommes de bonne volonté.
Merci de votre attention.

Le président - Georges Sutra, ensuite Bruno Viallet.

Georges Sutra

Mes chers camarades, Pierre Mauroy se demandait tout à l'heure en nous présentant son rapport si nous aurions dû faire de la représentation régionale un critère absolu. Absolu, certainement pas, mais je voudrais aller encore un peu plus loin que Robert Savy tout à l'heure en lisant dans le règlement intérieur du Parti Socialiste, chapitre 4, "Modalités de désignation des candidats du Parti aux élections présidentielles, aux élections cantonales, municipales et régionales, désignation des candidats du Parti à l'élection du Parlement européen" : "les Commissions exécutives fédérales... séparément ou après consultation régionale" - cela apparaît déjà - et l'alinéa 4 donne les critères suivants :

1) répartition géographique,
2) proportion des femmes,
3) équilibre interne entre les composantes du Parti,
4) origine socioprofessionnelle."

Eh bien, non seulement le critère régional doit être l'un de nos critères, mais il est celui que notre règlement intérieur nous donne comme premier critère.
Je prends la parole ici au nom du département de l'Hérault, et j'ose dire au nom du Languedoc-Roussillon, puisque les départements de l'Aude, des Pyrénées Orientales, du Gard, de la Lozère, m'ont fait savoir qu'ils étaient dans les mêmes dispositions.
Ma région, traumatisée par dix ans de guerre ensanglantée sur le barrage de Montredon, à laquelle il a fallu faire accepter l'élargissement à l'Espagne et au Portugal, et je dois dire que nous avons fait jusqu'à aujourd'hui un sans faute politique, cette région affronte aujourd'hui l'élargissement économique, et d'ici au 31 décembre 1992 nous devons faire non seulement le chemin que toute la France devra faire pour aborder le grand rendez-vous de 1992, mais également les 31 décembre 1989, 31 décembre 1990, 31 décembre 1991 et 31 décembre 1992 subir quatre périodes transitoires qui seront extrêmement sévères pour l'économie de notre région.
Je cite d'ailleurs le dossier de la lettre de Matignon de juin 1985, Pierre Mauroy qui l'a préparé et Laurent Fabius qui occupait l'hôtel Matignon à ce moment là se souviennent parfaitement de ce document.
Le Parti Socialiste s'était engagé avec la plus grande solennité à Montpellier, où était venu l'ensemble du groupe Socialiste Français des députés et sénateurs autour de François Mitterrand. Le rapport que j'ai eu l'honneur de présenter au nom du Parti reste la référence sur laquelle nous avons engagé notre parole, et j'ose le dire, par conséquent... oui, je le dirai, une part de notre honneur vis-à-vis

des 2 100 000 habitants de cette région.
Allons-nous dire à cette région qui a tant subi et tant accepté de nous et grâce à nous : au revoir et merci ? On aurait agité la marionnette du défenseur du Languedoc et le rapport symbolique pour faire avaler l'élargissement à ce Languedoc-Roussillon pour l'abandonner au milieu du ghetto au moment où les échéances économiques vont tomber ? Je ne veux pas le croire. Mais je suis engagé à titre personnel, à titre socioprofessionnel. Président d'une coopérative, l'un des animateurs du mouvement agricole et viticole de ma région, je crois pouvoir affirmer que je jouis d'un capital de confiance qui m'oblige vis-à-vis de mes mandants. Je me sens engagé, et personne ne souhaiterait être celui qui aurait servi à tromper plus de 2 millions d'habitants !
Notre légitime débat politique entre nous deviendrait un jeu stérile s'il ne savait s'arrêter là où commence la peine des hommes.
Il y a au-delà de cette salle ceux qui attendent, qui espèrent en nous. S'il s'agit de moi, le Parti ne me doit rien. S'il y en avait un autre qui peut le faire, qu'il sorte. Il se trouve que cinq départements se sont rassemblés sur le député sortant. S'il s'agit de ma région, d'autres régions peuvent y prétendre. Mais il s'agit des engagements les plus solennels du Parti Socialiste, des engagements auxquels a été mêlé à plusieurs reprises le nom du Président de la République. Je ne peux pas croire qu'il n'y aurait pas ici, au cours de cette convention, un sursaut qui s'impose, et je vous demande de l'accomplir !
Je souhaite en terminant, et je m'en suis ouvert au Premier secrétaire qui pense que ce n'est pas contradictoire avec notre tradition, que la Commission des résolutions puisse entendre certains représentants des régions et qu'elle puisse les inviter à s'exprimer devant elle.
Je vous remercie, mes chers camarades.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Bruno Viallet, du Puy-de-Dôme.

Bruno Viallet

Mes chers camarades, dans nos fédérations, et c'est le cas de la fédération du Puy-de-Dôme, lorsque nous allons à des Congrès ou à des conventions, eh bien, nous envoyons des militants en observant une certaine rotation, car nous considérons que venir dans ce rassemblement national de notre Parti, c'est venir prendre une dose de tonus et pouvoir repartir avec la force nécessaire pour se battre. Voilà ce que nous venons chercher ici !
Nous ne devons pas repartir avec un moral qui serait entamé par des comptes quelconques, ou par le sentiment que nous vivons en tribus chacun chez nous. La force principale du Parti, c'est son unité !
Pour avoir déjà participé à des Congrès, je dois dire que les Congrès passent et ne se ressemblent pas. Mais en ce qui me concerne, je garde présents en mon cœur deux grands événements. Le premier, c'est le Congrès d'Epinay, où François Mitterrand a su nous rassembler. Je m'excuse de parler de moi, mais je

Fondation Jean Jaurès

voudrais vous donner quelques réflexions un peu plus personnelles. La culture de ma famille, c'était une culture centriste. J'ai été le premier Socialiste de ma famille. Eh bien, maintenant j'ai fait des enfants... enfin il faut être deux pour cela, bien sûr. J'ai trois enfants, et j'ai le plaisir d'avoir des enfants Socialistes, qui voteront par exemple dans mon canton pour Michèle André, puisqu'il y a une élection cantonale partielle. Je pense que c'est cela, la rénovation.
Eh bien, cela, je pense que c'est de la rénovation, je pense que c'est une mutation !
Alors, en cette période d'ouverture, il faut continuer à rassembler.
Il ne faut pas poser d'à priori. Il ne faut pas, bien sûr, se dénaturer, mais il faut faire appel aux hommes et aux femmes de notre pays qui veulent construire la justice.
Le deuxième coup au cœur, c'était le Congres de Nantes, où François Mitterrand avait fait un "truc" extraordinaire : il avait accueilli Felipe Gonzalez, qui bien sûr à l'époque n'était pas Premier Ministre. C'était toute l'Espagne au rendez-vous et François Mitterrand nous avait dit que nous n'avions pas fait notre devoir, peut-être - ou pas tout à fait - en 1936, quand les troupes républicaines se battaient, qu'il fallait rendre hommage à l'Espagne et qu'il fallait que l'Espagne redevienne une démocratie.
C'est aujourd'hui chose faite : l'Espagne et le Portugal sont dans l'Europe.
Il faut travailler à la construction de l'Europe.
Le manifeste qui nous a été présenté tout à l'heure par Gérard Fuchs nous convient parfaitement. Il a été adopté par notre fédération. Nous considérons que, pour une fois, ce n'est pas trop mal, c'est un document court et bien écrit, c'est un document précieux pour travailler, que l'on peut emporter dans les réunions, sur lequel on peut discuter, faire des Commissions de travail. Ce n'est pas du "bla-bla".
Alors, félicitations à l'équipe qui a préparé ce document !
(Quelques applaudissements)
Je voudrais intervenir maintenant par rapport à la politique européenne sur trois points essentiels.
Le premier point, c'est que, mes chers camarades, j'ai peur de l'Europe technocratique. J'ai peur de ces gens qui prennent des décisions dans ces petits comités de gestion et qui n'en réfèrent jamais au suffrage universel. C'est un problème important.
Je voudrais que les députés européens puissent avoir un pouvoir réel pour pouvoir exprimer la voix des hommes et des femmes de leur région, pour aller dire aux technocrates : "Votre pensée n'est pas mauvaise - car parfois ils ont des pensées intéressantes... - mais votre mécanique n'est pas bonne !"
Combien de fois, moi qui vis l'Europe au quotidien à travers mes responsabilités professionnelles, sur ce grand Massif Central qui va de Nevers au Tarn, n'ai-je pas constaté que les décisions qui sont prises, lorsqu'elles arrivent pour être appliquées, ne sont pas bonnes !
On est en train de faire une France nord/sud ! Chez nous, on veut "geler" des terres alors que de jeunes agriculteurs ont besoin de ces terres. Ce n'est pas bon,

Fondation Jean Jaurès

tout cela risque de nous créer des problèmes, cela risque de faire nicher des ferments mauvais. Oui ! Le Pen peut en profiter !
Non à l'Europe technocratique ! Oui a l'Europe politique !
Le deuxième point que je voudrais souligner - c'est une des conséquences du premier - c'est le vide qui existe entre ceux qui pensent, ceux qui écrivent, et la manière dont les problèmes sont perçus par les gens à la base, notamment dans les couches populaires.
Contrairement à ce qu'on pense (nous sommes dans un monde où la culture devrait se répandre) il y a de plus en plus de gens qui ne savent pas, qui ne comprennent pas, et dans les sociétés industrielles ce n'est pas un phénomène nouveau. Nous savons que la société américaine fabrique des laissés pour compte.
Alors, essayons d'éviter cela. Je voudrais vraiment que, pour l'Europe, se crée un jour un véritable mouvement d'éducation populaire qui fasse un travail "au ras des pâquerettes". Pas de grands colloques, pas de grands séminaires, il faut aller voir les gens sur le terrain, à la base, dans les communes, dans les usines, dans les syndicats, et cheminer avec eux, leur faire comprendre la nécessité de la construction de l'Europe, parce qu'il y a le Japon, parce qu'il y a les quatre dragons, etc. Tout cela, ils l'ignorent, ou tout au moins ils ne le comprennent pas.
Il y a un troisième point sur lequel je voudrais intervenir et j'en aurai terminé. C'est une petite critique - mais une bonne critique - sur le document, en ce qui concerne le passage sur la culture.
Je pense que nous sommes en dessous de ce qu'il faudrait dire, ou que tout au moins nous ne préparons pas l'avenir.
Nous savons très bien que, dans le monde actuel, il y a des ferments ; vous savez à quoi je fais allusion. Nous savons très bien que, demain, l'Europe sera multiculturelle. Vous savez même très bien qu'elle sera multi-cultuelle.
Et alors ? Eh bien, je crois qu'il y a encore un déphasage important entre l'Europe du nord et l'Europe du sud. Alors que nous sommes des latins, nous sommes imprégnés de nos traditions, de nos luttes, je crois que l'Europe du nord a créé des consensus sur la culture, sur l'éducation, sur les manières de penser auxquels nous ne sommes pas encore parvenus et, cela, je crois que c'est une des conséquences de la pénétration du protestantisme dans les pays du nord.
Je crois qu'il faut s'atteler à cette tâche pour que les hommes et les femmes de différente pensée trouvent place dans le courant démocratique et que les intégrismes, d'où qu'ils soient - je dis bien d'où qu'ils soient - ne puissent pas prendre pied, car il n'y a rien de plus terrible, vous le savez bien, que l'intégrisme, qu'il soit d'origine philosophique ou religieuse, puisqu'il nie la différence avec l'autre.
Je pense que je n'ai pas la perspective d'être député européen, puisque je crois que je suis à la 42ème place... Mais après tout, moi, je prends la place que me donne le Parti, que me donne la démocratie du Parti et je suis heureux de participer à ce combat.
J'avais été candidat contre Giscard d'Estaing dans la circonscription du Puy-de-

Dôme. Voyez que cela ne m'a pas empêché de continuer ma vie de militant... Soyons sérieux ! Ce qui est nécessaire, c'est l'unité du Parti derrière notre Président de la République, derrière le Premier Ministre de la France, qui a fait l'autre jour une prestation remarquable à la télévision, derrière Laurent Fabius, derrière les hommes et les femmes de France, derrière les hommes et les femmes d'Europe et derrière une humanité que nous voulons nouvelle et plus fraternelle !
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Marie-Noëlle Lienemann, de l'Essonne.
Que Jean-Claude Duchalard se prépare.

Marie-Noëlle Lienemann

Chers camarades, il n'y a pas, d'un côté, ceux qui préparent les campagnes et se préoccupent du succès et, de l'autre, ceux qui demandent le débat.
Je connais bien l'argument : il est un temps pour chaque chose... Oui, mais voilà bien longtemps qu'il n'est pas le temps du débat et je pense qu'il vaut mieux réfléchir à une rénovation sereine, tranquille, voulue, à chaque étape où nous avons des choix, des options à définir, plutôt que d'attendre des crises ou que le grand moment de la rénovation s'installe, car finalement elle est plus difficile à faire et souvent plus lente à réaliser.
Mais, mes propos d'aujourd'hui se contenteront du débat européen, car justement ce débat européen mérite un certain nombre de choix fondamentaux et d'orientations qui, je crois, pour une part, ont été éludés dans le manifeste.
Ces choix-là sont bien des choix sur la rénovation du mouvement Socialiste car, pour moi, il n'y aura pas de Socialisme de l'an 2000 s'il n'est pas résolument européen et si l'Europe et les Socialistes d'Europe n'ont pas de message pour la planète et pour le monde.
J'ai donc posé un certain nombre d'amendements lors du Bureau exécutif et le Bureau exécutif a considéré que les amendements ne devaient pas être soumis au vote des militants. Je le regrette, bien sûr, parce que ce sont mes amendements, mais parce que j'espère que vous comprendrez qu'à mon avis cela a une certaine importante, même pour cette échéance-ci.
Le premier concerne les Etats-Unis d'Europe.
C'est un débat que j'avais déjà engagé lorsque nous avons discuté des propositions du PS pour les élections présidentielles. J'avais souhaité qu'on indique dans notre document que notre perspective était celle-ci.
A l'époque, il avait recueilli une dizaine de % des voix des militants et n'avait pas été retenu.
Pourtant, je lis dans la "Lettre aux Français", à la page 19 : "... Aucune occasion d'aller plus loin - François Mitterrand parle de l'Europe - ne doit être manquée. Le rêve des Etats-Unis d'Europe, qui depuis près de quatre siècles hante l'imagination de quelques visionnaires, commence d'éveiller la conscience des peuples. Il n'est pas indifférent pour les Français de savoir si leur Président y

Fondation Jean Jaurès

pense ou non. Eh bien, j'y pense et je le veux."
Il me semble que le rôle d'un parti politique, c'est quand même d'avoir un certain nombre d'ambitions, de perspectives, d'objectifs qui dépassent les deux, trois, cinq et dix ans à venir et il me semble que cette ambition-là est assez fondamentale pour que nous ayons le courage de nous y engager.
Je voudrais le dire d'autant plus que j'entends volontiers et que je partage le discours sur l'inquiétude d'une Europe libérale. Mais quelle est la réelle possibilité de faire une Europe qui ne soit pas libérale ? C'est bien l'émergence au niveau européen d'un vrai pouvoir politique, d'une assemblée législative responsable devant le peuple et d'un pouvoir exécutif responsable aussi devant le peuple. Sinon, croyez-vous que la résistance des Etats va permettre de balayer ce grand mouvement de dérégulation mondiale que nous connaissons ?
Le vrai antidote contre le libéralisme, c'est bien un pouvoir public européen et ce sont bien les institutions légitimes, directement responsables devant le peuple, qui en sont le garant.
D'ailleurs, les événements récents vous le montrent. Prenez l'exemple tout simple des quotas de films européens. Il y a toujours un Etat pour penser qu'il n'est pas prêt à assumer un certain nombre de décisions ! L'Europe du plus petit dénominateur commun reste l'Europe d'aujourd'hui. Celle-là, c'est celle qui essaye d'éviter le maximum de cadres, de règles, de normes, de décisions ou de perspectives, parce qu'effectivement il y en a toujours un qui n'est pas prêt à les assumer.
Or, je suis persuadée que si c'était le Parlement européen qui était directement compétent pour les réglementations européennes qui sont décidées, cette règle-là aurait été retenue.
Ce n'est pas la résistance des Etats qui est garante contre la dérive libérale, c'est bien l'expression du suffrage universel, car notre situation politique, à nous Socialistes européens, est à l'assemblée de Strasbourg à peu près comparable à celle que nous connaissons, nous Socialistes français, à l'Assemblée Nationale.
Or, prenons garde, des réflexes anti-européens se développent ces temps-ci et je les comprends parfois. Quand une décision est prise - surtout les décisions désagréables, il y aura nécessairement des restructurations et des décisions désagréables... - ce n'est jamais la faute du ministre qui rentre dans son pays, qui a très bien défendu les intérêts nationaux des agriculteurs ou des sidérurgistes, c'est toujours de la faute de Mme Thatcher, des Allemands, des technocrates de Bruxelles... c'est toujours de la faute de quelqu'un d'autre et, au bout du compte, cela finit par être de la faute de l'Europe !
S'il n'y a pas une montée en puissance de l'Europe politique, mes camarades, c'est l'Europe qui va reculer comme volonté commune et ce sera effectivement un continent balayé par les grands échanges mondiaux qui se dessinera pour l'avenir, impuissant sur la scène internationale au niveau économique, impuissant sur le terrain politique. Et pourtant, il y a beaucoup à faire.
Le second amendement visait à essayer de proposer un certain nombre de perspectives plus concrètes s'inscrivant dans cette démarche des Etats-Unis d'Europe et il n'était pas d'une utopie folle puisqu'il demandait purement et

simplement que nous organisions en Europe - comme le Parlement européen l'a voté à une très large majorité et comme nous, Socialistes français, l'avons voté - un référendum en faveur de l'Union Européenne, afin de montrer aux dirigeants des différents pays qu'il y a une réelle volonté popuulaire d'aller plus loin dans la construction de l'Europe politique. D'ailleurs, notre Premier Ministre, Michel Rocard, dans son livre "Le cœur à l'ouvrage", donne son soutien à cette démarche et j'aurais pensé qu'il n'était pas utopique de souhaiter que les Socialistes français s'y engagent...

Je proposais - c'est peut-être davantage ambitieux et c'est quelque chose qui est plus minoritaire actuellement au Parlement de Strasbourg - que nous donnions mandat à l'assemblée européenne pour préparer une Constitution européenne, pour reprendre peut-être le chemin qui avait été pris au moment du traité d'Union Européenne, où l'assemblée de Strasbourg prenait l'initiative et où, in fine - parce que François Mitterrand s'y est engagé et parce que Jacques Delors en a construit le mode opératoire - on a abouti à l'acte unique, modeste progrès, mais progrès quand même. Je souhaitais donc qu'on donne ce mandat constituant, car n'oublions pas que nous élisons nos députés européens jusqu'en 1994 et que c'est quand même bien au-delà de la seule échéance de 1992, qui apparaît comme un point de mire, certes important, mais insuffisant.

Le troisième amendement me paraît être un corollaire.

Une s'agit pas simplement d'avoir une Europe politique. Faut-il qu'il y ait de vrais débats en Europe. Je crois qu'on a beaucoup souffert de discours lénifiants sur l'Europe. On veut l'Europe et on est les mêmes parce qu'on est des Européens... non, il y a des courants politiques en Europe. Moi ça n'est pas l'euro-gauche qui m'intéresse. C'est l'euro-Socialisme. Au fond, c'est cela qui est essentiel. C'est notre capacité commune, à nous, Socialistes européens, de faire naître une identité Socialiste à l'horizon 2000.

Je demande donc que le Parti Socialiste s'engage avec les autres Partis Socialistes européens dans une direction, c'est-à-dire créer un grand Parti Socialiste transnational.

Il y a des étapes possibles. Là aussi, ça n'est pas une idée qui est minoritaire dans ma tête... Alfonso Guerra, Premier secrétaire du PSOE, à l'Union des Partis Socialistes européens, a fait une déclaration demandant qu'on s'achemine vers cela.

Est-ce qu'il serait scandaleux que pour préparer un manifeste commun, on demande à tous les militants d'Europe dans leurs sections, de voter les mêmes textes ?

On se rendrait compte, chers camarades, qu'il y a parfois des décalages et bien sûr des zones de convergence.

Je vais parler d'un des décalages en particulier sur le problème de l'écologie et du nucléaire.

J'ai été, pendant quatre ans, député européen de la Commission chargée de l'énergie, de la recherche et de la nouvelle technologie et suppléante à l'environnement.

Sur le débat nucléaire, les Socialistes français nous, nous sommes en complet

décalage avec les autres. Ne nous voilons pas la face... nous sommes complètement en décalage. La grande majorité des Socialistes est contre le nucléaire. On ne peut pas demander aux Partis - et encore moins quand on est au gouvernement - de déclarer qu'on est contre le nucléaire. Un jour, le débat devra être bien posé.
Quand on voit ce qui se passe à Creys-Malville, les investissements français, les blocages industriels, que cela créé aujourd'hui, quand on voit que se multiplie un certain nombre d'incidents dans les centrales d'Europe, le débat devrait être posé.
Pour lors, je vous propose simplement que l'on s'engage à mettre en place un Comité de la sécurité nucléaire en Europe, un petit peu comme on l'avait proposé dans nos propositions pour les présidentielles, ce fameux haut Comité veillant au fonctionnement des centrales pour nos pays.
C'est nécessaire en Europe. Quand on construit une centrale au Luxembourg, il me semble que la moindre des choses, est de considérer que les Luxembourgeois qui vivent à côté ont leur mot à dire et doivent avoir des garanties qui sont des garanties objectives supra-nationales.
Je demandais par ailleurs qu'on créé un corps d'inspection des centrales nucléaires qui soit un corps d'inspecteurs européens.
C'est un sujet qui, en tout cas, chez les Socialistes européens, nous met en situation d'extrême diversité et que nous ne pouvons pas rester, je dirai, dans le silence qui est le notre ces temps-ci.
Donc engagement vers un Parti Socialiste transnational et je souhaitais des propositions concrètes sur le nucléaire.
Je voudrais terminer, chers camarades, en vous disant que sur ces points je pense que la Commission des résolutions devrait pouvoir avancer et que les divergences dans le Parti ne sont pas ou ne suivent pas les courants traditionnels sur ce sujet là... en tout cas, pour une bonne part d'entre eux.
Je l'ai vu à l'assemblée européenne quand, avec certains collègues, nous étions en face de ces perspectives là.
Ma grande crainte, c'est que le Parti soit en retard par rapport aux événements. Nous l'avons été pour les traités d'Union Européenne Spinelli. Notre groupe avait décidé de s'abstenir.
Quelques jours après, Mitterrand s'engageait en sa faveur. Nous nous sommes tus sur les perspectives des Etats-Unis d'Europe pour les présidentielles. Le Président a été dans cette direction.
Pensez-vous vraiment qu'en 1989, année du bicentenaire, on puisse penser que la France soit silencieuse sur le déficit démographique de la Communauté européenne ?
On passe son temps à dire que la France sera moteur de l'Europe politique et cette année, la présidence de la Communauté européenne, dans les 6 derniers mois, dont le mois de juillet, la France ne prendrait pas d'initiatives notoires pour faire proposer l'Europe politique ?
Je ne peux pas croire que le Parti Socialiste se résigne - en l'absence d'initiatives sur ce terrain - et c'est donc ce que je voulais vous proposer et que l'on puisse

Collection Jean Daniel

inscrire sur notre manifeste.
(Applaudissements)

Le président - Compte tenu du grand nombre d'orateurs inscrits - environ une quinzaine - je demande aux orateurs suivant de faire un effort pour limiter leur temps de parole, afin que nous puissions clore cette séance à une heure raisonnable.
Merci.
Le parole est à Jean-Claude Duchalard, d'Ile et Vilaine, et que Gilbert Annette de la Réunion se prépare.

Jean-Claude Duchalard

Mes chers camarades, vous n'êtes pas sans savoir que la Bretagne est une région dynamique qui bien qu'exemplaire à la plupart des pays de la Communauté européenne, s'est impliquée avec enthousiasme dans la bataille économique européenne.
Vous n'êtes pas sans savoir que depuis une dizaine d'années, élection après élection, ville après ville, les Socialistes ont marqué avec force leur présence en Bretagne.
Cela ne fut pas facile mais aujourd'hui la Bretagne n'est plus la région qu'elle fut pendant longtemps. Elle devient terre Socialiste.
Si François Mitterrand a pu gagner les élections présidentielles de 1981, l'évolution politiquement favorable de ma région, y a été aussi un peu pour quelque chose.
Aussi, mes camarades, imaginez avec quelles réactions négatives les hommes et les femmes de Bretagne ont pris connaissance du fait que notre région n'y apparaissait qu'en pointillé ? Ceci dans la liste présentée par le Parti Socialiste alors que les autres listes politiques intègrent en ce moment et intègreront des bretons en position décente, voire éligible.
Mes camarades, les hommes et les femmes de notre région ont ressenti cela et le mot n'est pas trop fort, comme la marque d'un certain mépris.
Comment leur en vouloir ?
Il y a là injustice, méconnaissance de la réalité territoriale, erreur politique, qui collera pendant 5 ans à la peau des Socialistes bretons.
Comment voulez-vous que nous puissions expliquer aux hommes et aux femmes de Bretagne que notre région n'a point une place raisonnable dans notre liste, alors que par exemple une commune du nord, je crois, a deux candidats en position éligible ?
Mes camarades, je me dois d'être l'interprète à cette convention de tous les militants bretons Socialistes et demander qu'un candidat breton trouve une place satisfaisante dans notre liste.
Que Laurent Fabius sache que les militants Socialistes bretons seront tous à ses côtés, mais il convient à notre Parti de créer les conditions pour gagner en Bretagne comme ailleurs.

Convention Jean Jaurès

Mes camarades, je vous remercie de votre attention.

Le président - Merci Jean-Claude pour ces précisions. Gilbert Annette de la Réunion.
Que Didier Motchane se prépare.

Gilbert Annette

Chers camarades, je voudrais tout d'abord, à cette tribune, dire combien la déception et l'amertume habitent les militants et les dirigeants Socialistes de l'Outremer français.
Déception quand au texte proposé qui est insuffisant ; je dirai même indigent. Je sais que, sur ce plan, nous n'aurons pas de mal à l'enrichir ensemble car, en fait, le véritable problème n'est pas là. Le problème qui se pose à l'Outremer français est en fait la place que le Parti Socialiste lui réserve. Nous savons - et en écoutant les représentants du Limousin, de la Bretagne, je mesure la difficulté au même titre que chacun d'entre vous - la difficulté d'élaborer une liste qui satisfasse tout le monde. Certes, la logique qui a présidé à l'élaboration de cette liste est celle des sensibilités. Mais chacun en évoquant les prochains débats sur de nouvelles modalités a anticipé en réalité et posé le problème de l'absence de prise en compte de représentation territoriale dans la constitution de cette liste européenne et c'est une grave faiblesse.
En effet, comment l'Outremer français qui présente, et chacun le sait, des particularités grandes, peut-il avoir un représentant laissé en situation d'exclusion ?
Chacun sait que les départements et régions sont encore marqués par une histoire récente colonialiste, chacun sait que l'intégration européenne est un fantastique pari qui nourrit à la fois espoir et angoisse, et chacun comprend qu'il est absolument indispensable que l'Outremer français soit directement représenté au Parlement européen pour défendre ses populations.
Lorsque nous observons la constitution de cette liste nous notons que le représentant de l'Outremer français, Jean-Yves Dalleau, vice-président du Conseil régional de la Réunion, est à la vingt-septième place, c'est-à-dire précisément en dehors de l'éligibilité. Je crois qu'il y a là véritablement une forme de mépris. C'était la position du représentant de l'Outremer dans la liste précédente, en 1984. Et, Jean Crusol, notre représentant, a en effet siégé huit mois à la suite d'événement malheureux, de décès, de nominations. Et voilà où nous allons loger le représentant de l'Outremer français ! Attendre, compter sur les événements pour pouvoir défendre au sein du Parlement français les dossiers de l'Outremer français. Et ce sont des dossiers difficiles.
Eh bien, mes chers camarades, je pense qu'il est encore temps d'amender cette liste, de prendre en compte, non pas intégralement bien entendu, la représentation territoriale, chacun l'imagine, mais par contre faire reposer cette liste sur la logique exclusive des sensibilités c'est méconnaître un certain nombre de paramètres.

En tous les cas nous souhaitons que nos camarades Socialistes prennent en compte un certain nombre de changements opérés depuis 1984.
L'Outremer français a fait partout progresser le courant Socialiste. Qu'il s'agisse des départements, des régions, nous avons remporté des victoires significatives, grâce certes au travail des gouvernements successifs, grâce aussi au travail de nos militants et de nos dirigeants. Et tout dernièrement nous avons conquis sur le RPR la principale ville de l'Outremer, Saint-Denis de la Réunion.
Eh bien, comment laisser cette évolution, cette progression sans réponse ? Alors qu'ici et là on perçoit des primes à la réussite, pourquoi cette notion ne concernerait-elle pas l'Outremer français ? En tous les cas nous pensons qu'il est temps de réagir, au moment ou nous avons que des représentants de l'Outremer siégeront, en position d'éligibilité, sur la liste de l'UDF, qu'un représentant martiniquais sera en position sur la liste écologiste, puisqu'il sera cinquième - il s'agit d'un indépendantiste - comment accepter qu'aucun Socialiste d'Outremer ne siège au Parlement européen ?
C'est tout simplement inacceptable et je vous demande de modifier cette situation en situant clairement le représentant de l'Outremer français en position d'éligibilité sure, c'est-à-dire dans les 20 premiers de la liste Socialiste.
Merci.
(Applaudissements)

Le président - Avant de donner la parole à Didier Motchane, notre camarade Bodin va vous faire le compte rendu de la Commission des mandats.

Yannick Bodin

Mes chers camarades, la Commission de vérification des mandats vient de terminer ses travaux. Je vous donne communication des résultats des votes indicatifs qui ont été émis lors des conventions fédérales.
En ce qui concerne le quitus à accorder à la direction nationale, sur 6052 mandats, pour : 4179, ce qui représente 86,08% des mandats exprimés, contre : 676 mandats, c'est-à-dire 13,92% des mandats exprimés ; en abstentions, 232 mandats, en refus de vote, 965 mandats.
En ce qui concerne le texte du manifeste pour les élections européennes, sur 6052 mandats, pour : 5235, 99,15% des mandats exprimés, contre : 45, 0,85%, abstentions, 312 mandats, refus de vote, 460 mandats.
En ce qui concerne la proposition de liste qui a été présentée aux fédérations par le Comité directeur, sur 5403 mandats, la liste a obtenu 4373 mandats, c'est-à-dire 73,4% des mandats exprimés, les contre, 1282 mandats, soit 26,96% des mandats exprimés, en abstentions, 366 mandats, en refus de vote, 282 mandats.
La Commission de vérification des mandats, unanime, soumet à la convention et à la Commission des résolutions ces votes indicatifs.
Je vous remercie.

Le président - Merci.

Fondation Jean-Jaurès

La parole est à Didier Motchane.

Didier Motchane

Chers amis, je vais essayer d'être précis, et ennuyeux.
J'ai écouté attentivement les interventions, j'ai écouté attentivement, comme d'habitude, l'intervention de Gérard Fuchs, et je dois dire que je me suis trouvé extrêmement d'accord avec ce qu'il a dit, à deux nuances près.
Je ne crois pas qu'on puisse dire qu'un compromis est toujours préférable à l'isolement : quel compromis ? Quel isolement ? Je pense que l'opiniâtreté politique n'isole pas mais permet des compromis acceptables. Mais surtout, ce qui me parait manquer dans cette réflexion, c'est moins ce qui a été dit que ce qui n'a pas été dit sur la situation des forces sociales et politiques et leurs rapports en Europe sont-ils aujourd'hui tels que nous ayons la moindre chance de pouvoir donner une réalité à cette primauté de la politique sur le marché, le moindre contenu à cette Europe sociale sans laquelle nous répétons qu'il n'y aura pas d'Europe qui vaille, et d'ailleurs qu'il n'y aura pas d'Europe du tout ?
Est-ce que nous pouvons faire l'économie d'une analyse du rapport de forces ? Et si notre regard nous fait découvrir que ce rapport de forces n'est actuellement pas favorable à notre politique, est-ce que nous pouvons faire l'économie de la question de savoir comment, aujourd'hui, dans les mois qui viennent, à travers les responsabilités qu'a en particulier la France qui exercera la présidence de la communauté, nous pourrons modifier ce rapport de forces, nous pourrons nous donner de meilleures chances d'arriver à un meilleur compromis ?
J'ai l'intention de vous présenter, et de commenter ensuite l'amendement que, pour cette raison, Pierre Guidoni avait présenté au Bureau exécutif et dont la Commission discutera tout à l'heure.
Je vais vous lire ce texte, il n'est pas long, et j'en ferai ensuite le commentaire.
La question décisive - pour l'Europe - est celle de la place respective de la démocratie et du marché. Les Communistes remplaçaient l'une et l'autre par la bureaucratie, les libéraux substituent celui-ci à celle-là. Il s'agit de savoir qui décide en dernier ressort, des citoyens ou des marchands ? Choisir l'économie mixte, c'est remettre les uns et les autres à leur place.
Dans cet esprit, la mise en œuvre de l'acte unique européen, c'est-à-dire l'établissement d'un grand marché intérieur communautaire, devrait être une étape importante pour le développement d'une véritable communauté. Mais les Socialistes constatent que la démarche actuelle comporte le risque de faire marcher le véritable ressort du développement communautaire, c'est-à-dire de faire de la communauté européenne cette zone de libre échange que Mme Thatcher, entre autres, appelle de ses vœux.
En effet, la libéralisation des mouvements de capitaux est prévue pour le 1er juillet 1990, avant tout le reste. Cette priorité, accordée aux mouvements de capitaux, pèse fortement en faveur de la déréglementation maximum et de l'alignement vers le bas des législations nationales dont l'harmonisation reste à faire. C'est en particulier le cas de la position de l'épargne qui doit accompagner

la libéralisation des mouvements de capitaux, c'est le cas de la coopération monétaire ou la dissymétrie actuelle du système monétaire européen assujetti le financement de l'économie, et notamment les taux d'intérêt, non pas à une politique communautaire mais aux décisions que la Bundesbank croit devoir prendre en fonction de ses appréciations de l'intérêt de l'économie allemande, c'est enfin le cas d'une législation sociale communautaire qui n'est pas encore entrée dans la réalité et à laquelle on sait que le patronat des pays concernés, mais aussi une majorité de gouvernements, sont opposés.

C'est donc vraiment, si l'on ne redresse pas la barre, l'Europe du capital qui structurera le grand marché et, à travers lui, l'avenir de la communauté.

Les Socialistes estiment donc que la mise en œuvre de la directive du 13 juin 1988 sur la libéralisation des mouvements de capitaux et la libre prestation des services financiers, dont le principe n'est pas en cause, ne pourra être effectif que si les contre-parties ont été obtenues dans les domaines suivants : gestion en commun de la parité du dollar et de l'écu devenu partie intégrante des réserves monétaires des banques centrales ; définition d'une politique commerciale commune pour éviter de faire de l'Europe une passoire ; harmonisation de la fiscalité sur le capital par alignement sur les législations qui pénalisent le moins les revenus du travail.

Ces contre-parties et la libération des mouvements de capitaux seront les premiers pas concrets sur la voie de l'Europe sociale.

Mon commentaire se fera en trois points.

1) Il faut dire que la démarche qui a été choisie pour la mise en œuvre de l'acte unique manifeste une rupture avec la logique antérieur de la construction européenne et met en péril le principe même d'une construction européenne.
2) En second lieu, il faut que nous mettions tout en œuvre pour renforcer la main de ceux qui, comme nous-mêmes, et par conséquent d'abord notre main, font de l'Europe sociale à la fois un objectif et une condition de la construction européenne.
3) Enfin, il faut que ce débat, qui dans une assez large mesure commence aujourd'hui, fasse comprendre que les enjeux européens et les enjeux politiques, les enjeux de la politique intérieure française sont, au fond, les mêmes : ce qui est en cause c'est le rôle de la démocratie.

Ce n'est pas la question de la place affective du plan et du marché, mais la question de savoir en définitive qui doit commander, de la politique ou du marché. C'est en réalité aujourd'hui qu'il est devenu indispensable de se rendre compte que la formule de l'économie mixte veut dire quelque chose, faute de quoi le discours de la Gauche deviendrait dangereusement indiscernable de celui de nos adversaires politiques.

Sur le premier point, je crois qu'on peut le résumer très vite de la manière suivante : jusque vers le milieu des années 70, le grand débat européen mettait aux prises, si je peux dire, d'une part ceux qui pensaient que la construction de l'Europe devait partir de postulat d'une nation européenne, dont on savait bien qu'elle n'existait pas, qu'elle n'existera certainement pas avant un siècle ou

Collection Jean Jaurès

deux, mais dont on pensait qu'il fallait faire comme si elle existait pour en tirer les conséquences, celles-ci étant une construction européenne effaçant progressivement la réalité des nations. D'autre part, ceux qui pensaient que cette construction européenne devait se faire à partir des nations européennes par une dévolution progressive des pouvoirs mis au service de politiques communes.
Ce qu'il faut remarquer, mes camarades, c'est que quelle que soit l'importance des différentes de points de vue, les uns et les autres avaient tout de même quelque chose en commun. Ce dénominateur commun c'était la conviction que de toute manière c'était la politique, c'était la démocratie, c'était la discussion qui devaient décider. Sans doute, on commençait l'Europe par l'économie, le traité de Rome c'était une décision politique, il s'agissait de faire une communauté des politiques communes, il s'agissait d'ajouter à la politique agricole commune une politique industrielle, sociale, régionale, etc.
Lorsqu'on s'est aperçu que l'Europe était en panne, comme on l'a dit - et elle était en panne pour deux raisons, la première parce que dans une certaine mesure ses objectifs diplomatiques et politiques avaient été atteints, la réconciliation franco-allemande, la seconde raison c'est que le projet politique qui aurait pu, lui, servir de moteur, se trouvait mis en cause par la crise - ce projet politique, cette espèce de conviction keynésienne qui était commun aux Socialistes, aux socio-démocrates, aux chrétiens démocrates, on a fait l'acte unique et on a décidé de la relance européenne.
Et ceci a à peu près coïncidé avec l'élection au suffrage universel du Parlement européen.
Ce que l'on n'a pas vu mais ce que l'on a fait, c'est que la démarche pour la réalisation de l'acte unique tournait le dos à la construction, à la réalisation de la communauté, et ceci, pour l'essentiel, de deux manières.
Premièrement, les blocages politiques, l'impossibilité d'ajouter des politiques communes à la politique agricole, on a décidé de les contourner. Cela s'est appelé la généralisation du principe de la reconnaissance mutuelle des législations nationales, c'est-à-dire que chaque état-membre reconnaît la validité de la législation des autres, sous réserve d'un minimum communautaire qui est toujours minimum. Il y a des règles d'hygiène et de sécurité qui font l'objet de directives communautaires qui interdisent de mettre de l'huile de moteur dans le vin, par exemple, mais ce à quoi on assiste, c'est à l'abandon complet de l'ambition de faire des politiques communes. Autrement dit, on efface les frontières sans tracer des politiques.
Le deuxième élément de cette démarche, c'est la décision qui a été acceptée l'année dernière par tous les états membres de commencer la réalisation du grand marché intérieur par la libération des mouvements de capitaux, sans que rien n'ait été désigné ni même, à l'époque, aucune négociation engagée sur l'harmonisation fiscale, le contenu de cet espace social européen dont on a raison de parler beaucoup mais qui est à peu près totalement vide.
Autrement dit, nous, nous sommes actuellement dans une position où notre faiblesse de négociations est considérable puisque l'on peut dire que tout se passe comme si nous nous étions défaussés de notre atout-maître, en tout cas

d'un de nos atouts principaux.
C'est la raison pour laquelle nous pensons qu'il est indispensable de renforcer la main du Président de la République et du gouvernement. Il est indispensable que le Parti Socialiste, qui parle à juste titre et souvent avec éloquence du contenu politique et social de l'Europe, dise clairement qu'il faut renverser cette démarche, qu'il faut la rééquilibrer c'est-à-dire que la mise en œuvre de la libération des capitaux doit être suspendue à un certain nombre de conditions minimum.
Certains pourront avoir la crainte que cette intervention du Parti Socialiste aujourd'hui n'affaiblisse la position des représentants de la France. Je pense, mes camarades, que c'est exactement le contraire qui se produira ; c'est exactement du contraire qu'il s'agit. Il appartient au Parti Socialiste de faire prendre conscience aux Français mais, à travers eux, à l'ensemble des Européens concernés, des conditions à travers lesquelles cette question que nous répétons : l'Europe, mais quelle Europe ? Est une question sérieuse, concrète, qui ne peut être prise au sérieux que si nous établissons clairement l'ordre de nos raisons et que si nous en tirons les conséquences.
Je résumais, et j'en viens au fond de l'affaire, cette question de l'Europe aujourd'hui : s'agit-il pour nous, s'agit-il pour elle d'organiser ses marchés ou de se laisser organiser par ses marchés ?
Ce que je n'ai pas trouvé clairement dit ni écrit jusqu'à présent, c'est qu'il est clair que c'est la deuxième partie de cet énoncé qui reflète la vérité.
Personne, personne ne peut dire le contraire, et il ne suffit pas de former des vœux, des souhaits, nous ne sommes pas tout seuls. En Europe, nous ne sommes pas tout seuls.
Enfin, et je terminerai par là, je ne sais pas si beaucoup d'entre vous, camarades, ont eu la curiosité de lire la plateforme électorale de l'UDF et du RPR. Certes, il est possible de voir un certain nombre de différences avec la nôtre. Nous ne disons pas, par exemple, que l'un des buts de l'Europe, c'est de diminuer les impôts. Nous ne le disons pas, mais nous prenons un chemin qui, on a eu l'occasion de le répéter tout à l'heure, appauvrira fortement l'Etat et mettra les moyens de la solidarité, du service public en France, dans une situation encore plus difficile que celle à laquelle nous avons à faire face.
Mais, au-delà de cela, sur les objectifs, la Droite, à sa manière, qui n'est pas la meilleure, sur la solidarité, sur la justice, la Droite devenue européenne tiendra un discours qui n'apparaîtra pas à ce point différent si, sur les moyens, sur le contenu politique, nous ne marquons clairement les enjeux sur lesquels les électeurs ont choisi l'an passé, sur lesquels ils devront choisir à propos des élections européennes puis, dans quelques années, à propos des affaires de la France. Or, sur ces enjeux, il y a une position de la Gauche, des Socialistes. Quelle est-elle ?
C'est la politique, c'est-à-dire la démocratie, c'est-à-dire la consultation, la discussion et le contrôle des citoyens, c'est tout cela qui doit commander l'articulation de l'organisation sociale et de la vie économique.
Il est sans doute bien et indispensable de libérer l'espace, de faire sauter des

Collection Jean Lecanuet

barrières, de trouver une grande dimension. C'est bien aussi de créer les conditions d'une plus grande concurrence, d'attaquer les rentes de situation, mais cela doit se faire sous le regard et avec la volonté d'un projet politique, ou disons au moins, pour parler simplement, sous le regard et l'impulsion d'une volonté civique. C'est cela, un projet politique.
Qu'est-ce qui peut faire l'identité européenne ? A partir de quoi pourra se construire progressivement l'identité européenne et d'une Europe - on ne le dira jamais assez - dont la communauté actuelle n'est qu'une ébauche et dont les limites historiques et géographiques ne seront bien entendu pas celles de la communauté ?
Ce sur quoi pourra se construire l'identité européenne, c'est l'exigence de la démocratie sociale, c'est-à-dire l'exigence que la démocratie ne doit pas être cantonnée aux institutions politiques, qu'elle doit irriguer si je puis dire toutes les régions, toutes les activités de la société.
Si nous sommes capables de montrer la continuité, presque l'identité entre les enjeux européens et les enjeux français de la politique, alors nous cesserons de déplorer l'abstention des électeurs, le désintérêt de nos concitoyens pour l'élection européenne. Alors nous serons capables de leur montrer que ce dont il s'agit de décider, ce que nous faisons à Bruxelles et à Strasbourg, c'est la même chose que ce que nous essayons de faire à Paris.
Je pense, mes camarades, que cette position, il est absolument indispensable d'abord que notre texte politique, notre manifeste, en porte la marque, mais, très au-delà de cela, je pense qu'il est grand temps que nous nous en convainquions nous-mêmes de manière à être en mesure de l'expliquer et d'en convaincre les électeurs.
Je vous remercie.
(Applaudissements)

Le président. - La parole est à Bernard Passot (?) de l'Allier, puis René Souchon.
Pour les raisons que j'ai indiquées tout à l'heure, je demande désormais aux camarades de ne pas dépasser les cinq minutes, et aussi désagréable soit-il d'interrompre les orateurs, je leur rappellerai, au bout de cinq minutes, qu'ils ont dépassé leur temps.

Bernard Passot

Chers camarades, il n'est pas fréquent qu'une convention fédérale se trouve unanime pour contester une décision ou une proposition du Comité directeur et c'est une tâche difficile pour un Premier secrétaire fédéral que de venir demander à la tribune de la Convention nationale la modification de cette proposition.
C'est pourtant ce que je suis mandaté pour faire aujourd'hui, au nom de la fédération de l'Allier unanime pour rejeter la liste des candidats aux élections européennes telle qu'elle a été soumise au vote des militants.

Coll. Fondation Jean Jaurès

Bien entendu, ce rejet ne vise pas tel ou tel des camarades qui y figurent, et en particulier le premier d'entre eux, Laurent Fabius dont la désignation a été approuvée à l'unanimité, mais, parmi tous les critères qu'il faut prendre en compte pour constituer une telle liste - difficile à définir, on nous l'a signalé - l'équilibre interne entre les composantes du Parti et la représentation des personnalités de la majorité présidentielle, le quota des femmes qui, cette fois, est largement réalisé ou à peu près, l'origine socioprofessionnelle des candidats et, enfin, la répartition géographique. Ce dernier point semble avoir été particulièrement oublié puisque plusieurs régions n'ont pas de représentant éligible !
La région Auvergne est dans ce cas.
Aussi, nous ne poserions aucune candidature éligible face à la liste des tenants du libéralisme et de l'Europe des marchands qui va être conduite par un Auvergnat, Valéry Giscard d'Estaing, et qui inclura vraisemblablement aussi De Baptiste dont l'impact sur le monde agricole se ressentira lourdement dans nos départements ruraux.
La région Auvergne, déjà défavorisée, serait ainsi exclue de toute représentation Socialiste au Parlement européen.
Cela nous apparaît d'autant plus injuste que nous avons un camarade sortant. Louis Eyraud, de la Haute-Loire, Européen convaincu, dont l'assiduité à Strasbourg et Bruxelles est bien connue dans nos fédérations, et dont la présence sur le terrain a été remarquable.
Connaissant bien les problèmes agricoles, il est capable de faire passer le message Socialiste auprès des populations rurales, que le Parti Communiste incite quotidiennement à contester l'Europe.
Aussi, je demanderai avec une vive insistance, au nom de la fédération de l'Allier, que la Convention nationale rétablisse Louis Eyraud dans une position éligible.
Je vous remercie.
(Applaudissements)

Le président - Merci.
La parole est à René Souchon du Cantal.

René Souchon

Mes chers camarades, j'interviens ici au nom de notre toute petite fédération du Cantal qui ne se manifeste pas très souvent ni dans les Congrès, ni dans les conventions mais qui a estimé cette fois que la façon dont notre liste pour les élections européennes a été établie mérite des réactions et des protestations.
Cette liste n'a pas été approuvée par une seule section du Cantal et elle a fait l'unanimité des contre non pas par rapport à telle ou telle personne, mais par rapport à sa composition, à la façon dont elle était composée et au résultat final.
Comment ne pas trouver étonnant, pour ne pas employer un terme plus fort, qu'une ville puisse avoir deux représentants, qu'un département puisse avoir

Fondation Jean Jaurès

deux représentants au motif qu'ils appartiennent à deux courants différents, et que des régions entières soient sans représentation demain au Parlement européen parce que n'ayant pas de candidats en position éligible.
L'Auvergne fait partie de celles-là et c'est d'autant plus grave qu'il y aura au moins trois députés européens de droite en Auvergne dont M. Giscard d'Estaing.
Il faut avouer que c'est une maladresse politique considérable de n'opposer personne à une personnalité comme M. Giscard d'Estaing.
Dans une période où les électeurs ont de plus en plus tendance à se déterminer en fonction des hommes et des femmes plus parfois qu'en fonction des idées, eh bien, on peut avoir quelques craintes sur le sort de nos propres listes en région Auvergne, et franchement il y a des moments où nous nous interrogeons sur les raisons d'un tel cadeau à M. Giscard d'Estaing par rapport à la région dont il est le président.
En fait, derrière tout cela, il y a des modalités de fonctionnement interne de notre Parti qui, même si elles sont anciennes, sont devenues pour une bonne part perverses et aboutissent à des résultats aberrants, ceux que les uns après les autres nous avons dénoncé à cette tribune.
Nous qui prônons la modernité, nous avons des règles de fonctionnement sur bien des points archaïques, qui pourraient très vite nous amener à des déboires électoraux importants si nous n'y prenons garde.
Un vent de rénovation, n'ayons pas peur du mot, doit aussi souffler sur le Parti Socialiste, et le plus vite sera le mieux ! Un parti qui dans de telles circonstances, à un moment clé de la construction européenne, fait une désignation de candidats en fonction de courants et de sous-courants, qui se réfère plus à un futur présidentiel hypothétique qu'à une dimension idéologique, est un parti qui vit selon des modalités qui le coupent de la vie quotidienne des Françaises et des Français.
Prenons garde, camarades, à ces machineries infernales, incompréhensibles pour les Français. Avec de telles pratiques, nous nous condamnons à vivre chaque jour un peu plus de discrédit malheureusement dans l'opinion.
Il nous semble que dans une période de mutation aussi accélérée que celle que nous vivons, eh bien, l'origine géographique avec au minimum un représentant par région - qu'on ne nous dise pas que ce n'est pas possible quand on met deux représentants d'une même ville ou deux représentants d'un même département - l'appartenance socioprofessionnelle la compétence devraient être des critères de décision qui priment sur l'appartenance à une paroisse.
La deuxième préoccupation des Socialistes cantaliens tient à la place faite par le manifeste européen au monde rural et à son devenir.
Généralement, et c'est là le débat d'idées, nous sommes au Parti Socialiste assez généreux en cette matière dans le discours. Cette fois ce n'est même pas le cas. Réduire en effet la politique d'aménagement du territoire, donc l'aménagement rural, à la réforme des fonds structurels européens, comme le fait entendre ou comme semble le faire entendre le manifeste, c'est accepter que 40% du territoire français soit demain constitué de "zones rurales fragiles confrontées à un grave problème de conversion". J'extrais la phrase du projet de loi sur le

Fondation Jean Jaurès

10ème plan qui va venir cette semaine en discussion à l'Assemblée. Ce n'est pas une invention des Socialistes cantaliens ni de René Souchon.
Le monde rural concerne par ailleurs environ 15 millions de Françaises et de Français. C'est un enjeu essentiel pour la fin du siècle, mais aussi dans toute l'Europe du sud, en termes d'aménagement du territoire et d'occupation de l'espace. La Commission des communautés européennes me semble avoir relativement bien perçu ce problème, mais notre Parti, lui, semble toujours éprouver quelques réticences à prôner dans ce domaine une approche dynamique, novatrice et porteuse d'avenir.
Cessons, chers camarades, en particulier de dire, ou de laisser entendre, comme c'est le cas, en particulier dans le manifeste, que l'avenir du monde rural se résume à la politique agricole. Il y a aujourd'hui en France et dans l'Europe un monde rural qui a des spécificités, ou l'agriculture joue, certes, un rôle économique important, mais où les agriculteurs sont de plus en plus minoritaires, ou il y a bien d'autres activités économiques existantes, et surtout à développer, à coté de l'agriculture, et, qui plus est, des activités économiques porteuses d'avenir parce que créatrices d'emplois.
Il est frappant par exemple que le manifeste soit totalement muet sur la nécessité d'augmenter la ressource forestière de l'Europe, alors que c'est un problème crucial pour les décennies à venir.
Mes chers camarades, l'agriculture n'a jamais passionné notre Parti, hélas ; le monde rural, que l'on réduit, à tort, et selon une approche dépassé, à l'agriculture, pas davantage. Mais c'est méconnaître la réalité politique et économique que d'en rester là. Dans ce domaine aussi il faut comme un nouveau souffle, puisqu'il est si difficile de faire comprendre que le monde rural ce n'est pas l'agriculture et que l'agriculture ce n'est pas le monde rural.
Puisqu'il ne semble guère possible de convaincre de l'enjeu à travers une approche économique, eh bien, cédons à la mode. La mode : l'écologie, l'environnement. Voilà un sujet qui vient tous les jours à la une de nos journaux actuellement et qui est indiscutablement porteur. On s'est passionné pour le dépérissement des forêts, pour la destruction de la couche d'ozone, pour le saccage de la forêt tropicale, et en particulier de la forêt amazonienne. Ce sont là des faits, des dossiers tout à fait préoccupants.
Mais, mes chers camarades, aujourd'hui notre plus grande réserve de nature dans ce pays, en Europe, elle est dans le monde rural, et par delà les pollutions atmosphériques, ce qui menace le plus cette nature, c'est tout simplement la lente disparition des hommes qui entretiennent cette nature.
La disparition des agriculteurs, par exemple en France : 600 000 exploitations, nous dit le CNASEA, en l'an 2000, c'est-à-dire dans onze ans, contre un peu plus de 900 000 aujourd'hui. Diminution des exploitations agricoles qui entraîne la diminution des artisans, des commerçants, des fonctionnaires, qui entraîne elle-même la disparition des services, bref la disparition de la vie, avec tout ce que cela implique de non-entretien des équipements et tout ce que cela implique de non-entretien de l'environnement.
La forêt méditerranéenne, par exemple, ne brûlait pas lorsqu'il y avait une

Collection Jean Poperen

activité économique et une forte présence humaine. On sait aujourd'hui ce qui s'y passe. L'activité économique est donc devenue trop rare, au nom de la loi du marché. Et nous sommes en train, au nom de la même logique marchande, de condamner 40% du territoire français à la fragilisation, à la désertification, dans l'indifférence, non pas générale, mais dans une forte indifférence des principaux partis qui ne se souviennent de l'existence du monde rural que dans les périodes d'élections locales, parce qu'en définitive nous avons beaucoup, beaucoup d'élus, au Parti Socialiste, qui ont besoin de ces voix des ruraux.
Mon invite, mes chers camarades, et ce sera ma conclusion, c'est que les Socialistes français soient à la pointe du combat pour une politique d'aménagement du territoire européen, et notamment du territoire rural. Le monde rural n'est pas du tout un fardeau pour la nation ni pour l'Europe aujourd'hui. C'est au contraire un véritable laboratoire d'innovations sur tous les plans. Le développement local, c'est dans le milieu rural qu'il trouve son terrain privilégié d'expression. Les nouveaux rapports sociaux, les nouveaux contrats de travail, c'est à travers ce qui se fait dans le monde rural, la pluri-activité, qu'on peut les expérimenter, et bien d'autres choses encore...
Etre à la pointe du combat pour l'aménagement du territoire, c'est sans doute l'une des meilleures occasions que nous ayons de démontrer que la lutte pour l'environnement n'est pas dissociable d'une approche politique ou économique, et que les Socialistes sont sans doute parmi les meilleurs protecteurs de la nature, parce qu'ils intègrent précisément les conséquences économiques de leurs choix politiques.
Il n'y aura pas, mes chers camarades, d'Europe de la justice sociale, du progrès et de la paix, comme le dit cette banderole, s'il n'y a pas un équilibre des territoires et s'il n'y a pas pour y parvenir des politiques très volontaristes qui nous renvoient au problème de l'Europe politique, bien entendu, car l'Europe des marchands, c'est aux déséquilibres du territoire qu'elle conduit tout droit...
Alors nous souhaitons que la campagne qui va s'ouvrir soit le moyen d'afficher avec force un objectif qui doit être essentiel pour les Socialistes, et par delà nous souhaitons que la Commission des résolutions puisse améliorer sensiblement le texte du manifeste sur ce point.
Je vous remercie.
(Applaudissements)

Le président - Françoise Seligmann va vous donner le complément de la liste de la Commission des résolutions.

Françoise Seligmann

Voici la liste qui complète la Commission des résolutions dont je vous ai lu tout à l'heure la composition. Ce sont les suppléants.
Martine Buron, Pierre Bourguignon, Marie-Arlette Carlotti, Michel Debout, Jean-Pierre Demeyrat, Roger Fourvière, Louis Mexandeau.

Coll. Fondation Jean Jaurès

Le président - Laurent Croce, tu as la parole.

Laurent Croce

Chers camarades, rassurez-vous, je ne vais pas vous parler des problèmes que connaît aujourd'hui la Corse, on en a bien assez parlé et j'ai le sentiment que l'opinion des camarades de la convention vis-à-vis de la Corse ne doit pas être très éloignée de celle de l'ensemble des Français du continent !
Je dirai simplement que si nous n'avons pas toujours très bien compris où le gouvernement voulait en venir, cela ne nous a pas empêchés de le soutenir dans cette affaire, comme nous avons toujours soutenu Pierre Joxe qui fait en Corse un travail remarquable d'intelligence et de ténacité.
(Applaudissements)
C'est au Parti aujourd'hui rassemblé, à l'ensemble du Parti, à toutes ses sensibilités, que je m'adresse, et je dois dire très franchement que nous ne comprenons pas non plus très bien où il veut en venir, en ce qui concerne la Corse et les fédérations de Corse.
Pendant des lustres, nous avons été systématiquement sacrifiés aux accords passés à Paris avec le Mouvement des Radicaux de Gauche, qui a toujours représenté et représente encore dans l'île l'opposition la plus résolue au changement et au progrès des idées que nous défendons ensemble ici.
C'est ainsi, mes chers camarades, qu'en juin dernier le Parti imposait à la fédération de la Haute Corse les candidats hérités du MRG. J'ai dû alors, pour éviter une crise majeure chez nos camarades de Corse, entrer moi-même en dissidence avec l'appui de toute la fédération, et c'est, comme il était prévisible, un député RPR qui a été élu.
Nous avons sans doute été naïfs, je l'avoue, en pensant que l'une des quatre candidatures individuelles présentées par les fédérations de la Corse pourraient figurer en bonne place sur la liste conduite par Laurent Fabius. Nous avons pensé, et nous avons eu tort, que le Parti aurait été sensible à la situation dans laquelle se trouvent ceux qui sont aujourd'hui en Corse chargés de défendre ces options et la politique du gouvernement Rocard.
Sans doute nos instances dirigeantes étaient-elles mal informées, sans doute ignoraient-elles que depuis 79 toutes les grandes formations politiques nationales ont tenu à ce qu'un Corse figure en position éligibles sur leurs listes. En 79 un Communiste et un RPR de Corse ont été appelés à siéger à Strasbourg par leurs formations politiques respectives, pendant qu'on nous expliquait qu'une camarade, alors secrétaire de Gaston Defferre, président du groupe à l'Assemblée Nationale, représentait la Corse : notre camarade est allée passer un séjour agréable à Strasbourg, et sans doute quelques vacances en Corse, et nous n'en avons jamais entendu parler.
En 1984 c'est encore l'actuel vice-président de l'assemblée européenne, un CNI, et même un Front National, qui sont allés représenter la Corse à Strasbourg, et toujours pas de Socialiste !
En 1989 enfin, un RPR, un centriste, et surtout Marc Simeoni, responsable du

Fondation Jean Jaurès

mouvement nationaliste, qui figure en n°3 sur la liste des Verts, siégeront à Strasbourg, et toujours pas de Socialiste !
Apparemment, et jusqu'à plus ample informé, il semblerait qu'on nous épargne cette année le Corse de service, pris à Paris et affecté à la Corse pour la représentation décentralisée de la liste, quoiqu'en cherchant un on pourrait peut-être en trouver un de présentable.
Je vous laisse le soin de mesurer le poids que la tribune de Strasbourg offrira aux nationalistes corses, dont on peut attendre un renforcement important dans les mois et les années à venir.
Le Parti, comme le gouvernement, ont sans doute choisi de faire l'impasse sur le développement du Parti Socialiste en Corse, c'est en tous cas notre sentiment. Ils l'ont constamment fait tout au long des dernières années, en s'appuyant sur le clan MRG, avec les résultats que l'on sait.
Sans doute, aujourd'hui, imagine-t-on, dans les arcanes du Parti et du gouvernement, quelque autre fine stratégie pour s'appuyer sur les nationalistes corses et la frange moderniste de la Droite corse...
Je vous laisse le soin de prévoir ce qui pourra se passer lorsque M. Chirac et le RPR décideront de siffler la fin de la récréation, et que chacun retirera son siège.
Je vous laisse le soin, chers camarades, de réfléchir à cela.
En ce qui concerne la fédération de la Haute Corse, elle m'a mandaté pour demander au camarade qui a présenté sa candidature de la retirer, dans ces conditions, en précisant à Laurent Fabius, qui a toujours su réserver aux fédérations de Corse une qualité d'accueil et une écoute exceptionnelle, que nous lui conservons notre entière amitié et qu'il ne s'agit là en aucune façon d'une manifestation inamicale à son égard.
En ce qui nous concerne, chers camarades, nous serons mobilisés, nous Socialistes corses, pour assurer la victoire de la liste Laurent Fabius, le 18 juin.
Je vous remercie.
(Applaudissements)

Le président - Merci.
La parole est à Claude Fritsch, du Bas-Rhin.
Que Hubert Bicep, de la Guadeloupe, se prépare.

Claude Fritsch

C'est la série des Socialistes de l'extérieur, je crois !...
Chers camarades, en introduction, je voudrais reprendre au bond, pour les approuver les propos tenus par Pierre Mauroy sur la méthode de constitution de notre liste. Les différentes interventions que nous venons d'entendre montrent que la méthode utilisée n'était certainement pas la meilleure, puisque beaucoup de régions ne semblent pas être représentées.
Je voudrais reprendre aussi les propos tenus par Daniel Vaillant sur la nécessité d'adresser à tous les militants les textes nationaux sur lesquels ils sont appelés à se prononcer.

Contrairement aux camarades qui m'ont précédé, je n'irai pas critiquer plus loin la liste qui a été soumise au vote des militants, puisque dans le Bas-Rhin on n'a qu'à se réjouir, d'une part, de la nomination de la tête de liste, Laurent Fabius - nous pensons qu'il pourra amener beaucoup de dynamisme à la campagne - et, d'autre part, nous sommes évidemment très satisfaits de la nomination de Catherine Trautmann en 2ème position sur la liste, Catherine Trautmann le nouveau maire de Strasbourg.

Mais vous n'êtes pas sans savoir que Strasbourg, lieu d'accueil des sessions du Parlement européen, a été déclarée récemment "cause nationale" par le gouvernement de Michel Rocard. Afin de marquer et d'appuyer solennellement cette décision, le président François Mitterrand a présenté ses vœux de nouvel an depuis Strasbourg, le 31 décembre dernier et, il y a quelques jours, en outre, a été rendu public le rapport demandé par le gouvernement à M. Villain pour renforcer les capacités de Strasbourg à accueillir les institutions européennes. Avant-hier encore, le Président Mitterrand recevait Catherine Trautmann pour traiter de ce sujet.

Or, notre projet de manifeste pour les élections européennes est étrangement muet sur ce thème. Cette lacune n'a évidemment pas échappé à notre fédération, qui demande donc au Parti, dont les positions en ce domaine n'ont jamais divergé d'avec celles du gouvernement, de la combler.

Aussi, je transmets cette demande à la Convention nationale, ici rassemblée, et je pense que cela ne soulèvera aucune difficulté.

En second lieu, je voudrais transmettre aux délégués des fédérations le regret exprimé par ma fédération de ne voir dans notre manifeste aucune référence explicite au sentiment d'appartenance à une communauté européenne culturelle et non seulement économique, aucune référence explicite par conséquent sur la nécessité de renforcer ce sentiment d'appartenance, pourtant indispensable si l'on veut motiver les citoyens des douze pays de la CEE à souhaiter davantage d'Europe au sens où nous l'entendons, à savoir davantage de démocratie, de respect et d'avancée des Droits de l'homme, de justice sociale, de tolérance et d'ouverture sur le monde.

C'est pourquoi je demande également à la convention et à la Commission des résolutions de prendre en considération notre amendement, en l'améliorant au besoin.

Enfin, au nom de cette même fédération, mais aussi au nom de milliers de travailleurs et de leurs familles résidant en Alsace et en Moselle, comme au nom de leurs organisations syndicales je demande à la Commission des résolutions et à la Convention nationale d'adopter un dernier amendement à notre manifeste.

Celui-ci concerne une situation particulièrement choquante que j'ai eu l'occasion d'évoquer à la dernière convention du mois de janvier, particulièrement choquante à l'heure où l'on ne parle que de suppression des frontières, de développement de la citoyenneté européenne et d'harmonisation fiscale dans la perspective du grand marché unique.

Il s'agit de l'incroyable accumulation de graves discriminations que subissent les travailleurs frontaliers dans l'imposition de leurs revenus salariaux. Je ne

parle que des revenus salariaux.
Lundi dernier, un responsable CFDT bas-rhinois dénombrait encore 30 cas d'imposition différents concernant seulement la France et l'Allemagne fédérale ! Ces différences impositions, pour la plupart injustifiables dans leur principe, sont autant de discriminations dont les prétextes sont soit le pays, voire la commune de résidence ou d'emploi, la qualité de salarié du privé ou du public, de salarié administratif ou commercial, la nationalité, la qualité d'actif ou de retraité, la durée et la précarité de l'emploi... Il découle des multiples dérogations prévues par les textes en vigueur, qu'ils soient internationaux, comme la convention fiscale entre la France et l'Allemagne qui date du 21 juillet 1959, ou nationaux, comme notre Code général des impôts, des distorsions considérables, et pour certaines dommageables fiscalement et économiquement pour la France, dans l'imposition sur le revenu de ces familles. (R-5
Ces discriminations ont été dénoncées déjà en 1979 par Jacques Delors, qui était alors président d'une Commission du Parlement européen, puis par de multiples résolutions du Parlement européen, dont certaines rédigées par certains de nos camarades - Henri Saby peut en témoigner, Marie-Noëlle Lienemann également, entre autres - et ce sont des discriminations qui sont autant d'atteintes au principe de l'égalité des citoyens devant l'impôt, proclamé le 26 août 1789 - rappelez-vous, chers camarades, l'article 13 de la déclaration des Droits de l'homme et du citoyen, dont nous nous préparons à fêter solennellement le bicentenaire - principe que, d'ailleurs, Pierre Bérégovoy a rappelé au mois de février dernier sur la notice qui accompagnait notre formulaire de déclaration d'impôts !
Ces discriminations constituent, en outre, des doubles impositions de fait, contraires à l'article 220 du traité de Rome, et des entraves à la liberté de circulation et d'emploi des travailleurs, proclamée dans l'article 1048 du même traité de Rome. Or, ce traité n'a pas, à ma connaissance, été dénoncé par la France et a donc force de loi dans notre pays.
Aussi, notre gouvernement à direction Socialiste s'honorerait-il en cette année du bicentenaire à faire coïncider, au nom du droit et de l'équité, les principes qui sont censés gouverner notre République avec le traitement fiscal réservé aux travailleurs frontaliers. Il suffirait, pour cela, de mettre en application, avec les Etats voisins et partenaires, le projet de directive rédigé par la Commission de Bruxelles dès 1979 et toujours soutenu par celle-ci, donc par Jacques Delors.
Cette directive prévoit l'imposition du travailleur frontalier dans le pays de résidence, quels que soient la nature de son emploi, sa nationalité, sa commune de résidence et son statut d'actif ou de retraité. C'est une mesure simple, pratique, moderne et surtout équitable.
Que Pierre Bérégovoy abandonné les combats d'arrière-garde comme celui qui consiste à élargir de quelques kilomètres d'un seul côté de la frontière la zone frontalière - c'est ce qu'on vient de nous annoncer ! - ou celui qui consiste à exclure les fonctionnaires du champ d'application de cette proposition de directive.

Pour privilégier quelques fonctionnaires - à quoi a servi la nuit du 4 août 1789, camarades ? - on n'hésite pas à en pénaliser gravement un grand nombre d'autres. Ce n'est pas de bonne politique, chers camarades, en tout cas ce n'est pas Socialiste !
Je terminerai en disant que l'harmonisation fiscale ne doit pas concerner que la TVA et les détenteurs de capitaux, mais doit d'abord concerner les revenus des travailleurs. C'est pourquoi je vous demande d'adopter l'amendement de ma fédération unanime, qui formule l'exigence de l'abolition des discriminations dans l'imposition des revenus des frontaliers, bref l'exigence de la justice fiscale et sociale qui nous unit tous fondamentalement et qui nous permettra de construire l'Europe sociale si chère à François Mitterrand et à nous tous.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Hubert Bicep, de la Guadeloupe, ensuite ce sera au tour de Pierre Guidoni.

Hubert Bicep

Camarades, j'interviens ici en tant que Premier secrétaire fédéral et au nom de la fédération Socialiste de la Guadeloupe.
Nous sommes venus, mes camarades et moi, pour débattre des élections européennes, mais la situation que connaît actuellement la Guadeloupe mérite que, devant vous, on s'y arrête un petit moment, juste le temps d'une information.
Il y a une situation de troubles. Les forces de l'ordre sont en train de s'affronter avec des militants indépendantistes, créant une situation d'instabilité, et je pense que nous devrions faire tous nos efforts pour arrêter cette situation.
En effet, comme vous l'aviez entendu par les médias, on vient d'arrêter des indépendantistes à Port-Louis, alors que nous, Socialistes, nous nous sommes prononcés pour le pardon concernant ceux qui sont incarcérés.
Soyons clairs, la Guadeloupe vit très mal ce sentiment d'injustice, d'autant plus qu'on n'a jusqu'à maintenant pas élucidé certaines affaires, et particulièrement l'affaire Salin, et qu'en même temps, en Nouvelle-Calédonie et en Corse, on amnistie pour des faits plus graves !
Il faut que la paix sociale revienne en Guadeloupe, parce que l'Europe, les problèmes européens, l'inquiétude que connaît actuellement la Guadeloupe concernant cette échéance de 1993, suffisent pour qu'on ne rajoute pas cette situation sociale désagréable.
Concernant l'Europe, nous avons, à la fédération Socialiste de la Guadeloupe, analysé la situation et le projet de manifeste du Parti. On ne s'y retrouve pas.
Pour cette raison, permettez-moi, camarades, de vous donner lecture de notre amendement. Nous le disons avec fermeté, nous souhaitons que le Parti comprenne bien le sens du combat que nous devons mener et tienne compte de notre amendement.
En effet, département français des Caraïbes, la Guadeloupe se doit d'assumer

Fondation Jean-Jaurès

cette appartenance à deux mondes, celui des nations développées et celui des économies en quête de développement.
Il y a donc urgence et nécessité de mesures d'adaptation et de dérogation à consentir à la Guadeloupe, jusqu'à ce que son niveau de développement permette la pleine application des dispositions relatives au nouvel espace économique européen de libre circulation, sans frontières intérieures.
La construction européenne doit contribuer à faire évoluer favorablement les structures économiques de la Guadeloupe en évitant d'ajouter, par ses conséquences, aux difficultés existantes.
S'agissant de la libération des mouvements de capitaux dès 1990, c'est-à-dire deux ans avant l'acte unique européen, il importe que des contreparties soient exigées, par exemple, dans la définition d'une politique commerciale, pour éviter que l'Europe du capital ne soit la seule à structurer le grand marché européen.
A ce sujet, les propositions du programme d'options spécifiques à l'éloignement et à l'insularité des Dom sont en deçà de ce que nous attendons.
Nous pensons en effet que la région des Dom doit être l'acteur de son développement, que le remplacement de l'Outremer, du représentant de l'Outremer ne saurait être envisagé.
Par ailleurs, pour mener à bien la campagne des européennes, compte tenu d'une part de l'inquiétude qui tend à se généraliser au sein de toute la population, particulièrement dans les milieux socioprofessionnels et, d'autre part, de l'impact des accords de Lomé sur les économies des départements français d'Amérique, nous demandons, tous courants confondus, que soit mis en position d'éligibilité, un ressortissant des départements français des Caraïbes dans l'esprit des modalités qui avaient présidé au classement des représentants de l'Océan Indien.
Camarades, voilà les propositions d'amendements que nous faisons à la fédération Socialiste. Vous avez compris que la campagne sera pour nous difficile pour une raison d'ordre social, et en fonction de la composition de la liste.
Je dis que le résultat dépendra du cas que vous aurez fait de nos propositions. Nous serons à la bataille mais si vous voulez que le résultat soit probant, je pense qu'il y a une décision à prendre dans le sens de celle que nous proposons.
Merci.
(Applaudissements)

Le président - Il reste 7 orateurs inscrits.
Si nous voulons terminer à 21 heures, je rappelle l'exigence de concision pour que les camarades qui veulent s'exprimer, puissent le faire dans une salle qui reste attentive.
La parole est à Pierre Guidoni puis Jean-Pierre Demerliat.

Fondation Jean Jaurès

Pierre Guidoni

Chers camarades, bien que la qualité de l'auditoire et le taux d'écoute grandissent au fur et à mesure que les heures passent, je crois que ça n'est pas le moment, ou ça n'est plus le moment de faire de trop longs développements.

Deux points simplement : l'un qui concerne la vie de notre Parti ; l'autre, notre débat d'aujourd'hui : l'Europe.

Il m'a semblé noter au tout début de cette séance, y compris dans les rapports introductifs, quelques allusions à la manière dont le Parti allait gérer dans les mois à venir ces discussions internes.

Et puisque chacun a dit son mot, il est normal que je précise quelle est et quelle sera l'attitude de mes amis.

Nous allons faire un Congrès et nous nous félicitons que ce Congrès éloigne l'aspect de la politique concrète et la réflexion sur les valeurs qui sous-tendent et qui expliquent la politique que nous menons ou que nous devrions mener. Unir les deux aspects dans un même débat et dans les mêmes textes nous paraît, à la fois, conforme à la nature des choses, et préparer un bon débat dans l'ensemble des sections et des fédérations.

Bien entendu, ce qui sera réellement en cause, c'est à la fois la vie de notre Parti, la manière dont il conçoit son rôle dans un pays, dans un monde qui a profondément changé depuis Epinay, et pourquoi ne pas le dire, le jugement porté sur la politique que nous menons concrètement et que le mène le gouvernement que nous soutenons.

Nous aurons, sur ces deux points, le jour venu, des idées à soumettre au Parti et nous pensons que ce débat devra être le plus large, le plus ouvert aussi, qu'il n'aurait pas de chances, s'il ne s'exprimait pas à l'occasion de notre prochain Congrès.

Il n'y a pas, mes chers camarades, nous avons payé un peu pour le savoir à certaines époques, cette légitimité dans notre Parti s'il n'y a pas présentation de ces idées à l'ensemble des militants.

Il n'y a pas de légitimité des courants grands ou petits, s'il n'y a pas motion, signature en bas de ces motions, et vote des militants.

J'espère que notre Congrès sera cette grande occasion de discussion très libre entre nous et, par là même, permettra le rassemblement du Parti autour de la politique qui aura été choisie, dont il est vrai que notre unité et aussi notre discipline sont un produit de la vie démocratique et ne doit jamais être un prétexte pour la freiner.

Deuxième point l'Europe. Sur ce point, nous nous sommes déjà exprimés.

Demain celui qui a le redoutable honneur de conduire notre liste présentera les grands axes de la campagne. Peut-être avons-nous encore quelques instants entre nous pour en dire un peu plus.

Il y a déjà pas mal de temps, le Président de la République avait dit, notre actuel Président - il était alors secrétaire de Parti - : l'Europe sera Socialiste ou ne sera pas.

Force est de constater que l'Europe n'est pas Socialiste. Et plus récemment,

Fondation Jean Jaurès

beaucoup plus récemment, Monsieur Stoléru a déclaré qu'à son avis, l'événement nouveau depuis 1983 - ce que nous avions découvert collectivement - c'est que le Socialisme serait européen ou ne serait pas.
Chacun d'entre vous est libre, comme moi, d'apprécier quelle est la dose exacte de Socialisme qu'il y a aujourd'hui dans la politique. Oh, pas seulement de notre gouvernement, mais de tous les gouvernements de l'Europe.
Ce ne sont pas des remarques pessimistes. C'est simplement la constatation d'une réalité : c'est que l'Europe, telle que nous la concevons, reste à construire, qu'elle n'est pas donnée, qu'elle ne nous est pas extérieure, qu'elle n'est pas une contrainte qui tombe du ciel et que nous devrions assumer qu'elle reste, pour les années à venir, une de nos tâches politiques centrales et qu'elle sera l'œuvre de notre volonté, oui, de notre volonté.
Alors on ne peut pas s'empêcher de songer, mon cher Gérard, à ce qu'a été le bizarre exercice que, les uns et les autres, nous avons fait ces derniers jours pendant que nous préparions cette convention, avec le manifeste européen d'une main, et la presse quotidienne de l'autre.
Nous lisons des phrases dans lesquelles nous sommes tout à fait d'accord... ce sont les idées que nous allons maintenant défendre devant les électeurs, notamment une certaine fermeté nécessaire, même si on peut en discuter sur le degré. J'y reviendrai.
Maintenant, en matière d'harmonisation de la fiscalité, cela va être un des grands enjeux des négociations à venir. Et puis nous apprenons qu'au hasard, les décisions sur les SICAV sont prises, qui anticipent sur certaines évolutions. Le Parti n'en a jamais parlé.
Et puis nous lisons un peu plus loin, dans le manifeste, des phrases sur le fait qu'il ne s'agit pas de faire de l'Europe une forteresse mais qu'elle doit avoir une politique commerciale sérieuse et assurer ses relations avec les Etats-Unis et le Japon sur la base de la réciprocité. Mais sur le journal que nous ouvrons, au même instant, nous voyons qu'on vient de décider qu'après tout, il était vain de s'opposer plus longtemps aux incantations japonaises et que ce que nous souhaitons simplement c'est que les Japonais soient assez gentils pour venir construire leurs usines chez nous.
Et puis nous lisons dans le manifeste des choses très justes sur l'Europe monétaire et la nécessité d'aller de l'avant dans une meilleure coordination de politique monétaire de nos pays, une meilleure compréhension entre nous et tandis que nous nous félicitons de voir tout cela dans notre manifeste, nous nous préparons à défendre tout cela dans les tribunes. Nous voyons qu'en plein Conseil, sans consulter personne, la banque fédérale a, une nouvelle fois, augmenté ses taux d'intérêt. Je pourrai continuer la liste.
Il y a ce qu'on dit, et puis il y a ce qu'on fait. Il y a les discours et il y a la politique concrète. Mon souhait, et notre souhait, non pas qu'ils se rejoignent - ce sera le débat de notre Congrès - mais que le fossé qui les sépare, soit quand même un peu moins profond parce que si nous devons, comme Parti, défendre une saine conception de l'Europe et, qu'au même instant, point par point, nous sommes contredit par les faits, si nous nous arc-boutons dans une volonté

Fondation Jean Jaurès

politique pendant que l'on glisse sur une pente si savonnée que personne ne se sent capable de s'arrêter, alors, mes camarades, nous savons déjà quelle Europe nous aurons dans quelques années, nous savons déjà quelles en seront les conséquences

Je ne dis pas sur la politique intérieure, mais sur la vie quotidienne des français et, pardonnez-moi de vous le dire, ce ne sera pas valable pour dans un mois, mais pour plus tard. Nous savons déjà ce qu'en penseront nos électeurs, ceux que nous représentons et qui nous soutiennent.

C'est, je crois, dans cet esprit, que nous devons essayer de réfléchir à ce qui va se passer maintenant.

Je terminerai sur deux mots concernant les deux grands projets qui sont, deux grands dossiers qui sont aujourd'hui à la une de l'actualité en matière européenne.

Le premier c'est bien sûr la fiscalité et l'épargne. Conséquence de la décision déjà prise comme le rappelait Didier Motchane sans aucune contre-partie sur la libre circulation des capitaux. Et comment éviter cela ?

Certains disent : elle existait déjà au niveau mondial.

On pourrait répondre : à quoi sert l'Europe si ça n'est pas à contrecarrer précisément les évolutions apparemment inévitables qui se produisent au niveau mondial ?

Mais, en tout cas, s'il doit y avoir libération totale des mouvements de capitaux, deux ans en avance sur l'acte unique, si cette libération impose une certaine harmonisation fiscale ; au moins assurons nous que nous n'allons pas purement et simplement faire le taux 0, ou sinon tous ces beaux échafaudages se résumeront à une seule réalité, parce qu'il faudra bien trouver des recettes quelque part, détaxer entièrement les riches et faire payer les pauvres.

Si nous ne voulons pas cela, il faut que le Parti tienne un langage au moins aussi dur dans un sens que celui que tiennent, non seulement les britanniques et Mme Thatcher, mais nos camarades Socialistes luxembourgeois dans l'autre sens.

Et, mes chers camarades, pardonnez-moi d'être aussi trivial, mais si nous voulons finir à 15% alors que les uns se battent si vigoureusement pour avoir 0%, il vaut mieux que nous nous demandions 30 ! Ce sera le meilleur moyen d'aider le gouvernement et le Président de la République dans leur difficile négociation.

Deuxième et dernier point, c'est l'appréciation qu'il convient de porter sur les propositions faites en matière monétaire : nous sommes les premiers, vous vous en souvenez peut-être, à avoir dit qu'il fallait sortir de la situation actuelle et que le SME ne pouvait pas rester bloqué.

Vous m'avez souvent entendu sur ce point, au point que finalement cette répétition vous est parfois un peu ennuyeuse, mais maintenant nous y sommes et si nous voulons aller aujourd'hui vers une nouvelle étape de l'Europe, c'est sur ces conditions que nous sommes appelés à nous prononcer.

Vaste débat… c'est technique, complexe... dans lequel je ne dirai qu'un mot, c'est que pour nous, Socialistes, accepter l'idée que la monnaie, la gestion de la monnaie, l'instrument monétaire, avec tout ce que cela veut dire comme

Fondation Jean Jaurès

conséquences économiques et sociales, ne dépend plus du pouvoir politique, qu'il soit national ou qu'il soit européen, mais dépendra uniquement de banques centrales gérées - Jean-Pierre Chevènement le rappelait tout à l'heure - comme l'était la banque de France avant que les Socialistes ne la nationalisent, si nous acceptons cela, c'est un changement fondamental de nos positions de principe et de ce qu'il y a de plus profond dans la conception que nous nous faisons de la politique, qu'elle soit nationale ou qu'elle soit européenne.
Jamais depuis qu'il y a des Socialistes, une telle idée ne leur est venue, toujours ils se sont battus en sens inverse. Nous sommes au pied du mur, mes chers camarades à nous maintenant de mesurer ce que l'on nous demande et quelles en sont les conséquences.
Voilà, chers camarades, pour le reste, nous nous battrons tous pour que notre liste aux élections européennes non seulement marque un grand succès, mais soit aussi une avancée des idées qui sont les nôtres sur l'Europe que nous voulons construire, celle de la liberté, celle du progrès social, celle de la paix et nous souhaitons que la différence ainsi marquée avec la politique de la Droite, au niveau national comme au niveau européen, nous permette de mobiliser très largement et d'apporter à notre Parti une nouvelle victoire en tout cas de le confirmer comme le premier Parti de France.
C'est l'enjeu réel, et vous le savez tous, de ces élections.
(Appesantissements)

Le président - La parole est à Jean-Pierre Demerliat, Haute-Vienne.

Jean-Pierre Demerliat

Chers camarades, ce que j'avais à vous dire, Robert Savy l'a exprimé mieux que je ne saurais le faire moi-même avec plus de force. C'est pourquoi je renonce à mon temps de parole.
(Applaudissements)

Le président - Merci.
La parole est à Yannick Lemasson.

Yannick Lemasson

Mes chers camarades, la fédération de l'Hérault est peinée, et c'est peu dire, de voir que la région Languedoc Roussillon ne sera pas représentée au Parlement européen.
Certes, notre camarade sera en position d'éligibilité et il le doit sûrement plus à sa notoriété de savant unanimement reconnu qu'à celle qu'il a prise auprès du corps électoral après sa récente élection à la mairie de Lodève.
Le Parti avait chargé Gérard Sutra des problèmes de l'élargissement ; depuis, Georges Sutra a bien représenté le Parti et sa position actuelle sur la liste sera sans doute un atout en Languedoc Roussillon… pour les listes adverses,

Coll. Fondation Jean Jaurès

notamment les écologistes et, bien plus grave, le Front National qui présenteront sans doute des languedociens en position d'éligibilité.
Nous considérons que dans l'Hérault Georges Sutra est un symbole et la fédération se sent mal récompensée pour ses apports au Parti lors des présidentielles, des législatives, des cantonales et tout récemment des municipales
L'importance stratégique du Languedoc Roussillon, qui était la région qui posait le plus de problèmes pour l'élargissement impose raisonnablement au Parti de placer son candidat en position d'éligibilité et, mandaté à l'unanimité par ma fédération, je vous demande de prendre sérieusement notre demande en considération.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Jean-Luc Mélenchon.

Jean-Luc Mélenchon

Mes chers camarades, si je ne renonce pas à mon tour de parole, bien que l'heure pourrait m'y inciter assez douloureusement, c'est parce que je continue à faire ce que j'ai dit aux camarades de la fédération Socialiste de l'Essonne de faire, c'est-à-dire dans le cadre du Parti de faire fonctionner jusqu'au bout le projet commun des Partis Socialistes européens.
Il m'est donné de le présenter à la convention à 9 h moins 25... on peut exprimer une certaine amertume et une certaine déception de voir qu'en définitive, on n'ait pas une plus grande confiance dans le fait que la confrontation des idées, qui après tout dans cette affaire ne sont pas si éloignées, mais le seraient elles, la confrontation des idées n'est pas un argument de mobilisation
J'ai été six ans secrétaire d'une fédération, je peux vous dire que le Parti n'a jamais été aussi bon que quand il a beaucoup discuté avant et si mauvais que quand il avait l'impression que tout était plié, ficelé.
Par conséquent, le débat est un instrument de notre lutte et un instrument de la mobilisation de ceux qui nous font confiance, parce que s'ils se reconnaissent en nous, c'est qu'ils se reconnaissent dans le goût que nous avons de la discussion, voire de la contradiction.
Je vais donc résumer ce que seront mes arguments tout à l'heure à la Commission des résolutions : faire en sorte que le document que les Socialistes français adopteront comme manifeste soit, dans les points qui me paraissent importants, dans la tonalité de ce qui est le manifeste des Partis Socialistes européens.
Après tout, qu'est-ce qui faisait obstacle à ce que le texte adopté par la communauté européenne soit discuté, puisque les Socialistes ont adopté une plateforme ? Cela aurait été un bon mouvement d'homogénéisation que de discuter de ce texte, cela aurait fait apparaître, comme l'a dit Guidoni, que pour être tous Socialistes, nous ne sommes pas tous identiques et que l'Europe reste une question ouverte à l'intérieur du mouvement Socialiste européen.

Collection Jean-Jaurès

Chers camarades, la description faite des dangers de l'Europe libérale a été assez finement et complètement analysée depuis le début de la discussion pour qu'il ne soit pas nécessaire d'y revenir.
Je dois dire que je me reconnais assez largement dans l'analyse que portait sur ce sujet notre ami Guidoni, mais après cela la question reste ouverte : quel type de réponse faut-il apporter à ce risque ? L'idée que ce soit un blocage, si petit soit-il, qui constitue une issue, est à mes yeux, comme aux yeux de beaucoup de ceux qui sont ici, une erreur.
La conclusion de l'histoire récente, c'est que trop peu d'Europe, c'est peut-être plus dangereux que trop d'Europe du point de vue de ce à quoi nous sommes attachés.
C'est la raison pour laquelle il faut, après avoir décrit ce qu'est la trajectoire libérale de l'Europe, qui n'est pas simplement une perversion du cadre européen tel qu'il serait tombé du ciel armé de bonnes intentions, mais qui est le résultat de ce fait que la construction européenne, si elle marche, c'est qu'il y a une volonté européenne, mais aussi qu'il y a une bataille économique entre les différentes puissances qui se partagent le monde, le résultat également de ce fait que, pour le capitalisme, il est intéressant d'avoir un cadre européen, cadre de bataille face au Japon, aux Etats-Unis (il suffit de voir la violence des discussions du GATT pour comprendre la tension des violences entre grandes puissances aujourd'hui), c'est la raison pour laquelle il faut dire que la trajectoire libérale est au moins autant inscrite dans les faits que la trajectoire dont nous nous réclamons tous : l'Europe Socialiste.
Mais, une fois décrits les risques, quelle peut être la volonté en Europe de transformer le cours des choses ? C'est à cette question qu'il faut répondre. Tant qu'on n'a pas répondu à cette question, c'est un débat irréel : sans qu'on voie à aucun moment où se produit la décision, il faut dire qui tranchera, on doit indiquer qui doit être l'arbitre et c'est naturellement l'Europe des citoyens, c'est naturellement une plus grande citoyenneté européenne, j'en suis d'accord et cette idée n'est pas absente du manifeste. Personne ne l'a critiqué d'ailleurs, ce texte, mais j'estime que la volonté doit être marquée plus fermement car, en définitive, c'est la seule réponse qui soit conforme à ce que sont les Socialistes.
On ne peut pas simplement décrire les malheurs qui peuvent s'abattre où les rêves dont nous sommes remplis mais on doit dire comment on peut vraiment changer les choses et associer les peuples à leur propre destin.
A partir de là, une fois qu'on a trouvé ce cadre, il est clair que la réponse à la question de savoir qui est le moteur est simple.
Il serait dommage qu'il n'y ait pas un mot sur le fait que l'Europe aujourd'hui, l'Europe à laquelle nous aspirons, a un atout : un immense bloc sociologique majoritaire de salariés la compose et certaines des revendications de ce bloc sociologique majoritaire ne sont réalisables que dans le cadre européen. Voilà un atout fantastique pour faire avancer l'Europe politique.
C'est la raison pour laquelle la bataille pour les 35 heures, qui a mobilisé d'importantes fractions du mouvement social européen, paraît un bon point d'appui pour lier la volonté de l'Europe politique et la volonté de construire

cette Europe politique sur la mobilisation sociale.
Voilà deux idées qui sont contenues dans l'amendement que j'ai présenté avec Isabelle Thomas et, en définitive, j'estime que les deux idées peuvent constituer le socle de ce que le Premier secrétaire a appelé "l'euro-gauche" nécessaire pour qu'une véritable alternative se construise à l'Europe libérale.
J'espère qu'il sera possible d'introduire cette idée dans le texte, car en définitive je n'ai pas entendu dire que si les amendements n'étaient pas appuyés, cela signifiait qu'ils ne seraient pas susceptibles d'être intégrés dans le texte.
Ce que je sais, c'est que partout où les camarades ont pu en débattre, ils ont rencontré un écho très profond qui montre qu'il y a un Parti Socialiste français qui veut vraiment l'Europe, mais à condition que ce soit l'Europe du mouvement social et l'Europe de la citoyenneté.

Le président - Gilles Josier (?) et François Lecat ont renoncé à leur intervention. Par conséquent, le dernier orateur est Louis Valentin, de la Haute-Loire.

Louis Valentin

Chers camarades, finalement quel honneur de conclure cette journée et je voudrais tout d'abord vous remercier pour la patience dont vous avez fait preuve cet après-midi.
Effectivement, je parle au nom d'une petite fédération et je voudrais exprimer ici un certain mécontentement, une certaine déception. Permettez-moi d'attirer votre attention sur deux points : un déni de justice et une erreur politique grave dont sont victimes un député européen sortant, la région Auvergne et le département de la Haute-Loire.
Déni de justice par rapport à quelqu'un qui a accompli un travail considérable pendant son mandat. La preuve, la voilà : tous les documents que vous avez pu avoir pour l'Europe, que ce soit les fiches d'information, que ce soit le dernier bulletin spécial de "Communes de France" ; il en était le principal rédacteur.
La somme de travail qu'il a accomplie montre qu'un député européen doit consacrer beaucoup de temps à son mandat pour être efficace. Pour ce qui le concerne, c'est une garantie qu'il apporte pour la prochaine législature, nonobstant l'autorité qu'il a acquise du fait de son travail, tant au sein du groupe Socialiste que dans les Commissions parlementaire au sein desquelles il siège et notamment la Commission de l'agriculture dont il est le vice-président et René Souchon vient précédemment d'en montrer toute l'importance.
Quelle injustice, finalement, de ne pas le reconduire mais aussi quelle grave erreur politique de la part de notre Parti !
Au niveau de l'Europe, pourquoi se priver finalement de la compétence et de l'expérience acquise au cours de la précédente législature ? Au moment où la mise en œuvre de l'acte unique accroît considérablement le pouvoir de décision du Parlement, il est indispensable d'avoir des gens présents au groupe et dans les Commissions pour y imposer le point de vue des Socialistes français.
La présidence française au second semestre 89 aura également besoin de cette

Fondation Jean Jaurès

expérience et de cette présence. N'oublions pas enfin que cette assemblée aura à assumer 92.
Au niveau de la région, dois-je rappeler que Giscard déjà plusieurs fois cité cet après midi, conduira une des listes adverses, que De Baptiste sera également présent, que Marlet, Secrétaire national aux fédérations pour le RPR sera présent, et bien d'autres responsables RPR, UDF et CDS, et je sais de quoi je parle lorsque je parle du CDS dans mon département, ainsi qu'un représentant des Verts seront tous en position d'éligibilité.
Faut-il donc que seuls le Parti Socialiste, et sans doute le Parti Communiste, n'aient aucun représentant ? Croyez-vous mobiliser ainsi des militants et faire se déplacer les électeurs de Gauche ? N'oublions pas qu'un mauvais score à des élections aura pour conséquence inéluctable de mauvais résultats aux élections futures et risque d'entraîner la perte d'un Conseil général, celui du Puy-de-Dôme, qui est le seul que nous possédions en Auvergne.
Ainsi offrons-nous sur un plateau l'ensemble de la région à Giscard et à la Droite. Il faut y apporter une réponse. D'ailleurs, Pierre Mauroy, des voix plus autorisées que la mienne m'en ont averti, je pense à Roger Quillot, à Michel Charasse et à tous les élus nationaux dont tu as dû recevoir les lettres.
Je reviens maintenant à mon propre département, où nous avons peiné pendant tant d'années pour inverser l'emprise d'une Droite conservatrice et sectaire, qui soi disant à Paris représenterait une aile gauche et moderne. N'oubliez pas que notre député a de ce fait accompli dans notre département une action et un rôle importants dans cette reconquête. Cette action commence à porter ses fruits. Brioude, deuxième ville du département, a été reprise et beaucoup de communes ont basculé à Gauche aux dernières municipales, tandis qu'un certain Barrot a été mis en ballottage à Yssingeaux, ainsi que le lieutenant Giscard au Puy, et cela depuis la libération.
Va-t-on anéantir ce travail du jour au lendemain ? Je ne nie pas les difficultés, mais que dire lorsque des camarades de la même région, du même département et de la même ville sont en position éligible ? Et je ne suis pas le premier à le dire.
A-t-on pensé à la représentation des régions de montagne, que Louis Eyraud a représentées activement aux travaux de l'intergroupe de la montagne au Parlement ?
En me félicitant du choix unanime pour conduire la liste de Fabius, qui a déjà su montrer ses capacités, sa compétence et son dynamisme, c'est un appel solennel que je lance à la convention et à la direction de mon parti pour qu'une telle erreur politique ne soit pas commise. Louis Eyraud doit être remonté en position d'éligibilité, et en tout état de cause avant la 25ème place avant qu'on fasse la liste définitive.
Je sais que je peux avoir confiance en vous tous et en la direction de mon Parti. Merci d'avance.
(Applaudissements)

Le président - Chers camarades, je vous remercie pour la qualité de votre

attention et vous invite à être présents demain matin à la reprise des travaux à partir de 10 heures.
La Commission des résolutions se réunira à 21 heures au siège du Parti.
La séance est levée.

Parti Socialiste
Convention nationale de Paris
22 et 23 avril 1989

Séance du dimanche 23 avril 1989

La séance est ouverte sous la présidence de Claude Estier.

Le président (Claude Estier)

La séance est ouverte. Nous avons donc ce matin à examiner les résultats des travaux de la Commission des résolutions, qui a siégé une partie de la nuit, travaux sur le manifeste européen, qui va vous être présenté par Gérard Fuchs, et sur la liste qui va vous être présentée par Marcel Debarge. Nous entendrons ensuite Laurent Fabius.
Je donne tout de suite la parole à Gérard Fuchs pour le compte rendu sur le manifeste européen.

Gérard Fuchs

Chers camarades, je vais vous demander à la fois votre attention et votre bienveillance ; votre attention de manière à vous entraîner avec le maximum d'efficacité dans les modifications du texte, que je vais vous présenter, et votre bienveillance car comme nous avons terminé vers 3 heures 30 du matin j'espère pouvoir vous présenter dans l'ordre, sans mélanger mes papiers, ce que j'ai à vous dire. Au cas où il m'arriverait un petit glissement, je vous demanderai de bien vouloir revenir avec moi au point précédent.
Nous avons reçu finalement, malgré les délais, une quantité tout à fait appréciable d'amendements, qui a approché la centaine. Compte tenu de nos conditions de travail d'hier soir, nous avons donc décidé de procéder de la manière suivante : un grand paquet d'amendements ont été considérés à priori comme d'une importance moins grande, ou relative à des modifications de rédaction qu'in n'était pas possible d'intégrer, ou au contraire comme d'une subtilité peut-être excessive. Il y a un amendement d'une fédération du sud de la France, qui proposait de remplacer quelque part dans le texte "transfert de souveraineté" par "délégation de souveraineté"... à moins que ce ne soit le contraire, je ne m'en souviens plus, mais nous avons jugé que la subtilité échapperait à un certain nombre d'adhérents du Parti, voire à certains de nos électeurs.

Collection Jean-Jaurès

Nous avons fait un premier paquet d'amendements, qui a été examiné, je peux vous le garantir, avec beaucoup de soins, par un sous-groupe de la Commission des résolutions qui, à quatre ou cinq exceptions près, a confirmé l'appréciation de la première lecture.
Ensuite, nous avons eu à un deuxième paquet d'amendements qui, lui au contraire, était caractérisé par la densité, l'importance, soit en volume, soit en qualité, parfois les deux à la fois, mais dont l'intégration, la prise en considération, nous aurait conduit à adopter ce matin un véritable livre. Le projet de manifeste est déjà d'une longueur certaine et nous avons donc décidé dans nombre de cas, de renvoyer ces amendements à des Commissions d'études du Parti.
Je prends un exemple, pour être clair, qui est celui des problèmes relatifs à la convention de Wellington sur l'Antarctique : il y a un projet de convention. Certains disent qu'il est horrible, notamment le Commandant Cousteau, qui. envisage une exploitation des ressources de ce continent ; d'autres font remarquer, non sans pertinence, que ce projet avait certes des défauts, mais que l'état actuel de la situation est pire. Donc, on ne peut pas ne rien faire. Ce débat est compliqué, il nous apparut déborder le cadre du manifeste européen, et voilà un exemple, parmi quelques autres, de problèmes que nous avons transmis aux instances compétentes du Parti, en nous disant que la réflexion devait se poursuivre, que probablement nous aurons à nous exprimer dans la campagne sur ce genre de sujet, qui était difficile à traiter en quelques lignes dans le cadre d'un texte, qui voulait rester à hauteur d'une vingtaine de pages.
Et puis, nous sommes arrivés au dernier paquet qui a mobilisé non seulement notre attention, mais notre temps, autour duquel nous avons débattu politiquement en Commission des résolutions et qui représente 18 amendements. Ce paquet de 18 amendements, je vais vous le présenter. J'ajoute qu'ils n'ont pas tous été acceptés, mais ils méritent tous un commentaire que je vais faire devant vous.
Première amendement, je vais me référer à la paginationde "PS Info", il fallait en choisir un, entre "PS Info" et "Vendredi", le premier amendement donc est en page 4, première colonne en haut, troisième ligne, et évoque l'Union Européenne. Nous étions confrontés à une proposition d'amendement de Marie-Noëlle Lienemann, qui proposait de remplacer "Union Européenne" par "Etats-Unis d'Europe".
Cet amendement a donné lieu à discussion, avec deux types d'appréciation, qui ont conduit finalement à ne pas le retenir.
Premier type d'appréciation : c'est que l'expression "Etats-Unis d'Europe" fait penser - c'est peut-être ce qu'elle cherche - à "Etats-Unis d'Amérique", mais même les plus fédéralistes d'entre nous pensent que la comparaison n'est pas totalement bienvenue pour toutes sortes de raisons.
Par ailleurs, il y a plus loin dans le texte un passage sur les institutions. Il a paru à d'autres camarades que par les Etats-Unis d'Europe, sans mentionner ce que cela voulait dire, il valait mieux détailler le chapitre "institutions" du manifeste que de retenir, sans commentaire, à cet endroit, cette expression.

Donc, cet amendement de Marie-Noëlle Lienemann a été repoussé par une majorité de la Commission des résolutions.
Ensuite, nous passons à la page 6, deuxième colonne, à la fin du deuxième paragraphe, le projet de manifeste mentionne "un certain nombre d'hypothèses concernant la croissance et l'emploi supplémentaires que pouvait engendrer le grand marché européen".
Ce texte, certains d'entre vous le savent, résultait de savants rapports commandés par la Commission. Il nous est apparu qu'il était peut-être politiquement excessif de les assumer en tant que tels dans la mesure où, ensuite, on risquai; de venir nous dire dans trois ans " il n'y a que 4 700 000 emplois, et non pas 5 millions".
Un amendement de la fédération du Rhône, de Bernard Martalet, proposait de nuancer la fin de ce paragraphe, ce que nous avons fait. Les dernières lignes disent maintenant : "on pourrait espérer un bien, on pourrait même espérer selon certaines estimations, arriver à un gain de cette croissance à 5 millions d'emplois en plus".
Ce n'est pas un programme de gouvernement ce manifeste chers camarades.
Ensuite, nous arrivons à un troisième amendement proposé par Jean-Luc Mélenchon, qui est page 8, deuxième colonne, à propos de la réduction de la durée du travail, c'est dans le troisième paragraphe. Il est consacré, avec une grande fermeté, à la réduction du temps de travail. Jean-Luc Mélenchon voulait qu'on mentionne de façon très claire et explicite les 35 heures.
Il nous apparu que depuis 1982 un certain nombre de débats avaient eu lieu entre nous, et que si la perspective de la réduction de la durée du travail demeure un de nos axes importants de lutte pour l'emploi, pour autant nous sommes aujourd'hui, à peu près tous d'accord, pour dire que cette réduction ne saurait se faire de façon uniforme dans tous les secteurs, toutes les branches de l'économie, que les rythmes pourraient être différents, que de parler de façon précise des 35 heures c'était, dans l'esprit de beaucoup, revenir à cette hypothèse de 35 heures à salaire égal, etc., et que dans la conjoncture actuelle, compte tenu de l'évolution de nos réflexions, la formule était probablement difficile à retenir.
Après débat, et compte tenu du contenu de ce troisième paragraphe qui est déjà très fort, il est indiqué que cette perspective est l'une des priorités de notre lutte pour l'emploi et que l'amendement numéro 3 ne devait pas être retenu.
L'amendement n°4 déposé par le camarade Pierre Guidoni, est celui qui a donné lieu à une assez longue discussion.
L'amendement n°4, je vous le rappelle, a été notamment défendu hier par Didier Motchane. Il propose en page 9 première colonne - là où il est question de la libre circulation des capitaux, deuxième paragraphe, prévue pour le 1er juillet 1990 - de conditionner la libération effective des capitaux à cette date aux contre parties qui sont mentionnées, dans les trois points rouges qui suivent, notamment le fameux problème de la retenue à la source de l'imposition de l'épargne.
Nous sommes très clairs, nous n'acceptons pas une forme d'Europe, où le travail

sera taxé et pas le capital. Nous pensons que la libération des mouvements de capitaux doit s'accompagner de la disparition des paradis fiscaux européens, et de modifications substantielles dans la ligne du Luxembourg et de la Grande-Bretagne. Pour autant, il y a un certain nombre d'engagements des plus hautes autorités du pays sur la date du 1er juillet 1990, et cet engagement a déjà reçu de la part de certains de nos partenaires des débuts d'exécution : la RFA par exemple a mis en œuvre de façon unilatérale de son côté une retenue à la source de 10%. Vous avez peut-être lu comme moi dans vos journaux récents que certains ministres allemands envisageraient de revenir là-dessus. C'est une position singulière qui n'est pas celle de leur gouvernement. Tant que les choses se passent avec bonne volonté de tous côtés, nous considérons que l'expression de contre-partie, telle qu'elle est dans le texte, est suffisante.

Nous avons donc rejeté après débat, et vote, l'amendement de notre camarade "Socialisme et République", 5 voix pour, 18 contre, une abstention.

Je suis très clair devant vous, il est évident que le maintien du texte en l'état est lié au maintien de la bonne volonté de nos partenaires : s'il devait s'avérer que l'hypothèse d'école selon laquelle la RFA dirait que finalement elle remet en cause la retenue à la source que nous avons instaurée, de façon unilatérale, avant même négociation communautaire, notre gouvernement se sentirait libre d'apprécier la situation, car notre position est liée à un moment de l'histoire de la discussion européenne. Pour l'instant, les choses se passent selon les modalités prévues, nous parlons de contre-parties, nous ne voulons pas parler de "conditionnalité", ce n'est pas un engagement irréversible face à toute discussion dans l'avenir.

Amendement n°5 - il est lié à l'actualité. Il résulte d'une négociation entre votre rapporteur et les autorités qui suivent ces secteurs de notre pays.

Il s'agit de la monnaie commune... c'est le quatrième paragraphe de la page 9, deuxième colonne, quatrième paragraphe du texte.

La rédaction actuelle est la suivante : "L'institution monétaire communautaire qu'il faudra mettre en place aura pour mission d'équilibrer dans ses interventions le souci de la stabilité monétaire et l'accompagnement du dynamisme économique."

Il faut trouver un compromis entre l'obsession allemande de la lutte contre l'inflation et la volonté française d'une croissance insuffisante.

Compte tenu de ce qui est dit autour du projet de rapport, il est proposé de rajouter après discussion la phrase suivante... dans la discussion on a dit qu'une banque fédérale ne serait pas une institution pendue en l'air, mais compte tenu des débats, il a été proposé de mettre les pieds dans le plat et de rajouter quelque chose après. Le paragraphe deviendrait le suivant : "L'institution monétaire communautaire qu'il faudra mettre en place aura pour mission, sous contrôle de l'autorité politique, d'équilibrer dans ses interventions, le souci de la stabilité de la stabilité monétaire et... l'accompagnement du dynamisme économique".

La discussion commence et nous ne sommes pas prêts de l'épuiser.

Par contre il nous est apparu dans le même esprit que si la discussion venait, nous devions prendre position de façon ferme, mais pour autant nous étions

marqués d'un certain nombre d'événements supplémentaires, c'est -à-dire de la remise de ce rapport de Jacques Delors, rapport qui avait été enregistré depuis la déclaration du manifeste et dont nous devions prendre acte et ce, de façon positive.
Il est proposé de rajouter dans le petit d) un paragraphe supplémentaire que je vous lis : "nous, les Socialistes, nous considérons que les propositions contenues dans le rapport récemment présenté par Jacques Delors constituent une bonne base de discussion vers leurs objectifs, c'est-à-dire avant, y compris avec le petit ajout que je viens de mentionner, ils souhaitent, les Socialistes, que dès le sommet de Madrid du mois de juin, le plus grand nombre possible de pays de la communauté s'engagent dans cette voie". La subtilité de l'expression "le plus grand nombre possible" est faite compte tenu de la réaction du gouvernement Thatcher.
En clair, nous sommes prêts à avancer et ce, avec ceux qui le voudront, et tant pis pour les autres qui continuent de traîner les pieds sur ce sujet.
Ensuite, nous en arrivons à un amendement, qui est le n°7, parmi les 18 que je vous présente de nouveau proposé par Jean-Luc Mélenchon concernant l'Europe sociale qui a été retenu.
Quand je n'indique pas de résultats de vote, c'est qu'il y a unanimité.
Page 10, première colonne, tout en haut, il y a une phrase forte à la ligne 3 qui dit : "Sans Europe sociale, il n'y aura pas d'Europe." Il est proposé de rajouter l'amendement suivant, avant de mentionner les problèmes d'uniformisation et de non-uniformisation. Je lis le paragraphe : "Mais l'Europe ne peut être construite seulement parle haut. L'Europe sociale ne se réalisera pas sans que les salariés de la communauté ne soient mobilisés pour la vouloir et en préciser les revendications."
Ensuite, nous en arrivons au 8ème amendement qui se situe toujours à la page 10, 2ème colonne et qui concerne l'agriculture.
Cet amendement est proposé par la Commission nationale agricole et Bernard Thareau. Il vient après les références, en bas de colonne, aux quantités maximales garanties.
Il précise un petit peu leur usage et leur bon usage en termes sociaux.
Donc les 5 lignes supplémentaires ont été adoptées par la Commission des résolutions : "Ces mécanismes de maîtrise des volumes de production étant en place, les Socialistes chercheront à les affiner dans le sens d'une plus grande différenciation selon les produits, en plafonnant les aides, en exonérant les taxes pour un certain nombre de volumes par producteurs afin de réduire les inégalités."
C'est le vieux souci de notre secteur agricole d'essayer d'arriver à une différenciation non seulement par produits mais je dirai pour aller très vite, par d'importantes richesses sociales, dès différents producteurs aux exploitants agricoles.
Ce paragraphe s'inscrit dans cette perspective.
Ensuite il est apparu, à ma grande honte, que le texte qui nous était présenté, n'évoquait pas le problème de la pêche. C'était en terme de kilomètres.

Fondation Jean Jaurès

En France, ce secteur touche une population très importante.
Nous avons décidé de rajouter, page 11, première colonne, après le deuxième paragraphe, après les filières agroalimentaires, le paragraphe suivant : "Par ailleurs, la création de l'Europe en 1983 a constitué une avancée positive pour le monde de la pêche. Aujourd'hui, l'Europe se trouve confrontée aux difficiles problèmes de la gestion, de la ressource. En français courant, c'est le nombre de poissons qu'on peut pêcher chaque année compte tenu des problèmes de reproduction.
Ces mesures doivent prendre en compte non seulement les données biologiques, mais aussi l'importance socio-économique de la pêche dans les régions concernées".
Même souci que dans l'amendement Thareau, en Commission nationale agricole. Trouver un juste équilibre entre le souci de l'environnement et un certain nombre de réalités sociales que ceux d'entre nous qui appartiennent à ces régions maritimes connaissent et mesurent bien.
Amendement n°10 : les Dom-Tom. Je l'avais indiqué immédiatement, toujours page 11, première colonne. Je l'avais indiqué dans la présentation du manifeste. Nous avons considéré la contribution à la rédaction des camarades des Dom-Tom comme importante.
J'avais indiqué, d'entrée de jeu, que nous étions ouverts à toutes modifications et en clair, à toute amélioration parce que le paragraphe avait été rédigé et avait été mis là en bouche-trou.
Je vous lis la proposition conjointe de l'ensemble de nos représentants du département et territoires d'Outremer.
C'est Michel Yoyo qui a été l'artisan de cette synthèse.
Le texte est de qualité, l'écriture un peu moins. Je vais avoir besoin d'une certaine concentration : "Parmi les régions françaises, les Dom méritent une attention particulière. Ils ont un important retard de développement, et des économies fragiles qui nécessitent des mesures d'adaptation et des dérogations indispensables jusqu'à ce que leur niveau de développement permette l'application des dispositions relatives au nouvel espace économique européen.
Les régions françaises d'Outremer appartiennent de fait à deux mondes : celui des nations développées, et celui des économies en voie de développement.
Elles doivent bénéficier de toutes les mesures visant à leur meilleure insertion dans l'environnement régional et être le pivot des coopérations régionales et le relais du dialogue nord-sud.
Pour assumer ce rôle, il est essentiel de préserver la responsabilité des collectivités locales et de doter les Dom de tous les moyens d'information disponibles dans la CEE notamment les euro… (inaudible).
Cela concerne le problème d'implantation des entreprises. De même l'association des territoires d'Outremer, en Europe, doit encourager leur développement grâce notamment aux crédits du fonds européen de développement dans le respect de leur spécificité."
Cet amendement ayant fait l'unanimité, est intéressant. Il aura également la nôtre.

Collection Jean Jaurès

Ensuite, sur l'environnement, il y a eu énormément de remontées sur l'environnement. C'est significatif de la période.
Il est proposé, toujours page 11, avant les petits points rouges, avant l'expression "parmi les problèmes importants", de rajouter une référence au rôle du Parlement européen.
"Les Socialistes sont à la fois partisans d'avancées spectaculaires vers une gestion internationale des problèmes d'environnement - c'est la récente conférence de la Haye - et désireux d'intensifier le contrôle du Parlement européen sur ce secteur".
J'en suis à l'amendement 11... je continue... et là, je tourne un certain nombre de pages... pour arriver aux institutions européennes, sur lesquelles je vais passer un certain temps.
Page 15, première colonne, pour commencer, avec un amendement de Marie-Noëlle Lienemann sur une hypothèse de "constituante européenne", c'est-à-dire sur l'hypothèse d'un Parlement à qui il serait donné la possibilité d'élaborer un nouveau traité.
La Commission a rejeté, après discussion d'ailleurs Marie-Noëlle a dû retirer cet amendement. Une très large majorité de la Commission considérait que tout nouveau traité était disponible et que ces nouveaux traités ne pouvaient pas résulter d'un processus qui, certes, en cette année du bicentenaire, aurait rappelé de nombreux souvenirs, ce qui malgré tout apparaissait peu vraisemblable.
De nouveaux traités seront nécessaires. Le Parlement européen aura son mot à dire et le gouvernement des 12 également. L'hypothèse de constituante n'a pas été retenue.
Ensuite, je passe à la deuxième colonne, un amendement de la section de Rome : il est intéressant de dire que nous avons eu beaucoup de propositions de la section des Français à l'étranger, dans d'autres pays de la communauté. C'est également un symbole qui manifeste la progression vers l'unification. Il proposait de fixer une date limite pour la fixation de l'objectif, à savoir pour le 1er janvier 1993. Le problème est sur la table, il y a un projet de directive communautaire sur le sujet, adopté par une large majorité du Parlement européen, qui va venir en Conseil des ministres. Cela étant, dans aucune proposition du manifeste il n'y a de date de référence. Encore une fois, ce n'est pas un programme de gouvernement, et par conséquent, bien que l'amendement de Rome ait été examiné avec sympathie, il n'a pas été retenu.
Ensuite, j'ai un amendement qui se trouve entre l'avant-dernier et le dernier paragraphe de la deuxième colonne de la page 15 : il y a là 3 amendements qui vont se succéder.
Le premier : Catherine Trautmann, parmi beaucoup d'autres, mais notamment elle, pour des raisons évidentes, nous a rappelé qu'il y avait également des lacunes graves dans le projet de manifeste, qui était l'absence de référence à sa bonne ville, et aujourd'hui notre bonne ville de Strasbourg.
Il est donc proposé de rajouter les 4 lignes suivantes : "La vocation de capitale européenne de Strasbourg, siège du Parlement européen, doit être défendue, développée, symbolisant le mouvement de construction de l'Europe".

(Applaudissements).
Les fédérations d'Alsace avaient également amendé dans ce sens.
Amendement n°15, de nouveau dû à Jean-Luc Mélenchon : c'est un amendement qui s'insère dans le dernier paragraphe de la 2ème colonne de la page 15. Il concerne les institutions européennes et vient après la première phrase du paragraphe.
Je vous relis la première phrase : "A terme, c'est une véritable Union Européenne, aux structures sans précédents historiques, qu'il s'agit de faire émerger, facteur à la fois de dépassement et d'épanouissement de nos vieilles nations."
L'amendement retenu à l'initiative de Jean-Luc est le suivant, nous enchaînons en disant : "L'union politique de l'Europe doit être mise à l'ordre du jour pour nous, Socialistes. L'affirmation d'une véritable Europe des citoyens, avec des institutions démocratiques, dans laquelle nous pourrons tous exercer le droit de vote en tant qu'Européens, est la clé de voûte de l'Europe que nous voulons construire. Plus l'Europe gagnera en importance et plus le Parlement européen sera fort. La construction de l'Europe n'est pas seulement l'affaire des gouvernements et des experts, elle doit être aussi celle des citoyens d'Europe."
Après cet amendement, il était proposé à l'initiative de votre rapporteur de modifier la phrase suivante pour intégrer de nouveau un certain nombre d'évolutions survenues, et notamment le fameux rapport sur l'union économique monétaire.
Il est proposé de préciser la phrase suivante en la remplaçant par ce que je vais vous lire; cela s'enchaîne sur la référence aux citoyens d'Europe de l'amendement Mélenchon : "Des traités supplémentaires seront donc nécessaires. Leur élaboration devra être engagée dès que possible en ce qui concerne la monnaie et de nouvelles évolutions institutionnelles. Le domaine de la défense devra être ensuite pris en considération."
Nous avons là un paragraphe institutionnel qui est, je crois, raisonnable, en ce sens qu'il garde son rôle et qu'il marque une volonté d'avancer à la fois, je dirai, vers l'Europe des citoyens et de façon institutionnelle à travers de nouveaux traités qui, je crois, renforcent de façon significative notre texte.
Il me reste pour finir deux amendements à vous présenter qui viennent en dernière page.
Le premier était une demande d'amendement de Marie-Noëlle Lienemann, concernant la mise en place d'un Parti Socialiste européen. Cette proposition a paru prématurée à tout le moins à une très large majorité de la Commission. Elle n'a pas été retenue.
A été retenu, par contre, au moins comme étape j'imagine dans l'esprit de Marie-Noëlle, un amendement que j'ai proposé qui vient dans le paragraphe suivant, qui est plus lié à l'actualité, et qui vise notamment à renforcer le rôle de l'union des Partis Socialistes de la communauté. Vous savez que nous sommes membres aujourd'hui de cette union qui regroupe les 15 Partis Socialistes et socio-démocrates des 12 pays de la communauté. Je dis toujours 15, parce qu'il y a en Italie un Parti Socialiste, un parti social-démocrate, et qu'il y a deux partis

belges, un wallon et un flamand, notamment. Il est donc proposé de changer le texte à partir du bas de la première colonne, à partir de la phrase tout à fait en dernière ligne, qui commençait par "... le groupe aujourd'hui le plus puissant du Parlement européen", et de remplacer ce qui suit, jusqu'au mot "gauche", dans la colonne suivante, par le texte suivant : "Ce groupe aujourd'hui le plus puissant du Parlement doit voir son influence encore renforcée pour que, dans le cadre d'une assemblée au pouvoir plus étendue qu'en 1984, les orientations qu'il soutiendra l'emportent sur celles des libéraux. Les Socialistes chercheront, comme ils l'ont toujours fait dans le passé, l'accord avec le plus grand nombre des autres forces de gauche, notamment les composantes du mouvement qui unissent les Européens acquis à la construction de l'Europe. Ils s'engageront pour renforcer les structures et les capacités d'action de l'union des Partis Socialistes de la communauté."
Donc, trois renforcements : la référence au rôle d'une majorité de progrès dans le Parlement, compte tenu des institutions, petit clin d'œil aux euro-Communistes, et la volonté affirmée de renforcer l'union des Partis Socialistes de la communauté.
Chers camarades, voilà donc les dix-huit amendements dont nous avons le plus longuement discuté en Commission des résolutions, et je voudrais vous présenter en conclusion deux remarques.
Première remarque. Notre accord sur ce texte final souligne bien la maîtrise qui est la nôtre de notre diversité politique. Cette diversité est une condition de notre débat. Elle nous est enviée aujourd'hui jusque dans les rangs de l'opposition. J'ai été interrogé depuis deux ou trois semaines par un certain nombre de journalistes sur le thème : "Allez-vous arriver à vous mettre d'accord, compte tenu des différends au sein du Parti Socialiste sur l'Europe " ?
Je crois que nous pouvons aujourd'hui rassurer ceux qui faisaient état de cette inquiétude, qui n'était peut-être pas toujours désintéressée. Il existe des différences, personne ne songe à le nier, mais au contraire d'autres forces politiques, nous sommes capables de les gérer dans l'unité finale. Nous devons nous en féliciter.
Deuxième remarque.
Je crois que ce texte constitue aussi une réponse à d'autres inquiétudes extérieures à nos rangs, faut-il le dire, dans certaines presses aussi, nous entendons parfois parler de la crise d'identité du Parti Socialiste. A mes yeux, le texte final auquel nous arrivons est bien un manifeste Socialiste européen.
Il est Socialiste, et ceux qui se demandent ce que cela veut dire n'auront qu'à le comparer aux autres documents en cours d'élaboration, que ce soit du côté de la liste de Valéry Giscard d'Estaing ou du côté de la liste Simone Veil, si tant est qu'on arrive un jour à un tel document. Il est européen, ce manifeste, parce qu'il propose une Europe structurée, dotée de politiques fortes décidées démocratiquement, et avec une évolution vers des institutions renforcées.
Cela étant, vous allez avoir à indiquer si vous acceptez les amendements proposés par la Commission des résolutions, à indiquer si vous acceptez le texte dans sa globalité finale, mais je pense que ce manifeste Socialiste européen est

Fondation Jean-Jaurès

bien l'outil dont nous avions besoin et que ce sera un bon outil au service de notre campagne.
(Applaudissements)

Le président - Merci, Gérard Fuchs, pour cet exposé très précis sur les travaux de la Commission des résolutions.
J'ai noté au passage que, sur les 18 amendements qui ont été retenus et qui ont fait l'objet des discussions de la Commission des résolutions, 12 ont été acceptés, 6 ont été soit retirés, soit repousses par la Commission. Je crois qu'à l'heure qu'il est, nous n'allons pas engager un débat amendement par amendement, et si vous n'y voyez pas d'objections, je vais mettre aux voix l'ensemble des propositions qui vous ont été rapportées par Gérard Fuchs au nom de la Commission des résolutions.
Y a-t-il une observation ou une demande d'intervention ? Il n'y en a pas.
Alors, s'il n'y en a pas, je mets donc aux voix globalement les propositions rapportées par Gérard Fuchs et qui, de toute évidence, enrichissent le manifeste Socialiste pour les élections européennes.
Que ceux qui sont d'avis...
(Protestations dans la salle)
Il y a une demande de parole ? Oui ?

Marie-Claude Vayssade - Hier soir, on a eu du mal, beaucoup de mal, parce que le texte n'était pas au point. Je pense qu'en même temps qu'on vote le texte, il faudrait l'engagement de la convention sur un matériel spécifiquement féminin dans le matériel de campagne.
(Applaudissements)

Le président - Je mets donc aux voix l'ensemble des propositions rapportées par Gérard Fuchs au nom de la Commission des résolutions.
Que ceux qui sont d'accord avec l'ensemble de ces propositions veuillent bien lever leur mandat rouge ?
Avis contraires ?
Il n'y en a pas.
Abstentions ?
(6 abstentions)
Le manifeste Socialiste pour l'élection européenne est adopté à l'unanimité, moins 6 abstentions.
(Applaudissements)
Avant de donner la parole à Marcel Debarge, pour qu'il vous expose les travaux de la Commission sur la liste européenne, nous avons une formalité à accomplir que j'aurais dû vous demander de remplir avant de donner la parole à Gérard Fuchs. Nous sommes aussi une convention ordinaire et nous avons à voter un quitus à la direction, comme cela se fait chaque fois. Je vous demande donc, sans autre débat, que ceux qui sont d'avis de voter le quitus à la direction veuillent bien lever leur mandat.

Fondation Jean Jaurès

Avis contraires ?
(5 avis contraires)
Abstentions ?
Il n'y en a pas.
Le quitus est donc voté à la majorité assez forte de l'assemblée présente ici.
Je donne maintenant la parole à Marcel Debarge pour qu'il vous présente les travaux de la Commission des résolutions sur la liste Socialiste aux élections européennes.

Marcel Debarge

Chers camarades, avant la présentation et le compte-rendu de la Commission des résolutions de cette nuit sur la liste des élections européennes et en accord avec la Commission des résolutions, tout simplement parce qu'il convient de le faire, c'est dans nos statuts et dans notre règlement, je proposerai que la Convention nationale donne mandat au Bureau exécutif pour fixer le calendrier des candidats aux élections sénatoriales et pour donner au Comité directeur qui se tiendra après les élections européennes la possibilité de ratifier ce qui sera intervenu dans nos fédérations.
Je pense qu'il faut sanctionner cela par un vote.

Le président - Que ceux qui sont d'accord pour l'ouverture des procédures de désignation des candidats aux élections sénatoriales, que ceux qui sont d'accord pour donner mandat au Bureau exécutif veuillent bien lever leur mandat ?
On respecte toujours les statuts, naturellement.
Avis contraires ?
Je n'en vois pas.
Abstentions ?
Non plus.
Le mandat est donc donné au Bureau exécutif pour l'ouverture de la procédure des élections sénatoriales.
Marcel Debarge, tu as la parole.

Marcel Debarge - Sur la question de l'établissement de la liste, la discussion n'a pas été très facile, dans la mesure ou cette liste, bien entendu, voit certains camarades écartés, notamment des députés européens qui ont accompli leur mandat de parlementaires européens, voit aussi des difficultés en ce qui concerne la représentation des régions, tout cela, vous le savez, aussi bien que la direction du Parti.
Cependant, en fonction des règles qui sont les nôtres, en fonction des représentations des courants de pensées, nous avons établi la liste que je vais vous communiquer tout à l'heure. C'est un fait évident que quand on a un certain nombre d'élus, on ne peut pas faire élire la liste entière ou relativement entière, et qu'il y a automatiquement quelque chose qui peut apparaître aux yeux de nos camarades et, à juste titre, comme un peu arbitraire, nous sommes un

Fondation Jean Jaurès

parti qui a ses méthodes, c'est un parti de rassemblement, un parti de courants, nous devons en tenir compte. Je ne dis pas cela pour mettre du baume dans le cœur ou bien pour avoir une quelconque attitude hypocrite, ce n'est pas tout à fait mon tempérament, mais je pense qu'il était bon d'évoquer cette question.
Je dois dire que ce que je viens d'exprimer a été également dans l'intervention du Premier secrétaire du Parti, Pierre Mauroy, et dans l'intervention de la tête de liste aux élections européennes, Laurent Fabius.
Je serai court dans ce qui va suivre, avant de donner lecture de cette liste, mais je crois qu'il est normal et correct de rapporter un peu ce qu'ont été les débats au cours de cette Commission des résolutions. Gérard Fuchs a rapporté en ce qui concerne le manifeste européen les amendements que vous venez d'adopter sur ce manifeste. Ce sont un peu les difficultés que je vais mettre en avant devant cette Convention.
La première difficulté, ce n'est peut-être pas le mot qui convient, disons le premier débat n'a pas porté sur la composition de la liste en ce qui concerne les Socialistes - cela a été certes évoqué, un certain nombre de camarades se sont exprimés dans la Commission à ce sujet, comme ils l'avaient fait en amont de cette convention, comme ils l'ont fait au cours de cette convention - mais sur le Mouvement des Radicaux de Gauche.
Le Mouvement des Radicaux de Gauche a tenu, je crois, son Comité directeur - tout au moins un organisme directionnel - et a formulé un certain nombre de - restons amicaux - de demandes quant aux possibilités d'éligibilité.
Sur la liste, vous trouverez un Radical de Gauche en dixième position, et nous avons décidé, après débat entre nous, débat long mais débat allant dans le sens de la recherche d'une solution, de reprendre, pour ce qui sera la deuxième position du Mouvement des Radicaux de Gauche, les négociations avec le Mouvement des Radicaux de Gauche, et bien entendu d'en discuter avec des personnalités, notamment gouvernementales, qui peuvent être intéressées par ce qui se passe à ce sujet, et sur bien d'autres sujets bien sûr.
Nous aurons donc une négociation et à la suite de cette négociation le Bureau exécutif sera chargé du résultat des négociations, prendra les décisions nécessaires quant à la position du deuxième candidat du Mouvement des Radicaux de Gauche.
Cette proposition que je vous fais a été adoptée à la fin de la Commission des résolutions à l'unanimité de la Commission des résolutions, tôt ce matin.
La deuxième question importante - pour rester dans une présentation objective - qui a été au centre des débats, cela a été la position des personnalités.
Il avait été envisagé - on en avait même débattu au sein du Bureau exécutif - pour les personnalités, la 5ème, la 10ème, la 15ème, la 20ème et la 25ème positions. Nous en avons re-débattu, notamment avec la tête de liste, Laurent Fabius, et avec le Premier secrétaire, nous en avons débattu à nouveau au sein du Bureau exécutif, la semaine dernière, et nous en avons débattu hier, au cours de la Commission des résolutions.
Laurent Fabius a proposé à la Commission la présence d'un certain nombre de personnalités, en liaison, en accord avec le Premier secrétaire, devant figurer sur

la liste en position éligible. Il s'agit : du Pr. Léon Schwartzenberg, d'André Sainjon, de Nora Zaïdi, qui est présidente de SOS Racisme de Montbéliard - pour bien marquer, pour le PS, ses orientations et ses options en la circonstance - de Jean-Paul Benoit, qui est le délégué général de l'association des démocrates, et il y a bien entendu le candidat du Mouvement des Radicaux de Gauche, dont je vous ai entretenu précédemment, qui est en 10ème position.
La question qui s'est trouvée posée devant la Commission des résolutions, et qui a donné lieu à débat, est une question sur la position proposée par le Premier secrétaire et la tête de liste aux élections européennes quant aux personnalités que je viens de citer.
Indépendamment toujours du Mouvement des Radicaux de Gauche, cela mettait le Pr. Léon Schwartzenberg en 5ème position, en 15ème position nous aurions André Sainjon, en 20ème position nous aurions Nora Zaïdi, et en 21ème position nous aurions Jean-Paul Benoit.
Les camarades de différents courants – notamment du courant C et du courant E - ont exprimé une opinion consistant à dire qu'ils préféraient avoir la 20ème position pour Nora Zaïdi et la 25ème position pour Jean-Paul Benoit. Je cite ces noms - cela aurait peut-être pu s'intervertir - pour imager mon propos.
Un vote est intervenu au sein de la Commission des résolutions, sur la proposition qui consistait à mettre en 20ème position Nora Zaïdi et en 21ème position Jean-Paul Benoit. Ce vote a été acquis par 27 voix contre 21 voix.
Je pense avoir relaté objectivement - cela a été beaucoup plus long comme débat - la situation et les débats qui ont eu lieu en Commission des résolutions.
On peut en effet estimer qu'à partir du moment où une certaine politique existe, il faut donner à la liste européenne le moyen, la méthode nécessaires pour que la présence de personnalités en position éligible soit assurée. Cela a été l'avis de la majorité de la Commission.
J'ajouterai, pour être complet - parce que je pense qu'il faut être complètement objectif - qu'à ce sujet Michel Debout, je crois, a voté dans un sens différent. Je voudrais relater les choses pour que la convention soit complètement informée, ou le plus complètement possible... Encore une fois, ce sont des débats qui ont duré longtemps.
Laurent Fabius a également proposé, mais en position non éligible, d'accueillir sur notre liste Mme France Dublin, qui est présidente de "Enfance et partage", c'est-à-dire, je crois, une association de lutte - si j'ose dire - contre les enfants battus... ou victimes de violences, merci Yvette !.. et le Pr. Jean-Louis Touraine, professeur de médecine renommé à Lyon.
Voilà, très résumés, les débats sur la constitution de la liste au sein de la Commission des résolutions, avec les difficultés qui sont habituelles à notre organisation politique, avec les débats qui sont habituels également, et en définitive la liste que je vais vous proposer - avec les réserves que je viens d'exprimer... je pense les avoir relaté d'une manière correcte - a été adoptée à l'unanimité de la Commission des résolutions.
Je vais donc vous lire la liste. Je pense qu'il faut la lire complètement. Je vous rappelle qu'il y a la question du positionnement du deuxième Radical de Gauche

qui est en suspens, avec négociation, compte rendu de négociation, démarches diverses pour arriver - je n'en doute pas - à déterminer une attitude commune. Vous ne trouverez donc dans la liste que 80 noms... ce qui ne veut pas dire que nous le mettions 81ème. Je suis très précis.
Tête de liste : notre camarade Laurent Fabius.
(Vifs applaudissements prolongés)
2ème : notre camarade Catherine Trautmann.
(Applaudissements)
3ème : Claude Cheysson.
(Applaudissements)
4ème : Alain Bombard.
(Applaudissements)
5ème : le Pr. Léon Schwartzenberg.
(Quelques applaudissements)
6ème : Jean-Pierre Cot.
(Applaudissements)
7ème : Jean-Marie Alexandre.
8ème : Henri Saby.
(Applaudissements)
9ème :Nicole Péry.
10ème : Jean-François Hory (MRG)
11ème : Claude Allègre.
12ème : Martine Buron.
13ème : Gérard Fuchs.
14ème : Bernard Thareau.
15ème : André Sainjon.
(Applaudissements)
16ème : Max Gallo.
17ème : Frédéric Rosmini.
18ème : Marie-Claude Vayssade.
19ème : Mari-Jo Denys.
20ème : Nora Zaïdi.
(Applaudissements)
21ème : Jean-Paul Benoît.
22ème : Gérard Caudron.
23ème : Michel Hervé.
24ème : Bernard Frimat.
25ème : Gisèle Charzat.
26ème : Geneviève Domenach-Chich.
27ème : Jean-Yves Dalleau.
28ème : Jacques Lévy.
29ème : Colette Gadioux.
30ème : Jean-Louis Carrère.
31ème : Martine Frachon.
32ème :Gérard Gaumé.

Fondation Jean-Jaurès

33ème : Jean Besse.
34ème : Gérard Collomb.
35ème : Joëlle Dussault.
36ème : Eugène Teisseire.
37ème : Michel Debout.
38ème : Jacques Jusforgues.
39ème : Louis Eyraud.
40ème : Jean-Louis Dieux.
41ème : Yannick Bodin.
42ème : Georges Sutra.
43ème : Bruno Viallet.
44ème : Ghislaine Toutain.
45ème : Jean Krikorian.
46ème : France Dublin.
47ème : Gaston Biancotto.
48ème : Claudette Grosse.
49ème : Didier Guillaume.
50ème : Josette Durieux.
51ème : Luce Pane.
52ème : Catherine Coutard.
53ème : Aline Haberer.
54ème : Jean-Pierre Bel.
55ème : Marie-Lise Lebranchu.
56ème : Aïssa Khelifa.
57ème : Hervé Vouillot.
58ème : Isidore Canope.
59ème : Jean-Jacques Dubouchaud.
60ème : René Mangin.
61ème : Jean-Claude Duchalard.
62ème : Alain Maurice.
63ème : Jean-Pierre Saulnier.
64ème : René Praden.
65ème : René Le Goas.
66ème : Sylvain Lainé.
67ème : Jean-François Vallin.
68ème : Dominique Jourdain.
69ème : Daniel Bois.
70ème : Bernard Barthalay.
71ème : Félix Proto.
72ème : Jean-Louis Touraine.
73ème : Alain Barrau.
74ème : Bernard Dupuis.
75ème : Jean-Yves Gateaud.
76ème : Yves Lagier.
77ème : Jean-Marie Bockel.

Fondation Jean-Jaurès

78ème : Jean-Pierre Sueur.
79ème : Gilbert Mitterrand.
80ème : Pierre Maille.
Je crois qu'il faut remercier les maires, notamment nouvellement élus, qui ont accepté de figurer dans les sept dernières places.
(Applaudissements)

Le Pré s ident - Pas d'interventions ?...
(Michel Rocard, Premier Ministre, prend place à la tribune)
Nous sommes heureux d'accueillir le Premier Ministre, notre ami Michel Rocard.
(Vifs applaudissements)

Marcel Debarge - Cela a été une nuit relativement longue, cela a été, je crois, une nuit constructive.
Je vous remercie de votre attention.
(Applaudissements)

Le président - Il serait bon que nous ne recommencions pas maintenant le débat qui a eu lieu à la Commission des résolutions sur la composition de la liste, mais je demande quand même s'il y a des observations ou des demandes d'intervention ?...
Pour l'Hérault, qui demande la parole ?

Yannick Lemasson - Une remarque en ce qui concerne la représentation d'une région importante qui n'a pas été prise en compte : au nom de ma fédération, je voterai contre cette liste.

Le président - Yvette Roudy ?

Yvette Roudy

Une remarque très brève.
J'ai assisté à la Commission des résolutions, j'ai bien suivi tous les travaux.
Dans la partie qui est évidemment celle sur laquelle on a passé le plus de temps - c'est-à-dire jusqu'à la 30ème place - le quota des femmes est respecté, mais j'avais bien signalé - j'ai fait une note a ce sujet - que vers la fin (je sais que c'est beaucoup moins important), pour le respect de nos règles, il fallait continuer à féminiser chacune des tranches.
Or, je crois qu'il manque 5 femmes. Dans ces conditions, il faudrait tout de même modifier cela. Je ne pense pas que cela pose de grands problèmes, puisque c'est la dernière tranche qui doit commencer à la 60ème place...
(Applaudissements)

Le président - On prend note de ta remarque, Yvette.

Fondation Jean-Jaurès

Y a-t-il une autre demande d'intervention ?
Georges Sutra ?..
Je te demande d'être bref.

Georges Sutra

Très bref. Ce sera difficile, mais je vais essayer d'être à la hauteur de ma tâche.
Les engagements que le Parti avait pris vis-à-vis de ma région ne me paraissent pas tenus. Personne n'est capable de me dire ce que nous devons faire dans cette campagne électorale. Devons-nous dire que j'ai été remplacé par quelqu'un qui va aller à Strasbourg pour représenter le Languedoc-Roussillon, alors que toute la presse est remplie de sa démission au lendemain de son élection ?
Doit-on dire la vérité à cette région, qu'on lui retire le défenseur dans lequel elle se reconnaît pour mettre à la place quelqu'un qui n'ira pas siéger et qui n'ira pas la défendre à Strasbourg ?
Dans ces conditions je pense que moins on me montrera, et meilleur ce sera pour le Parti parce que sinon, je vais être partout le symbole de cet abandon.
En conséquence, je tiens à dire qu'il est extrêmement honorable d'être à quelque place que ce soit dans la liste du Parti Socialiste, que ce soit la première ou la dernière, et je ne suis pas un grand seigneur qui rejette une place subalterne. Mais je tiens à dire que je ne me sens pas en mesure de cautionner ce que je considère comme un abandon des promesses faites à ma région. Par conséquent je laisse la 42ème place à la disposition du Parti.
Merci.
(Applaudissements)

Le président - Y a-t-il une autre demande d'intervention ?

Une déléguée du Finistère - Mon intervention sera moins dramatique que l'intervention précédente. Nous regrettons, bien sûr, de ne pas avoir de représentation, mais notre position est moins affirmée que celle de notre camarade du sud.

Le président - Merci.
S'il n'y a pas d'autre demande d'intervention, je vais mettre aux voix la liste telle que vous l'a lue Marcel Debarge, et dont je rappelle que la composition a été adoptée à l'unanimité par la Commission des résolutions.
Que ceux qui sont d'accord avec la composition de cette liste veuillent bien lever leur mandat rouge.
Avis contraires ?
Abstentions ?
Pour que tout soit régulier, je demande qu'on compte les avis pour, les avis contraires et les abstentions.
Voici le résultat du vote.
Pour 160 voix.

Fondation Jean Jaurès

Contre 29.
Abstentions 33.
La convention a donc adopté la composition de la liste telle qu'elle a été présentée par Marcel Debarge.
(Applaudissements)
Un certain nombre de camarades avaient demandé à prendre la parole d'une façon générale, et parmi eux Dominique Strauss-Kahn. Mais je crois que compte tenu de l'heure et avec la compréhension des orateurs, nous allons renoncer à ce débat.
Je donne tout de suite la parole à notre tête de liste, Laurent Fabius.
(Applaudissements)

Laurent Fabius

Chers camarades, chers amis, dans exactement huit semaines jour pour jour auront lieu les élections européennes. Vous venez de désigner notre liste et de me désigner en particulier pour la conduire.
Je vous dois beaucoup de gratitude, et en même temps de la lucidité. La lucidité me conduit à dire que cette élection ne sera pas facile. Pas facile parce que l'abstention rôde et qu'elle menace d'abord les nôtres; pas facile parce qu'en l'absence de deuxième tour et dans le contexte actuel, la dispersion des suffrages constitue pour nous un risque. Pas facile enfin parce que si notre Parti est assurément le premier du pays, la Gauche n'a pas été majoritaire en voix lors des touts derniers scrutins.
Mais la lucidité n'a de valeur que si elle est le premier temps d'une volonté. François Mitterrand nous montre par toute sa vie qu'avec de la volonté au service d'un projet, on réussit à faire bouger les lignes.
Cette volonté, je suis convaincu que nous la portons en nous. Quant au projet, c'est notre vision de l'Europe, c'est l'enjeu de l'élection du 18 juin, et c'est de cela que je veux vous parler ce matin.
D'abord, on le comprendra, je dirai quelques mots sur notre liste. Le maître mot, c'est le rassemblement. Dès l'origine, nous avons voulu rassembler les Socialistes, quelles que soient nos sensibilités. Le résultat est là, même si je reconnais honnêtement comme chacun qu'il ne donne pas satisfaction égale à chaque région, et je comprends les déceptions.
J'espère seulement qu'il n'y aura pas trop d'amertume chez ceux de nos camarades qui auraient pu être dans les premiers et qui ne le seront pas.
Mais maintenant nos grands choix sont faits. Nous devons mobiliser nos énergies. Chacun, avec le sens du Parti que nous partageons tous, va devoir s'engager totalement.
Socialistes et non-Socialistes, notre liste rassemble autour d'une même conviction les forces de progrès pour l'Europe. Nous sommes fidèlement aux côtés du gouvernement de Michel Rocard. Notre contrat est que nous pouvons compter sur tous les membres du gouvernement. Nous Soutenons les orientations prises pour appliquer la "Lettre aux Français" du président François

Fondation Jean-Jaurès

Mitterrand.
Il était légitime que des places soient ménagées pour nos amis du Mouvement des Radicaux de Gauche et de l'association des démocrates. Nous avons tenu à ce que d'autres personnalités soient avec nous dans cette action avec leur rayonnement, leur spécificité et leur expérience.
C'est donc bien une liste de Socialistes et de forces de progrès rassemblés pour l'Europe que nous allons présenter le 18 juin.
Notre campagne va pouvoir maintenant s'organiser. Je réunirai l'état-major de campagne dès cette semaine. J'ai demandé pour diriger cette campagne à Marcel Debarge d'être à mes côtés et à Jean Auroux d'être aussi à mes côtés, et en particulier avec les organismes responsables, de suivre tout ce qui concerne les élus.
Cette campagne sera courte, elle devra être d'autant plus puissante.
J'ai l'intention de m'appuyer massivement sur notre Parti pour la conduire. Je sais que je peux compter sur le soutien de tous, notamment sur celui que j'apprécie particulièrement de Pierre Mauroy que je salue avec beaucoup d'amitié.
Chaque candidat, chacun de nos responsables va devoir être mobilisé pour animer les réunions, pour multiplier les rencontres, pour décentraliser les interventions, pour expliquer concrètement - car là est une des difficultés principales - les enjeux et nos propositions.
Nos élus nationaux et nos élus locaux - j'insiste - vont tenir un rôle essentiel. Ce sera donc à tous égards une campagne de rassemblement.
Les listes vont probablement, comme toujours, être assez nombreuses.
Il y aura, nous le savons, une liste d'extrême droite. Son programme tient dans son slogan : "une France française et une Europe européenne."
S'il s'agissait seulement d'une évidence, après tout, peu importe mais pour les membres d'extrême droite, ce slogan signifie évidemment tout autre chose.
Qu'est-ce que la France pour eux ?
L'exclusion des autres.
Et qu'est-ce que l'Europe ?
Même réponse.
Aux interrogations, aux inquiétudes de certains de nos concitoyens, devant l'avenir, et devant l'Europe, ils cherchent non pas à répondre, à la limite ils s'en moqueraient, mais ils cherchent seulement à exploiter.
Exclusion sociale, exclusion physique, exclusion politique, ils définissent l'identité nationale et l'identité européenne, non par un projet comme nous, mais par un rejet.
Qu'on n'attende de notre part aucune complaisance à l'égard de ces thèses. Nous allons le combattre avec une grande vigueur. 200 ans après la grande révolution, la République française ne peut pas se fonder sur l'exclusion.
(Applaudissements)
La liste de la direction Communiste n'est pas non plus favorable à l'Europe, mais depuis quelque temps elle a décidé d'adapter son langage. Elle ne dit plus non à l'Europe, mais elle dit non à ses modalités. Elle ajoute : "il faut renégocier

le traité de Rome." Comment ? Personne d'ailleurs ne le précise. Et dans la foulée il faut refuser l'acte unique.
Il existe des difficultés. Qu'il faille corriger certains aspects, qu'il soit nécessaire de s'appuyer sur les forces populaires pour y parvenir, nous sommes les premiers à le dire et probablement les seuls à en prendre les moyens.
Notre groupe va rassembler à Strasbourg au moins tous les Socialistes et tous les socio-démocrates. Notre groupe sera le plus puissant du Parlement. Il sera le seul à avoir des élus dans chaque pays et il sera le plus en phase avec les organisations sociales.
Mais utiliser les inquiétudes pour alimenter un discours antigouvernemental et rejeter la construction elle-même, cela nous nous le refusons fondamentalement, Beaucoup de responsables unitaires font la même analyse que nous et ils en tirent la conséquence. Je salue heureusement sur notre liste la présence d'André Sainjon.
Evidemment différentes sont les propositions des deux autres listes de droite. Je le dis, j'ai de l'estime pour leur chef de file, même si je ne partage par leurs options. Il semble qu'ils aient en ce moment quelques difficultés relationnelles. C'est qu'il n'est jamais agréable de faire liste commune avec d'autres qui, auparavant, si vous avez bonne mémoire, vous traitaient de parti de l'étranger, et il n'est jamais facile non plus de prétendre incarner l'unité et de voir présenter plusieurs listes uniques, avec, d'ailleurs, j'ai cru le remarquer, pas mal d'absents.
Je n'insiste pas, ce n'est pas notre affaire. J'espère seulement que toutes ces disputes internes ne conduiront pas à ce que de ce côté là l'Europe soit oubliée.
J'espère surtout que les diverses listes de droite ne seront pas en situation de réaliser en Europe, après le 18 juin, la politique que la majorité des Français a clairement refusée pour la France.
Reste le Parti de M. Waechter, ses positions précises sont encore mal connues ; en les découvrant, on éprouve parfois des surprises ; par exemple, j'ai noté son hostilité au marché unique de 1993… la campagne électorale devrait, je l'espère, permettre de dissiper le flou.
Au total, donc, dans les candidatures déjà déclarées, deux partis uniques de l'opposition, plus deux partis en réalité hostiles à la construction européenne, plus un parti qui ne dit pas encore vraiment son nom.
Voilà dessiné, autour de nous, le panorama.
Souhaitons surtout qu'on n'oublie pas le véritable enjeu, le rôle du Parlement européen va être particulièrement important demain, car l'acte unique a accru les pouvoirs des députés et ce Parlement ci va couvrir l'échéance de 1993.
C'est de l'Europe et des intérêts de la France en Europe qu'il s'agit, c'est de cela que nous allons parler dans la campagne et c'est cela qui doit mobiliser notre action.
Je disais il y a un instant : lucidité, j'ajouterai volontiers clarté, car dans les débats, nous, nous avons clairement choisi : nous sommes européens, il ne peut y avoir aucun doute là-dessus.
Nous sommes européens, parce que nous sommes des femmes et des hommes de

progrès, internationalistes, solidaires, et que le Socialisme aujourd'hui moins que jamais ne peut pas être le repliement sur soi.
La plupart des grandes questions qui se posent à nous à la fois comme Français et comme Socialistes, n'ont désormais leur pleine réponse qu'à l'échelon européen.
Nous sommes Européens parce que nous voulons aller à terme, notre manifeste l'indique, vers une Union Européenne, c'est-à-dire si les mots ont un sens, une véritable union politique de l'Europe.
Ce n'est pas un hasard si l'entrée de l'Espagne du Portugal jusqu'à l'acte unique, du déblocage des paralysies financières jusqu'au programme Eureka, du tunnel sous la Manche jusqu'au passeport européen, ce n'est pas un hasard si c'est sous l'impulsion de François Mitterrand, Président de la République… (appesantissements)… que ces avancées ont eu lieu.
Nous sommes européens, parce que notre niveau de vie, notre culture, notre progrès social, notre projet, notre avenir, c'est désormais à l'échelon européen qu'ils se jouent.
D'ici à trente ans, et trente ans, çà vient vite, aucun de nos 12 pays de la communauté ne comptera parmi les 25 nations les plus peuplées du monde.
La Chine et l'Inde pèseront alors chacune plus d'1 300 000 000 d'habitants, les Etats-Unis et l'URSS auront plus de 300 millions d'habitants et beaucoup d'autres nations en auront plus de 200 millions.
Dans un tel univers, quelqu'un irait proposer la France seule ? Ce serait évidemment absurde.
La communauté est aujourd'hui la première puissance commerciale de la terre ; elle pourrait être la première puissance économique et culturelle.
Nous sommes européens, parce que c'est la condition d'une nouvelle dimension, d'une nouvelle et pacifique puissance et d'une nouvelle présence dans le monde.
Mais ce que je dis peut-être dans cette campagne d'autres aussi vont le dire, seulement la question est : de quelle Europe est-ce qu'on parle et comment va t-on la faire ?
Voilà les questions précises auxquelles nous devons répondre.
Nous voulons, nous, une Europe qui défende et exprime les intérêts de nos populations, cela passe par des initiatives précises et je vais en dire quelques-unes.
Par exemple, c'est un sujet d'actualité, s'il n'y a pas de dispositif favorable aux productions audiovisuelles européennes, vos téléviseurs seront de plus en plus japonais, nos programme de plus en plus américains et seuls les téléspectateurs resteront français.
Une bataille difficile vient d'être menée par le gouvernement français, en particulier par notre amie Edith Cresson. Le gouvernement a obtenu, ce qui n'existait pas auparavant, la reconnaissance d'un système de quota minimum de programme européen.
Le programme souhaite, et nous souhaitons avec lui, que le résultat puisse être amélioré encore.
Eh bien, l'un de nos premiers actes dans le futur Parlement de Strasbourg ce

Collection Jean Jaurès

sera, même si c'est difficile, de proposer l'aménagement de cette directive dans un sens qui soit plus favorable à la culture européenne.
Autre exemple : avec la modernisation de l'agriculture, certaines régions risquent d'être condamnées à l'abandon. Nous proposons une politique communautaire d'aménagement du territoire, de développement de la ruralité qui soit appuyée sur les instruments financiers précis pour empêcher ces abandons.
Par exemple, dans le domaine de la science, nous savons que notre recherche scientifique, si elle restait isolée, serait trop faible et nous savons aussi qu'européens, nous comptons à nous seuls plus de chercheurs que le Japon.
Un appui financier à la recherche devra donc s'intégrer dans une politique industrielle communautaire qui choisisse les secteurs d'avancement rapide et qui utilisent dans ces secteurs certaines méthodes de nos concurrents américains ou japonais, c'est-à-dire que nous devons faire jouer clairement la préférence communautaire prévue par le traité de Rome et mettre en œuvre les incitations que permettent les marchés publics.
Je pourrais allonger la liste.
Européens, nous le sommes du fond de l'âme, Européens parce que Français et démocrates, mais Européens Socialistes c'est-à-dire d'une Europe qui serve tous les citoyens.
Cette Europe, notre Europe, se doit d'être d'abord celle du travail et celle de l'emploi.
Je sais comme vous que la situation de l'emploi n'est pas identique chez les 12.
Je sais que malgré les améliorations, l'action contre le chômage reste difficile et qu'au total le chômage continue de constituer le problème n °1.
La lutte pour l'emploi doit donc être notre priorité n°1.
Le marché unique de 1993 quoi que disent certains va nous aider, puisqu'il devrait permettre, par un surplus de croissance, de créer au total entre 2 et 5 millions d'emplois nouveaux. Mais nous devons multiplier les canaux d'action.
Jacques Delors vient de formuler des propositions pour l'Europe économique et monétaire.
Je ne veux pas aborder ici l'aspect technique, mais ce qui est sûr c'est qu'une monnaie commune serait une avancée capitale : elle simplifierait les achats des particuliers et les transactions des entreprises, elle constituerait avec le dollar et le yen une des trois monnaies fortes du monde, elle inciterait ainsi à résorber les déséquilibres américains et à abaisser les taux d'intérêt, facilitant donc l'activité de nos entreprises.
Tout cela devrait aider l'emploi, mais tout cela ne peut évidemment pas être une construction technocratique : une véritable monnaie commune implique à terme une évolution politique commune.
L'aménagement et la réduction du temps de travail, que nous souhaitons et que la Droite récuse, vont exactement dans le même sens.
La République Fédérale Allemande montre concrètement qu'on peut, sous certaines conditions, concilier économie performante et réduction négociée du temps de travail. Toujours l'objectif de l'emploi. Le soutien aux

Fondation Jean Jaurès

investissements, à la recherche, aux techniques du futur, est aussi au cœur de notre démarche pour l'emploi. François Mitterrand a lancé, quand j'étais Premier Ministre, le programme Eureka. Je me rappelle le scepticisme ambiant : c'est aujourd'hui un formidable succès. Nous voulons le prolonger concrètement par de grands projets, capables de structurer l'espace et d'améliorer le cadre de vie : TGV européen, autoroutes, voies navigables, télécommunications, programme de dépollution de la Méditerranée et du Rhin.

Cette stratégie pour l'emploi suppose évidemment une certaine attitude commerciale de l'Europe vis-à-vis de l'extérieur.

La communauté n'est pas une forteresse, mais elle n'est pas non plus une zone d'accès libre. C'est là sans doute une de nos principales différences avec l'approche dite libérale.

Nous disons que la préférence communautaire fait partie de nos règles, qu'il est normal qu'il existe un tarif commun qui tienne compte des différences d'environnement social, qu'il n'est pas question que l'Europe s'offre un territoire de chasse aux économies surpuissantes et à la main d'œuvre surexploitée. Pas d'euro-protectionnisme mais pas non plus d'euro-passoire.

Enfin, nous sommes résolus à encourager l'effort d'éducation et de formation. Nous avons choisi ici d'en faire la priorité absolue de ces débats. Qui peut croire qu'on obtiendrait l'égalité des chances que nous souhaitons dans les douze pays de l'Europe avec la communauté du laisser-faire ?

Echange entre jeunes, équivalence des diplômes, apprentissage généralisé des langues européennes, nous voulons agir pour une éducation européenne qui puisse redevenir la première du monde. Bref - et j'en ai terminé sur ce point - parce que nous voulons répondre à l'inquiétude majeure des Européens et des Français, nous allons défendre fermement et concrètement au Parlement européen une stratégie communautaire pour l'emploi.

Pour nous tous, l'Europe, c'est aussi la paix.

Moi, je suis né après la guerre mais, comme chacun de nous, je connais l'histoire et, comme beaucoup, j'ai une famille qui a souffert.

Voir Helmut Kohl et François Mitterrand, main contre main, dans le silence de Verdun, c'était non seulement une image émouvante, mais une promesse et un défi.

Dans les années 50, on avait choisi le charbon et l'acier pour édifier ce qu'on a appelé le CECA. Ce n'était pas fortuit puisque le charbon et l'acier avaient servi à nourrir la guerre et qu'on estimait avec raison qu'ils devaient aider à construire la paix.

Et puis il y a eu le projet de Communauté européenne de défense, qui a échoué, puis d'autres épisodes, mais le fait est que depuis plus de quarante ans l'Europe n'a connu aucun conflit armé.

Or, voici qu'aujourd'hui, un contexte international nouveau se met en place, notre message de paix, dans ce contexte doit pouvoir s'amplifier en prenant, cette fois, la dimension pleine de l'Europe. Il doit déboucher sur le désarmement, il doit soutenir le développement, il doit savoir s'étendre au monde, car longtemps, la paix, le désarmement le respect des droits ont été des

rêves inaccessibles à cause notamment des relations entre les deux principales puissances. Seulement voilà que l'est est en train de bouger, voilà que les relations entre l'URSS et les Etats-Unis d'Amérique commencent de suivre un nouveau cours, dans ce contexte l'Europe doit absolument prendre sa part de la nouvelle donne pour la paix.

Elle le fera en encourageant l'idée d'un système européen de défense fondé sur une dissuasion nucléaire minimum et sur un équilibre conventionnel au plus bas niveau possible, elle le fera en adoptant, chaque fois que la paix est menacée dans le monde, des positions à la fois courageuses et communautaires, et il reste beaucoup à progresser sur ce point.

Elle le fera en aidant partout au développement, que ce soit en proposant des solutions au terrible problème de l'endettement, en renouvelant l'an prochain la convention de Lomé, en reconnaissant mieux - et plusieurs camarades y ont insisté justement - la spécificité et les besoins de nos départements d'Outremer, dont il faut comprendre ici, en métropole, qu'ils sont dans la communauté, mais qu'ils ne sont pas géographiquement européens.

Elle le fera aussi en coopérant davantage avec les pays d'Europe de l'est.

Il y a de cela quelques mois, je recevais Lech Walesa à l'Assemblée Nationale, et je me rappelle très bien la conversation que nous avons eue. Je lui disais : qu'est-ce que nous pouvons faire pour le changement en Pologne ? Et la réponse qu'il m'a faite, que j'ai encore dans la mémoire, a et été à peu près celle-ci : "ne vous occupez pas trop Français, et Européens, du gouvernement polonais, celui-ci ou un autre... au fond peu importe, mais ce qui sera décisif, c'est autre chose, ce qui sera décisif me disait-il ce sera d'augmenter les échanges avec nos entreprises, de nous aider à avancer sur le plan des technologies, de nouer tellement de liens concrets entre nos entreprises et les vôtres qu'il soit ensuite absolument impossible de revenir en arrière, avec vous l'Europe et avec vous la France".

J'interrogeais Walesa sur la paix, sur les Droits de l'homme, et puis il me répondait : technologies, échanges commerciaux. Cela m'a surpris, mais à la réflexion j'ai compris que nous disions exactement la même chose, et que c'est dans cette voie là qu'il faut aller.

Quelques jours plus tard, j'avais l'occasion de rencontrer à Budapest les dirigeants du gouvernement hongrois. Le message était le même : "notre pays, me disaient-ils, est le plus endetté d'Europe par tête d'habitant, et nous, dirigeants hongrois, nous avons décidé de jouer la liberté ; seulement dans un premier temps la liberté cela veut dire chez nous l'augmentation des loyers, l'augmentation des transports, l'augmentation du prix de la nourriture... Si nous sommes en plus pris à la gorge par ce qu'il faut rembourser nos échéance contractées à votre égard, alors nous n'y arriverons pas. Vous l'Europe et vous la France, vous pouvez fortement nous aider." La leçon, que j'en ai tirée, est claire : notre Europe doit être ouverte sur l'autre Europe.

Oui, nous pouvons, et nous devons les aider. est, sud, tiers-monde, ceux qui souffrent, ceux qui sont pauvres, ceux qui sont opprimés, qui ont faim. Le développement est l'autre nom de la paix. C'est le message du Socialisme, et de

la France, que l'Europe doit maintenant savoir amplifier encore, nous n'avons pas nous de vocation impériale, mais nous portons un souffle universel de liberté, et de progrès. C'est notre vision de l'Europe, nous devons concrètement aider au développement parce que nous aidons ainsi à la contagion de la paix.
S'il fallait une seule raison pour expliquer pourquoi nous croyons à l'Europe, ce serait de regarder, de lire ce qu'on voit dans le regard des autres pays, tiers-monde, pays de l'est, pour lesquels l'Europe est un espoir. Nous n'avons pas le droit de décevoir cet espoir là.
(Applaudissements)
Je disais, il y a un instant, "notre Europe", je sais ce que certains répondront : "mais votre Europe, c'est un rêve" car l'Europe que nous voyons tous les jours, elle est souvent bien différente. C'est celle des réglementations et des capitaux, c'est celle des problèmes ô combien difficiles de l'harmonisation fiscale, c'est celle des inquiétudes, et des peurs, c'est celle des quotas laitiers, de la concurrence allemande, ou plus simplement encore c'est celle de la bureaucratie. Notre Europe ne peut pas être seulement celle-là, et parfois pas du tout celle-là. Elle doit avoir de la chair, elle doit être aussi celle des petites gens, des familles, l'Europe du quotidien, l'Europe de l'humain, non pas l'Europe des théories, mais l'Europe des Européens.
Dans cette campagne, je vais vous parler, nous allons parler souvent de l'Europe sociale, parce que c'est cela l'Europe des Européens. Nous y tenons, non seulement parce que c'est l'acception originelle et profonde de la notion même de communauté, mais parce que si nous sommes Socialistes, c'est avant tout pour faire progresser la justice, la solidarité.
On nous dira : quelle différence avec d'autres listes ? Je répondrai par l'évidence, c'est que nous, nous sommes Socialistes, il y a 44 millions de personnes pauvres en Europe, on luttera mieux contre cette pauvreté avec des responsables Socialistes qu'avec d'autres.
Les droits sociaux, qui doivent progresser encore, auront plus de chance d'être bien défendus par des parlementaires Socialistes en phase avec les forces sociales, et qui constitueront - je l'ai dit - le groupe le plus puissant du Parlement, que par des parlementaires conservateurs, dont la tâche est de les combattre.
Or, il est essentiel que la construction européenne ne se traduise pas par un alignement social vers le bas. Là réside évidemment un point de clivage fort avec les listes de droite, non seulement la perspective d'avancées sociales nouvelles, mais le refus du recul social pour notre part. Dans la construction de cette Europe sociale, je sais, comme vous, que les problèmes ne manqueront pas. Il faudra améliorer pour les travailleurs la protection de la santé, de l'hygiène, de la sécurité. Il faudra faire face aux mutations géographiques et techniques nécessaires, ce qui suppose l'accroissement des moyens des différents fonds d'aide structurels.
Il faudra consolider au niveau européen les droits fondamentaux des salariés (droit au travail, droit d'expression, droit syndical, droit à la formation professionnelle, égalité entre hommes et femmes...)

Il faudra assurer aux personnels, dans les entreprises qui auront décidé de prendre une dimension européenne, des droits comparables à ceux dont ils jouissent déjà au plan national (information, consultation, négociation collective, ou même co-décision).
Nous avons l'intention de bâtir l'Europe sociale en associant aux processus de consultation et de décision les partenaires économiques et sociaux. Dans cet esprit, nous sommes résolus à faire aboutir rapidement la charte des droits sociaux fondamentaux.
En matière sociale comme dans les autres domaines, nous devons savoir vers quelle évolution on va aller et l'évolution, c'est normal, c'est que de plus en plus de décisions vont se prendre au niveau communautaire.
Mais là est un point important : plus d'Europe ne peut pas vouloir dire en même temps qu'on aura moins de démocratie. Jacques Delors accomplit comme président de la Commission une tâche tout à fait remarquable. Mais Jacques Delors ne peut pas tout. Reconnaissons qu'il existe dans la communauté ce qu'on appelle maintenant un grave déficit de démocratie. Nous devons aider à combler ce déficit.
Si le citoyen, comme on le dit, se désintéresse souvent de l'Europe, c'est qu'il sent qu'il n'a aucune prise sur elle.
Nous sommes pour la démocratie, mais nous sommes clairement contre l'eurocratie. Cela signifie que face à la Commission et au Conseil des ministres européen, le Parlement européen - et je n'oublie pas que je préside l'Assemblée Nationale - devra posséder davantage de poids. Cela signifie que le Parlement européen devra pouvoir prendre l'initiative de propositions de lois comme le font les Parlements nationaux. Cela signifie qu'il devra pouvoir accorder démocratiquement l'investiture au président de la Commission européenne.
Cela signifie aussi, c'est un avis personnel et je me tourne vers Michel Rocard, qu'il serait excellent, car l'Europe se joue non seulement bien sûr à Strasbourg, à Bruxelles et ailleurs, mais aussi évidemment à Paris, que tous les six mois, avant que la présidence de la communauté ne change, le gouvernement français se mette en responsabilité devant son Parlement national sur son programme communautaire. Ce sera aussi le sens de ma présence à Strasbourg.
(Applaudissements)
J'espère qu'ainsi l'Europe sera davantage présente au sein de notre Assemblée Nationale, et avec tous les amis qui seront élus, la voix de la France un peu plus forte au sein de l'assemblée de Strasbourg.
Je dis bien la ville de Strasbourg, car tel est et tel sera notre choix. Je salue la présence à mes côtés, comme numéro 2 de notre liste, le nouveau maire de Strasbourg, Catherine Trautmann.
(Applaudissements)
Plus démocratique aussi, notre communauté devra l'être à l'égard de ses ressortissants.
Certains dont j'ai parlé au début de mon propos proposent l'exclusion. Nous, nous voulons l'intégration. Nos amis parlementaires, qui ont accompli un remarquable travail dans la législature précédente, sous l'animation d'Henri

Fondation Jean Jaurès

Saby, ont déjà pris position pour le droit de vote européen sous certaines conditions aux élections locales. Ils ont raison. Nous rejetons l'Europe de la discrimination, nous défendrons le droit de vote élargi aux Européens.
Jeune étudiante beur, militante de l'antiracisme, Nora Zaïdi exprimera avec nous ce refus de la discrimination et cette nécessité d'intégration. Ce combat très important en rejoindra un autre mené aussi au nom de la tolérance, je veux parler du combat de la laïcité, idée qui pourrait apparaître vieillotte aux yeux de certains, mais dont les conflits récents, que ce soit hors de France, en Iran, au Liban, ou bien les tensions récentes entre communautés en France, montrent qu'elle garde à travers les années sa valeur.
Europe qui doit refuser des dogmes, Europe de la laïcité, Europe de l'humanisme, Europe de la tolérance.
(Applaudissements)
De nouveaux volets de l'action européenne devront incarner cet humanisme et cette solidarité. C'est possible dès lors que comme nous, on ne divinise pas les forces du marché et qu'au contraire on accepte le rôle de l'Etat et qu'on revendique concertation, régulation et intervention publique.
Dans cet esprit, nous proposerons des initiatives nouvelles et concrètes pour la santé, afin de lutter vigoureusement au plan européen contre ces fléaux qui s'appellent le cancer, le sida, les maladies cardio-vasculaires, la drogue. Mettons en commun les chercheurs, les travaux, les ressources. Développons en commun la prévention. Ce n'est pas un luxe dont je parle, c'est notre vie elle-même.
Si nous laissions les évolutions actuelles se poursuivre, savez-vous qu'en l'an 2000, un Européen sur trois, je dis bien un sur trois, serait touché par un cancer ? L'Europe peut et doit réagir. La voilà aussi l'Europe des Européens, l'Europe concrète, l'Europe de la santé. Au Parlement de Strasbourg, il serait excellent que tous nos élus, dont le professeur Schwartzenberg, puissent donner une impulsion puissante à ces programmes européens.
(Applaudissements)
Ce respect de l'homme dont je parle ne peut évidemment pas se séparer - c'est le dernier volet - du respect de l'environnement. J'hésite d'ailleurs un peu à employer ce mot d'environnement, tellement il traduit, sans que nous nous en rendions compte, une vision qui est un peu narcissique du monde, comme si le monde était tout entier centré autour de l'homme, cependant que la nature environnante se limiterait à graviter autour de nous, périphérique et finalement marginale. Considérons que nous ne sommes pas propriétaires, mais gestionnaires de la terre, de l'eau et du ciel.
Ce qui implique, pour être de bons gestionnaires en ce domaine, que nous nous proposions une pensée et une action à long terme, que nous refusions d'avoir pour critère unique dans nos décisions le profit, projets que le libéralisme contredît et que la Gauche doit incarner. Le respect de la nature dont nous parlons n'est pas séparable d'une vision politique d'ensemble. La pollution chimique du Rhin est liée à une certaine pratique du "laisser-faire, laisser polluer". La catastrophe de Tchernobyl elle-même n'est pas non plus sans rapport avec une certaine bureaucratie collectiviste. Nous voulons, nous, une

Fondation Jean Jaurès

Europe qui ne s'inspire ni de l'une, ni de l'autre. Nous voulons une société et une Europe dotées de règles du jeu, organisées pour le bonheur de la personne humaine et dans le respect de la nature. S'il existe un domaine où une approche internationale est indispensable, c'est bien évidemment ce domaine de l'environnement. Les actions déjà engagées devront être fortement développées et il faudra, me semble -t-il aller plus loin. C'est ce que nous allons tous défendre au Parlement de Strasbourg, notamment par la présence et l'action dans nos rangs d'un des hommes les mieux identifiés par toute sa vie au respect et de la nature et qui nous représentera au Parlement : je salue notre camarade Alain Bombard.

Concrètement, cela veut dire que les Etats et les constructeurs automobiles qui retardent encore le mouvement en ce qui concerne la voiture propre ne devront plus pouvoir paralyser les autres. Nous serons au premier rang pour fixer et respecter des normes à la fois exigeantes, stables et simples et qui soient identiques dans tous les pays d'Europe.

Afin d'améliorer la lutte contre les diverses atteintes et saccages, la recherche fondamentales et les applications industrielles sont essentielles.

Nous proposerons donc, comme le souligne le manifeste, un effort financier européen particulier pour encourager les recherches, et les investissements protecteurs de l'environnement.

L'une des menaces les plus vives pour la nature, sur lesquelles souvent, et avec raison, vous insistez, c'est la désertification de notre territoire. Les surfaces cultivées se réduisent, il ne faut pas laisser les terres à l'abandon. Une politique d'encouragement aux activités rurales, qui a commencé, devra donc être développée. Une politique d'aménagement du territoire en plus de l'actuelle indemnisation.

Enfin, au plan communautaire, la proposition a été lancée d'une agence européenne de l'environnement. Personnellement, mais je m'exprime là à titre personnel, je serais tenté d'aller plus loin. Je pense qu'à terme, il existera, en tout cas dans certains secteurs, une sorte de gouvernement européen.

Le premier domaine où il s'imposera, c'est la protection de la nature.

Je serai heureux que sous une forme à trouver, on puisse avancer peu à peu vers un ministère européen de l'Environnement. L'agence européenne de l'environnement que nous proposons dans notre texte pourrait en être la première préfiguration.

Chers camarades, chers amis, je vais conclure.

Le Président de la République a tracé le cap lorsqu'une veille de nouvel an, je crois, s'exprimant à l'intention de chaque famille, il eut ces mots, qui ont frappé et qu'on a souvent cité, quasi alexandrins prophétiques :

"La France est notre patrie, et l'Europe est notre avenir".

C'est bien de cela qu'il s'agit : construire l'avenir, le façonner avec nos propositions et nos votes, pour que l'idéal de justice, de progrès social et de paix que nous portons dans nos convictions reçoive enfin le droit de vie.

L'Europe séduit, c'est vrai mais en même temps elle inquiète et on s'interroge autour de nous.

Fondation Jean-Jaurès

Que va changer vraiment l'acte unique ?
Est-ce que nous aurons notre place ? Est-ce que nous pourrons résister ?
Voilà les questions que l'on nous pose.
A nous d'expliquer sans relâche que nous avons de formidables atouts pour gagner et de répondre sans jamais négliger les difficultés.
J'ajouterai d'ailleurs que si l'Europe présentait pour ses membres tellement d'inconvénients et de dangers, je me demande si tant de pays se bousculeraient pour y entrer et tant d'autres pour la démanteler. Quand on sait clairement où est l'avenir, et le nôtre s'identifie à l'Europe, alors on s'engage pour lui, on commence à sculpter son visage, et finalement on réussit.
Ce visage, qui dépasse notre patrie, mais en même temps il la respecte.
Nous voulons l'Europe par la France, nous voulons la France par l'Europe mais une certaine Europe. Europe de la croissance et des emplois, Europe des conquêtes sociales et non des reculs ; Europe respectueuse de la nature et de la santé humaine, Europe de la paix et du développement du tiers-monde, Europe de la démocratie et non de l'eurocratie.
Voilà les thèmes, voilà les objectifs, voilà les valeurs que nous allons défendre au Parlement de Strasbourg, comme François Mitterrand le fait à l'Elysée, Michel Rocard à Matignon, nos parlementaires à Paris et nos élus dans les régions.
Pas n'importe quelle Europe donc. Pas l'Europe terrain vague sans profits pour la France, pas celle des technocraties bruxelloises et des mollesses du laisser-faire mais une Europe moderne et populaire, une Europe capable de gagner face aux japonais, aux américains et aux russes, une Europe créée, qui propose, qui protège, une Europe qui ouvre pacifiquement pour notre jeunesse le siècle nouveau qui s'avance.
J'ai parlé plusieurs fois au cours démon propos de communauté.
L'Europe est une communauté. La Gauche est une communauté. Cela implique, dans les deux cas, égalité, fraternité, responsabilité, extension de la justice et de la démocratie Pour incarner, l'Europe communauté a besoin de la Gauche absolument mais pour réussir la Gauche communauté a absolument besoin de l'Europe.
Je vous demande tout simplement votre appui pour expliquer partout, je veux dire dans toutes nos villes et aussi dans nos petits villages, comment nous allons construire et réussir cette double communauté là.
Il va y avoir des oppositions, il y aura des diversions, il y aura des lassitudes, mais vous, et tout notre Parti, vous êtes là et nous allons mener campagne ensemble. Moi j'aurais pu laisser faire, laisser d'autres. Cela aurait été peut-être plus facile.
Seulement voilà, comme vous, je crois à l'Europe et à la Gauche, je pense que le moment est venu de s'engager et j'ai confiance en votre action.
Je vous demande pour deux mois toutes les fatigues et tous les enthousiasmes !
Vive l'Europe ! Vive la France !
(Très vifs applaudissements)

Fondation Jean Jaurès

Le président - Merci, Laurent, de ce grand discours qui ouvre clairement notre campagne pour les élections européennes du 18 juin.
La convention, réunie hier et aujourd'hui, a fait son travail. Elle a adopté le manifeste qui constitue notre programme pour les élections. Elle a désigné la liste de nos candidats qui défendront ce programme, liste sur laquelle se trouvent à la fois des Socialistes et des représentants des forces de progrès.
Nous avons maintenant, comme vient de le dire Laurent, deux mois - un peu moins de deux mois - pour mener cette bataille, pour faire comprendre les objectifs qui sont les nôtres en matière européenne et pour remporter, le 18 juin, un nouveau succès pour les forces du Socialisme et du progrès en France et en Europe.
Au travail, camarades !
(Applaudissements)

Coll. Fondation Jean-Jaurès